

# Programmes des volontaires japonais

« Agir pour changer le monde et se changer soi-même »

Une coopération internationale impulsée par les citoyens

Les programmes des volontaires de la JICA encouragent la participation des citoyens au développement économique et social ainsi qu'à la reconstruction des pays en développement.

Largement reconnu comme emblématiques de la coopération internationale du Japon, les programmes des volontaires sont très appréciés par les pays partenaires. De plus, lors de leur retour au Japon, les volontaires ont acquis une vision globale et ils représentent un atout pour la société japonaise.

## Volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV)

Les JOCV sont en principe affectés pour deux ans dans les pays en développement. Comme le résume la devise « main dans la main avec la communauté locale », les JOCV vivent et travaillent au sein des communautés de leur pays d'affectation, parlent la langue locale et s'appliquent durant leur mission à encourager les efforts d'auto-assistance tout en améliorant la compréhension mutuelle.

Le programme des JOCV cible un public âgé de 20 à 39 ans et touche des domaines répartis en huit secteurs et un large éventail

de sous-secteurs, environ 120, dont l'agriculture, les forêts et la pêche, la fabrication, la réparation, le génie civil, l'assainissement, l'éducation et la culture, les sports, ainsi que la planification et l'administration. Durant l'exercice 2010, 1 459 volontaires ont été détachés à l'étranger et, à ce jour, 35 905 volontaires ont été envoyés dans 88 pays depuis la création du programme en 1965.

## Volontaires seniors

Ce programme cible un public âgé de 40 à 69 ans. Ces dernières années, on a noté que les candidats recrutés étaient toujours plus nombreux à vouloir se rendre plus utiles dans leur « seconde vie » après la retraite.

Les domaines de coopération couvrent neuf secteurs, dont l'agriculture, les forêts et la pêche, l'énergie, la santé et les soins médicaux, et les ressources humaines (éducation, culture, sports, etc.). Durant l'exercice 2010, 375 volontaires seniors ont été détachés à l'étranger et, à ce jour, 4 628 volontaires seniors ont été envoyés dans 67 pays. (Des volontaires juniors et seniors sont également envoyés en Amérique latine pour contribuer au développement des communautés *Nikkei*).

## Soutien aux volontaires japonais rentrés au Japon

Les volontaires rentrés au Japon suscitent de fortes attentes. Ils constituent en effet des ressources humaines ouvertes à d'autres cultures et sociétés, et capables de travailler dans des environnements divers, notamment au sein des communautés, du gouvernement, dans l'éducation ou les entreprises. Au 1<sup>er</sup> avril 2011, 22 administrations publiques locales et 15 conseils de l'éducation avaient un quota de postes réservés aux anciens volontaires.

C'est pourquoi la JICA soutient les systèmes existants qui permettent aux volontaires rentrés au Japon d'utiliser l'expérience acquise dans leur pays d'affectation. Par ailleurs, de plus en plus de volontaires de la JICA contribuent à résoudre divers problèmes auxquels la société japonaise est aujourd'hui confrontée, notamment en soutenant l'éducation des enfants et en redynamisant des communautés japonaises. La JICA entend faire connaître son programme de volontaires non seulement comme une contribution à l'aide au développement, mais comme un moyen d'insuffler du « dynamisme dans la société japonaise ».



Un JOCV explique à des étudiants le mécanisme de la valve d'un moteur (Philippines/mécanique automobile).



En mission dans une communauté *Nikkei*, une volontaire junior s'exerce aux percussions japonaises « taiko » avec une classe dans un auditorium (Brésil/ professeur d'école élémentaire).

## Du personnel en phase avec la mondialisation recherché par les entreprises

Les jeunes Japonais ont tendance à être introvertis et 30 % du personnel nouvellement recruté exprime une certaine réticence à travailler à l'étranger. Il n'en reste pas moins que de nombreuses entreprises recherchent des ressources humaines aptes à s'adapter à la mondialisation. Voici quelques témoignages sur les compétences des volontaires JOCV dans le monde du travail.

### La pugnacité et la résistance des JOCV en font des ressources humaines attractives

#### M. Toshiyuki Yoshino

Directeur général des RH, Sumitomo Chemical Co., Ltd.

Disposer d'un « personnel en phase avec la mondialisation » est indispensable pour notre entreprise, car nous avons de nombreux bureaux à l'étranger. Pour nous, être en phase avec la mondialisation c'est non seulement maîtriser une ou plusieurs langues étrangères, mais aussi faire preuve d'une grande culture et d'une ouverture d'esprit. Qu'ils travaillent dans un pays en développement ou dans un pays développé, à l'étranger ou au Japon, les personnes qui disposent de ces qualités s'efforcent par tous les moyens de forger une relation de confiance avec leurs clients et collègues, sans jamais perdre de vue la perspective « globale ».

Les JOCV ont fait le choix personnel de se rendre dans des pays en développement et de prendre part à des activités dans lesquelles ils ont fait appel à leur imagination. Leur capacité à interagir de façon active avec des partenaires extérieurs, associée à leur capacité de résistance dans une société compétitive en font des ressources humaines attractives.

Il est très important pour notre entreprise, nos clients et pour la société dans son ensemble de collaborer avec des personnes très compétentes qui accomplissent leur travail avec un haut degré de professionnalisme. À Sumitomo Chemical, de nombreux JOCV occupent des postes importants dans divers départements.

#### M. Kenichi Nakanishi

(Envoyé en mission durant l'exercice 1981/Kenya/Sols et engrais)  
Directeur, Département technique et développement des produits  
Division lutte antivectorielle, Sumitomo Chemical Co., Ltd.

Je me suis engagé en tant que JOCV peu après avoir obtenu mon diplôme universitaire. Parmi toutes les difficultés que j'ai pu rencontrer sur le terrain, je me souviens plus particulièrement du jour où j'ai contracté le paludisme. J'étais épuisé à la fois physiquement et mentalement par de très fortes fièvres récurrentes.

J'ai été engagé par Sumitomo Chemical peu après mon retour au Japon, et je suis chargé de gérer nos activités avec l'Afrique depuis 1992. Les pays africains diffèrent du Japon en tous points. Mais grâce à mon expérience en tant que JOCV, je parviens à travailler sans incertitude ni résistance, je me sens au contraire très à l'aise.

Actuellement, je m'occupe des technologies de dispersion pour les moustiquaires, afin de prévenir le paludisme, ainsi que de projets spéciaux. Ma propre expérience du paludisme me motive fortement pour protéger la population de cette maladie. Le fait de savoir que mes activités sont directement liées à la coopération internationale me procure chaque jour un grand sentiment d'accomplissement.

### JOCV = Personnel en phase avec la mondialisation

#### M. Masahiro Fujita

Chef de groupe, Groupe ressources humaines  
Département du personnel et des affaires générales, UNITIKA Ltd.

À UNITIKA, nous pensons que les ressources humaines sont un atout et nous déployons de nombreux efforts pour former nos jeunes employés.

Certains formateurs ont noté que même si les jeunes accomplissent toujours leur mission avec constance, ils ont tendance à être plus passifs qu'auparavant. Bien que nous, au Département du personnel et des affaires générales, apprécions le haut niveau de compétences de base et l'éthique professionnelle, nous espérons qu'une nouvelle génération pleine d'énergie sera capable d'ouvrir de nouvelles voies et d'aller de l'avant.

Les anciens volontaires JOCV ont acquis, à travers leurs activités dans les pays en développement, « quatre compétences » que nous apprécions particulièrement (1. la passion, 2. la capacité à tenir les engagements, 3. aller de l'avant et être résistant, et 4. la capacité de dialogue), et ils ont une vision globale. De retour dans le monde du travail, ces employés ont su tirer parti de ces forces et largement contribuer aux opérations quotidiennes de notre entreprise et à son développement.

#### Mme Kuniko Inoue

(Envoyée en mission durant l'exercice 2006/Burkina Faso/Développement des communautés rurales)  
Centre de recherche et développement  
Siège technologie et développement, UNITIKA Ltd.

Quatre ans après mon embauche, j'ai eu la possibilité de prendre un congé sabbatique et j'ai décidé de travailler dans l'aide au développement, en tant que JOCV, pour l'amélioration de la vie des femmes dans les villages du Burkina Faso.

Je devais absolument prendre des initiatives et être active pour gagner la confiance de la population locale. Les différences de langage et de culture ont inévitablement posé des problèmes. Mais je crois que cela m'a renforcé sur le plan personnel. Par ailleurs, le « dialogue » est une composante essentielle pour collaborer avec un individu ou un groupe de personnes. Ce n'est pas la même chose de travailler dans un pays en développement ou au Japon, mais tous les lieux de travail sont différents.

Du moment qu'un climat de confiance règne, il est possible de produire des résultats positifs, quel que soit le lieu de travail. La confiance fait partie des enseignements les plus précieux que j'ai acquis en tant que JOCV.

# Partenariats avec les ONG et autres organisations

## Coopération avec les nouveaux chefs de file de la coopération internationale

Alors que les problèmes de développement deviennent de plus en plus complexes, la coopération japonaise à l'étranger doit s'efforcer de mobiliser individus, connaissances et expertise en se basant sur le concept de sécurité humaine, afin d'agir dans divers domaines, notamment les OMD.

Cette nécessité de travailler avec des acteurs clés du développement se traduit par une collaboration appuyée avec les organisations non gouvernementales (ONG), les universités et les gouvernements locaux, indispensable à l'exécution d'une APD efficace pour l'éducation, la santé, l'amélioration de l'environnement, le développement communautaire, la consolidation de la paix et la reconstruction. Les ONG possèdent la force, l'expérience et les connaissances pour répondre avec flexibilité et rapidité aux besoins des communautés locales ainsi que pour apporter une aide d'urgence après les catastrophes naturelles. Les universités disposent quant à elles d'une expertise technique, tandis que les gouvernements locaux ont accumulé un savoir-faire dans les localités qu'ils administrent.

La JICA renforce la coopération avec ces acteurs de la société civile par divers moyens, notamment par des dialogues, des partenariats et des programmes de soutien.

### Programme de partenariat de la JICA (PPJ) Mise en œuvre conjointe de projets de développement à l'étranger

La JICA réalise ces projets conjointement avec les organisations japonaises — ONG, universités, collectivités locales, organismes d'intérêt public, etc. — qui ont la ferme volonté de mettre en œuvre des programmes de développement. Le PPJ s'appuie sur les propositions de ces organisations expérimentées, dont l'aide bénéficie à la population locale des pays en développement. Les projets PPJ sont uniques, car ils contribuent directement à l'amélioration des modes de vie et des moyens de subsistance de la population en menant des activités spécifiques au niveau local. Au cours de l'exercice 2010, JICA a mis en œuvre 211 projets PPJ dans 48 pays. Le PPJ s'appuie sur trois dispositifs : les partenariats, dans lesquels les organisations disposant d'un certain niveau d'expérience dans les pays en développement utilisent leur expérience et leurs compétences ; les soutiens, dans lesquels les projets sont mis en œuvre par des organisations disposant de moins d'expérience dans les pays en développement ; les propositions des communautés locales, dans lesquelles les administrations publiques locales jouent un rôle central et utilisent le savoir-faire accumulé dans leur localité.

### Desks Japon JICA-ONG Soutien aux activités des ONG japonaises

Les Desks Japon JICA-ONG apportent un soutien aux ONG japonaises dans 22 pays en développement. Ils fournissent divers services de conseil et d'information, notamment sur les lois et les systèmes locaux, la situation sociale, et l'action des ONG locales, qui sont utiles pour les ONG mettant en œuvre des projets PPJ.



Initiation aux techniques de compostage dans un collège de Sibiu, en Malaisie (PPJ basé sur des propositions des communautés locales, « projet de développement d'un système de gestion des déchets solides basé sur la communauté à Sibiu », ville de Kita-Kyushu )



Formation pour le renforcement des capacités des ONG : cours de gestion de projet, « Comment intervenir en tant qu'étranger »

### Appui au renforcement des capacités Renforcement des ressources humaines et de l'organisation pour une meilleure coopération internationale

La JICA propose un large éventail de programmes pour soutenir les activités de coopération internationale des ONG et des associations de citoyens : formation à la méthode de gestion du cycle de projet (GCP), formation au renforcement organisationnel par le développement des ressources humaines et détachement de conseillers disposant d'une expertise particulière. Au cours de l'exercice 2010, 374 personnes ont participé aux cours de formation et des conseillers ont été détachés auprès de 28 organisations.

### Réunions de dialogue JICA-ONG Promotion de partenariats fondés sur l'égalité

La JICA met l'accent sur le dialogue avec les ONG, afin de favoriser la compréhension mutuelle et de promouvoir une excellente collaboration. Par le biais de son siège, de ses bureaux à l'étranger et de ses antennes régionales, l'Agence et les ONG échangent des avis et des informations sur les problèmes régionaux et sectoriels. La JICA organise également une réunion de dialogue trimestrielle avec les ONG, afin de discuter de l'efficacité de la coopération et de la promotion des partenariats fondés sur l'égalité.

### Fonds de la JICA pour les peuples du monde Coopération internationale par les donations

Le Fonds de la JICA pour les peuples du monde encourage les citoyens, les entreprises et les groupes à participer à la coopération internationale. Les donations servent à soutenir les activités d'associations de la société civile japonaise destinées à réduire la pauvreté, améliorer les soins de santé, l'éducation et l'environnement dans les pays en développement. Au cours de l'exercice 2010, 10 projets ont bénéficié du soutien du Fonds.

## Un groupe de résidents se mobilise pour garantir des accouchements sans risques

### Un système de partenariat

Projet pour une grossesse et un accouchement sûrs par la communauté locale du district de Chibombo, en Zambie  
TICO



Des femmes attendent une consultation prénatale.

Dans les zones rurales de Zambie, de nombreuses femmes meurent de causes liées à la grossesse et à l'accouchement en raison du manque de structures offrant des soins obstétricaux et néonataux.

Ce projet fournit des formations au Groupe d'actions pour une maternité sans risques (SMAG) constitué de sages-femmes traditionnelles et de volontaires de santé communautaire, afin de préserver la santé des femmes de la communauté

#### Membre d'une ONG

#### Mme Hiroko Sakai, expert en soins de santé

Dans les zones rurales, les cas de décès maternel hors structures médicales n'étaient pas signalés aux agences officielles. La création d'un groupe pour conduire des activités sanitaires auprès des femmes enceintes ou parturientes de la communauté, et le fait que les résidents eux-mêmes collectent et organisent la remontée de l'information, mais aussi

durant la grossesse et l'accouchement. Sous l'impulsion du groupe, une éducation sanitaire sur la nutrition, la grossesse, l'accouchement et d'autres sujets est proposée aux femmes en âge de procréer afin que les femmes enceintes ou parturientes puissent acquérir des connaissances sanitaires de base.

le système qui a été mis en place pour comprendre la situation et résoudre les problèmes, représentent un progrès considérable pour la santé des femmes. Je vais faire tout mon possible pour pérenniser ces activités et contribuer à la maturation de cette organisation afin de changer durablement la communauté.

#### Vu de la communauté locale

#### Membre du SMAG/Volontaire de santé communautaire

Dans la communauté où nous vivons, de nombreuses femmes donnent naissance chez elle avec l'aide de personnes qui n'ont jamais reçu de formation. À cause des mauvaises décisions qu'elles prennent, certaines femmes perdent la vie durant l'accouchement. Nous recommandons vivement d'accoucher dans une structure médicale appropriée. Certaines femmes sont habituées à accoucher chez elles, certaines sont très éloignées des structures médicales et d'autres continuent de donner naissance chez elles pour des raisons variées. Il est difficile de changer les habitudes. Néanmoins, nous espérons que notre persévérance fera évoluer la situation.

## Une méthode japonaise vient au secours des toxicomanes aux Philippines

### Un système de soutien

Projet de désintoxication pour les toxicomanes appartenant aux couches pauvres de la société, à Manille, aux Philippines  
Institut de recherche sur la toxicomanie Asie-Pacifique (APARI)



Des réunions régulières sont organisées pour venir en aide aux toxicomanes.

Aux Philippines, l'aide ne parvient pas aux toxicomanes appartenant aux couches les plus pauvres de la société. Cela renforce la consommation de drogues et provoque des effets secondaires, notamment de la violence et l'éclatement de la cellule familiale. En réponse à cette situation, l'APARI et la JICA mettent en œuvre un projet conjoint.

L'APARI est affilié au Centre de réadaptation pour les toxicomanes (DARC), qui dispose de plus

#### Membre d'une ONG

#### M. Tsuneo Kondo Chef de projet

Durant trois ans, j'ai réfléchi aux actions que devait entreprendre l'APARI. Car les toxicomanes ne se contentent pas de consommer des drogues, ils en vendent pour assurer leurs moyens de subsistance. Dans ce projet, nous soutenons la réhabilitation

de 50 bureaux sur le territoire japonais. L'APARI soutient la réhabilitation des toxicomanes en encourageant la solidarité entre eux et en renforçant leurs liens avec la communauté. L'utilisation de cette méthode développée au Japon permet à l'APARI d'apporter une aide aux toxicomanes appartenant aux couches pauvres de la société philippine afin qu'ils puissent s'aider mutuellement à vaincre leur addiction.

des toxicomanes aux Philippines avec l'aide des communautés de Manille et par le partage de l'expérience en matière de désintoxication au Japon. C'est une approche rationnelle qui consiste à inciter les toxicomanes à aider ceux qui partagent le même problème qu'eux. C'est un relais pour la vie. Je suis très heureux que ce projet ait pu voir le jour.

#### Vu de la communauté locale

#### Un participant aux réunions

Je vendais de la drogue. Avant de me rendre à ces réunions, ma femme et moi consommions de la drogue ensemble. Même mon fils s'est mis à en consommer. Durant cette période, plus personne ne m'adressait la parole et j'ai perdu tous mes amis. Ma femme et moi ne pouvions même pas tenir une conversation normale. Mais aujourd'hui tout a changé. Ma femme et moi sommes heureux et j'ai tissé des relations amicales avec les autres participants aux réunions. Je suis en bien meilleure santé et j'ai repris du poids. Quand il a vu que je m'étais sorti, mon fils a également décidé de se faire aider.

# Partenariats public-privé

## De nouveaux partenariats pour soutenir la croissance économique

Le besoin de développement durable et d'aménagement de l'infrastructure est colossal dans les pays en développement, mais l'APD seule peut difficilement relever ce défi.

Les flux de capitaux privés à destination des pays en développement sont plus importants que l'APD des pays avancés. Dans ce contexte, on peut espérer que l'aide au développement gagne en efficacité grâce à la collaboration avec le secteur privé.

Traditionnellement, l'APD sert de catalyseur pour la mobilisation des financements du secteur privé dans les pays en développement. Récemment, avec l'intensification de la concurrence au niveau mondial et la suppression des barrières au commerce et à l'investissement, les entreprises accroissent leurs échanges et leurs investissements dans les pays en développement et elles se concentrent sur de nouvelles activités, notamment les partenariats public-privé (PPP) pour les projets d'infrastructure, les activités à la « base de la pyramide » (BoP), et les activités de responsabilité sociale d'entreprise (RSE). Ces efforts ont permis aux entreprises du secteur privé de contribuer efficacement au développement, notamment en créant des opportunités d'emploi, en favorisant l'essor des ressources humaines et en améliorant les technologies.

Il n'en reste pas moins que de nombreux obstacles continuent d'entraver les activités des entreprises dans les pays en développement. Les entreprises du secteur privé ont besoin d'un environnement des affaires propice à l'investissement et de disposer de l'infrastructure matérielle nécessaire mais aussi d'un cadre institutionnel adapté, notamment par la mise en place d'un système juridique solide, le renforcement des ressources humaines et le développement des infrastructures périphériques. Il est donc difficile pour les entreprises privées de mener seules leurs activités dans certains domaines, c'est là que l'APD a un rôle à jouer.

En avril 2008, le gouvernement japonais a annoncé son « Programme de coopération public-privé pour l'accélération de la croissance ». Partant du constat que la réduction de la pauvreté passe par la croissance du secteur privé, cette politique vise à établir des partenariats public-privé productifs et à accélérer la croissance en oeuvrant de concert à l'atteinte d'importants objectifs de politique étrangère. La Nouvelle Stratégie de croissance, établie en juin 2010, reconnaît également le rôle essentiel de l'APD pour le déploiement de systèmes d'infrastructures intégrées à l'étranger. Dans cette situation, les pays en développement et le Japon ont tout intérêt à ce que les activités d'APD et celles du secteur privé conduisent à des partenariats productifs susceptibles d'intensifier les effets du développement et d'accélérer le rythme de la croissance.

### Études préparatoires sur les projets d'infrastructures en PPP

#### Des partenariats public-privé pour mener à bien les projets d'infrastructures dans les pays en développement

Dans les pays en développement, il existe une tendance de plus en plus marquée à s'appuyer sur le dynamisme du secteur privé pour les projets d'infrastructures dont la construction, la gestion et la maintenance étaient auparavant assurées par les pouvoirs publics. En se basant sur une répartition rationnelle des responsabilités entre le secteur public et le secteur privé, les partenariats public-privé (PPP) ont pour but d'accroître l'efficacité et l'efficience des projets d'infrastructures. Des mécanismes de collaboration public-privé ont donc été créés pour répondre aux problèmes spécifiques des pays en développement. Dans ce contexte, la JICA s'efforce d'élaborer des projets d'infrastructures en PPP basés sur une aide sous forme de prêts d'APD et de financement d'investissements du secteur privé.

Dans les projets d'infrastructures en PPP, il est important que les études soient menées conjointement par le secteur public et le secteur privé dès le stade de la planification, en se basant sur l'attention des différentes parties prenantes, notamment le maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre. C'est pourquoi la JICA a initié les études préparatoires pour les projets d'infrastructures en PPP, un dispositif de planification des projets basés sur les propositions du secteur privé. Ce programme sollicite des propositions de projets de la part d'entreprises privées et la JICA confie l'étude préparatoire à l'entreprise dont la proposition a été retenue, afin de réaliser l'étude de faisabilité au stade de la formulation du projet. En 2010, deux appels publics à propositions ont été effectués et parmi les réponses reçues, neuf propositions ont été sélectionnées lors du premier appel et deux lors du second, totalisant ainsi 11 projets.

#### Études préparatoires pour les infrastructures PPP : Projets sélectionnés

Pays	Nom de l'étude
<b>1<sup>er</sup> appel public à propositions du 31 mars 2010</b>	
<b>Indonésie</b>	Application d'un système de recyclage des eaux usées au réseau d'adduction d'eau dans le sud de Bali
<b>Indonésie</b>	Système régional de traitement et d'élimination des déchets solides dans la province de Java occidentale
<b>Malaisie</b>	Projet en PPP pour la création d'infrastructures hydrauliques optimisées dans les grandes zones urbaines
<b>Philippines</b>	Projet en PPP pour le développement d'une route de liaison à Manille
<b>Vietnam</b>	Gestion de l'environnement technologique de parcs industriels non polluants
<b>Vietnam</b>	Projet de développement de l'aéroport international de Long Thanh
<b>Vietnam</b>	Projet en PPP de système d'approvisionnement en eau à partir du fleuve Duong
<b>Vietnam</b>	Projet de centrale au charbon de Song Hau 1 et d'infrastructures associées
<b>Vietnam</b>	Développement urbain - structures combinées en surface et souterraines - à la station Ben Thanh à Hô-Chi-Minh
<b>2<sup>e</sup> appel public à propositions du 12 novembre 2010</b>	
<b>Vietnam</b>	Station d'épuration de Yen Xa à Hanoï
<b>Vietnam</b>	Projet d'autoroute Phap Van-Cau Gie

\* S'agissant des flux de capitaux japonais à destination des pays en développement, la part totale des fonds du secteur privé représente près du triple de l'APD (source : communiqué de presse du ministère des Affaires étrangères, 28 décembre 2010, « Les flux de capitaux du Japon à destination des pays en développement en 2009 »).

## ■ Études préparatoires pour la promotion des activités BoP

### Une nouvelle approche utilisant les principes de l'entreprise

Les activités BoP, également appelées « activités inclusives », suscitent une attention croissante. Il s'agit d'une nouvelle approche qui fait appel aux entreprises privées pour s'attaquer aux problèmes de développement ne pouvant être résolus uniquement par les agences d'aide. Ces dernières années, les organisations d'aide bilatérales et multilatérales ont promu activement les partenariats avec les entreprises BoP.

Le succès de ces activités repose sur la collecte et l'analyse d'informations précises sur les conditions de vie des personnes qui se trouvent à la « base de la pyramide », ainsi que sur la société et l'économie, et sur la promotion du développement de produits et de plans d'activités basés sur les besoins de la population. Cependant, les entreprises ne disposent pas de ces informations, ce qui constitue un obstacle majeur à leur entrée sur le marché du BoP. C'est pourquoi la JICA a élaboré un dispositif similaire à celui des appels d'offres publics pour solliciter des propositions de plans d'activité BoP qui contribuent à résoudre les problèmes de développement. Les organisations dont les propositions ont été retenues sont chargées de collecter l'information sur les activités BoP envisagées et de mener une étude pour établir un plan d'activité qui intègre une coopération avec la JICA. En août 2010, le premier appel public à propositions a été effectué et 20 projets ont été sélectionnés.

#### Études préparatoires pour la promotion des activités BoP \*\*\*

Pays	Nom de l'étude
<b>1<sup>er</sup> appel public à propositions du 6 août 2010</b>	
<b>Indonésie</b>	Enseignement hybride en Indonésie
<b>Indonésie</b>	Engrais phosphaté dans les régions de tourbières en Indonésie
<b>Cambodge</b>	Investissement social pour le développement du marché BoP
<b>Vietnam</b>	Production de bioéthanol
<b>Bangladesh</b>	Citernes de récupération des eaux de pluie avec un système de microcrédit
<b>Bangladesh</b>	Activités MDP par l'introduction d'un système de micro centrales électriques dans les zones rurales au Bangladesh
<b>Inde</b>	Approvisionnement en eau salubre et mise en place d'un réseau d'adduction d'eau pour réduire la pauvreté
<b>Inde</b>	Purification de l'eau pour réduire la pauvreté en Inde
<b>Inde</b>	Commercialisation de matériel et fournitures de papeterie pour créer des profits pour le BoP
<b>Sri Lanka</b>	Approvisionnement en eau dans les zones privées d'accès à cette ressource
<b>Kenya</b>	Lanternes solaires
<b>Kenya</b>	Moustiquaires imprégnées d'insecticide longue durée pour les pauvres
<b>Tanzanie</b>	Production de jatropha
<b>Tanzanie</b>	Production de combustibles solides pour les ménages et les PME
<b>Rwanda</b>	Documentation sur la microbiologie dans les domaines de l'agriculture et de la santé publique
<b>Mozambique</b>	Conversion de l'énergie
<b>Ghana</b>	Solutions hors réseau électrique dans les zones non électrifiées
<b>Ghana</b>	Alimentation enrichie en nutriments durant la période de sevrage
<b>Ghana</b>	Entretien des routes rurales desservant les villages par l'utilisation de la technique « DONOU » (sacs de sable)
<b>Sénégal</b>	Approvisionnement en eau des villages avec un système d'eau propre en Afrique de l'Ouest

## ■ Financement des investissements du secteur privé

### Des projets d'entreprises privées dans les pays en développement soutenus par des investissements du secteur privé

L'aide sous forme de prêts de la JICA est constituée de prêts

## Les gaz à effet de serre générés par le sommet de l'APEC à Yokohama ont été compensés par des réductions d'émissions certifiées (REC) de la JICA acquises auprès du Fonds prototype pour le carbone de la Banque mondiale

La JICA a utilisé une partie de ses REC acquises par un projet de production d'électricité éolienne aux Philippines via le Fonds prototype pour le carbone (FPC) de la Banque mondiale, dont les investissements du secteur privé ont été financés par la JICA, afin de compenser (par des crédits-carbone) une partie des émissions de gaz à effet de serre générés par la réunion ministérielle de 2010 à Yokohama.

Le FPC est le premier Fonds pour le carbone du monde et il a été créé par 23 organisations gouvernementales de 10 pays, dont le Japon, ainsi que par des entreprises privées. Le Fonds a été créé avant que les cadres institutionnels de promotion du mécanisme de développement propre (MDP) ne soient établis. Cette initiative novatrice a permis à la JICA de financer les investissements du secteur privé pour soutenir les mesures de lutte contre le changement climatique avec des fonds privés. En effet, il est difficile pour les entreprises qui mènent des projets dans les pays en développement de réduire par elles-mêmes les émissions de gaz à effet de serre qu'elles génèrent.

Les réductions d'émissions de gaz à effet de serre permises par ces projets sont redistribuées aux investisseurs du FPC, et notamment à la JICA, sous forme de REC, contribuant ainsi à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

d'APD et d'un autre pilier, la coopération économique basée sur le financement des investissements du secteur privé, qui permet de soutenir plus spécifiquement les activités des entreprises. De nombreuses entreprises du secteur privé des pays en développement contribuent à la dynamisation des économies et la création d'emplois dans leurs pays respectifs, ce qui produit des effets sur le développement et une amélioration notable de la vie de la population. Ces entreprises suscitent d'autres attentes, notamment pour l'acquisition de devises étrangères et pour les transferts de technologie. Cependant à cause de certains facteurs, notamment le risque élevé qui pèse sur leurs activités, ces entreprises ont du mal à emprunter auprès des institutions financières du secteur privé.

Les opérations de financement des investissements du secteur privé de la JICA apportent une aide axée sur l'« investissement » et le « financement » aux entreprises du secteur privé qui cherchent à mener une activité dans les pays en développement. La Nouvelle Stratégie de croissance formulée par le gouvernement japonais en juin 2010 établit que : « les prêts pour l'investissement du secteur privé accordés par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) en vue de financer des projets de développement hautement efficaces qui ne peuvent être financés par les institutions existantes vont être étudiés en profondeur et leurs succès et échecs passés évalués afin d'établir un système de gestion et d'examen des risques et de reprendre ce programme. » En décembre 2010, au cours d'une réunion ministérielle sur le déploiement de systèmes d'infrastructures intégrées à l'étranger, il a été décidé de reprendre ce dispositif pour l'exercice 2011. En réponse à cette décision, les procédures nécessaires pour reprendre le financement des investissements du secteur privé ont été effectuées à la fin du mois de mars 2011.

# Secours en cas de catastrophe

Secourir avec rapidité et humanité les victimes de catastrophe

## ■ Activités de secours :

### Envoi d'équipes et de matériel

Lors d'une catastrophe majeure, la JICA assure des activités de secours d'urgence sur décision du gouvernement japonais et à la demande des gouvernements concernés ou d'organisations internationales. La JICA envoie sur les lieux des équipes japonaises de secours d'urgence (JDR) – équipes de recherche et de sauvetage, équipes médicales, équipes d'experts et Forces d'autodéfense – ainsi que du matériel de secours d'urgence.

### ■ Des entrepôts de stockage dans le monde entier pour une réaction rapide

Pour assurer la fourniture rapide de grandes quantités de matériel de secours, l'aide d'urgence doit être achetée et stockée à l'avance dans des centres d'approvisionnement aussi proches que possible des zones touchées. À cet effet, la JICA dispose de quatre entrepôts répartis à travers le globe – Francfort (Allemagne), Singapour, Miami (États-Unis) et Johannesburg (Afrique du Sud).

Huit articles prioritaires – tentes, matelas, bâches en plastique, couvertures, jerricans, citernes à eau, purificateurs d'eau et groupes électrogènes (avec rallonges) sont stockés dans ces quatre centres d'approvisionnement. Lorsque d'autres types de produits sont nécessaires, la JICA les achète en urgence sur place ou dans un pays voisin. En cas de besoin, des fournitures médicales d'urgence sont procurées par la Division des approvisionnements du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) au Danemark ou l'Association internationale des dispensaires (IDA) aux Pays-Bas, et sont rapidement acheminées dans les pays concernés.



Un chien de sauvetage et son maître au cours d'une opération de recherche.

Les membres d'une équipe de secours s'efforcent de transpercer une poutre durant l'exercice d'évaluation des capacités d'une équipe dirigée par les Nations unies, classification externe de l'INSARAG (IEC).

\* En mars 2010, les membres du JDR ont obtenu la classification IEC de niveau opérationnel « lourd », le niveau le plus élevé de qualification accordé par le Groupe consultatif international de recherche et de sauvetage (INSARAG).



Remise de matériel de secours

## Secours international du Japon en cas de catastrophe



## Fourniture de matériel de secours en cas de catastrophe durant l'exercice 2010 (avril 2010 - mars 2011, 15 cas)

N°	Date de la catastrophe	Pays	Type de catastrophe	Valeur de l'aide matérielle	Matériel fourni
1	Avril 2010	Guatemala	Tempête tropicale	Env. 20 millions JPY	Tentes, couvertures, matelas, citernes à eau
2	Mai 2010	Honduras	Tempête tropicale	Env. 10 millions JPY	Tentes, matelas, jerricans, citernes à eau
3	Juin 2010	Myanmar	Pluies torrentielles	Env. 10 millions JPY	Tentes, purificateurs d'eau, citernes à eau, générateurs, rallonges
4	Juillet 2010	Pakistan	Inondation	Env. 20 millions JPY	Tentes, purificateurs d'eau, citernes à eau, pompes de drainage (approvisionnés localement)
5	Juillet 2010	Pakistan	Inondation	Env. 20 millions JPY	Tentes, purificateurs d'eau, pastilles de purification de l'eau (approvisionnés localement)
6	Octobre 2010	Vietnam	Inondation	Env. 20 millions JPY	Couvertures, générateurs, rallonges, purificateurs d'eau, jerricans, moustiquaires (approvisionnés localement)
7	Octobre 2010	Haïti	Choléra	Env. 15 millions JPY	Citernes à eau, purificateurs d'eau, jerricans, bâches en plastique
8	Octobre 2010	Bénin	Inondation	Env. 20 millions JPY	Tentes, couvertures, bâches en plastique, matelas
9	Octobre 2010	Caraïbes (Sainte-Lucie)	Ouragan	Env. 8 millions JPY	Générateurs, rallonges, citernes à eau, purificateurs d'eau, bâches en plastique
10	Octobre 2010	Caraïbes (Saint-Vincent et les Grenadines)	Ouragan	Env. 7 millions JPY	Générateurs, rallonges, purificateurs d'eau, bâches en plastique
11	Novembre 2010	Ghana	Inondation	Env. 13 millions JPY	Tentes, bâches en plastique, jerricans, purificateurs d'eau
12	Novembre 2010	Costa Rica	Inondation	Env. 8 millions JPY	Couvertures, générateurs, rallonges
13	Décembre 2010	Colombie	Inondation	Env. 20 millions JPY	Tentes, couvertures, bâches en plastique, matelas
14	Décembre 2010	Venezuela	Inondation	Env. 10 millions JPY	Tentes, matelas, jerricans, purificateurs d'eau, générateurs, rallonges
15	Janvier 2011	Sri Lanka	Inondation	Env. 20 millions JPY	Tentes, matelas

## Étude de cas Séisme sur l'île du Sud en Nouvelle-Zélande

### L'équipe japonaise de secours d'urgence est arrivée rapidement dans la zone touchée pour secourir les victimes



Un membre de l'équipe de secours explore des crevasses en utilisant un dispositif équipé de caméras.

Le 22 février 2011 à 12 h 51 (heure locale), un séisme de magnitude 6,3 a frappé à environ 10 kilomètres au sud-est de Christchurch, sur l'île du Sud, en Nouvelle-Zélande. Le séisme a provoqué l'effondrement de nombreux bâtiments, et notamment la cathédrale Christ Church située dans le centre-ville. L'effondrement partiel de l'immeuble de Canterbury Television (CTV) a fait de nombreux morts, notamment des étudiants japonais inscrits dans une école de langue située

dans le même bâtiment. Plus de 350 personnes sont mortes ou portées disparues suite à ce séisme, dont 28 ressortissants japonais.

#### Arrivée du JDR en moins de 24h

Le jour du séisme, une équipe de secours japonaise a été envoyée dans la zone touchée. Le lendemain après-midi, le 23 février, la première équipe du JDR partait pour la Nouvelle-Zélande à bord d'un avion du gouvernement japonais et

les activités de secours commençaient. Malgré les efforts conjugués des équipes de secours international de sept pays, dont le Japon, aucun survivant n'a pu être retrouvé. Mais la persévérance des équipes a redonné du courage à la population de la zone touchée. Par ailleurs, afin d'assurer la sécurité des activités de secours, un expert en évaluation structurale a intégré l'équipe pour évaluer les risques liés aux recherches dans les bâtiments effondrés.

La JICA a également envoyé deux autres équipes pour assurer les secours de façon continue, ainsi qu'une équipe d'experts pour fournir des soins psychologiques aux victimes japonaises de la catastrophe et à leurs familles.

Le retour de la troisième équipe de secours au Japon, le 12 mars 2011, a marqué la fin de cette série d'opérations de secours. L'arrivée rapide du JDR sur la zone touchée a été saluée, ainsi que les efforts de coordination avec la Nouvelle-Zélande et les autres pays pour mener les opérations de recherche et de secours. L'équipe japonaise de secours d'urgence est certifiée équipe USAR internationale qualifiée de niveau opérationnel lourd par le Groupe consultatif international de recherche et de sauvetage (INSARAG) [→ voir page 140] et elle devrait à l'avenir continuer de répondre rapidement aux catastrophes de grande ampleur à travers le monde.



# Diffusion de l'information

En plus des éléments décrits dans chacune des sections suivantes, la JICA diffuse des informations via son site internet et d'autres moyens conformément à l'article 22 concernant l'accès aux informations détenues par les agences administratives indépendantes, etc. (article n° 140 de la loi du 5 décembre 2001).

## Informations relatives à l'organisation

Règles et règlements applicables ; vue d'ensemble de l'organisation et de ses opérations ; organigramme ; normes applicables aux indemnités et aux pensions de retraite des agents ; normes applicables au paiement des salaires et des pensions de retraite des employés ; etc.

## Informations relatives aux activités opérationnelles

Plans d'activité ; rapports opérationnels ; tableaux des performances des projets ; rapports annuels ; etc.

## Informations relatives à la situation financière

États financiers (bilans et comptes de résultat) ; rapports financiers ; rapports d'audit ; etc.

## Informations relatives aux évaluations et aux audits de l'organisation, résultat opérationnel et situation financière

Les documents relatifs à l'évaluation des résultats opérationnels ; l'évaluation administrative et aux rapports de contrôle ; l'opinion des auditeurs ; aux rapports d'audit sur la comptabilité ; etc.

## Informations relatives aux marchés publics et aux accords

Informations relatives aux contrats discrétionnaires ; liste des statuts pour les appels d'offres ; etc.

## Informations sur les entités liées

Coordonnées des bénéficiaires des activités de financement ; statut des entreprises d'intérêt public liées ; etc.

Rapport annuel de la JICA

## Informations supplémentaires

Pour plus d'informations, merci de vous référer au site internet de l'Agence japonaise de coopération internationale.

Informations relatives à la diffusion

Page d'accueil du site internet de l'Agence japonaise de coopération internationale, page [⇒ Diffusion de l'information](#)

URL: <http://www.jica.go.jp/disc/index.html> (uniquement en japonais)

Informations relatives à la protection des données personnelles

Page d'accueil du site internet de l'Agence japonaise de coopération internationale, page [⇒ Dispositions légales](#)

URL: <http://www.jica.go.jp/english/index.html> (en anglais)

## Diffusion de l'information

Type ou moyen de la demande	(Référence)					Total	
	Exercice 2010	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2006		
Courrier postal	20	8	27	26	31	112	
Points de contact	Siège	13	24	46	25	59	167
	Antennes au Japon	0	0	0	0	0	0
Transmises par d'autres organisations	0	0	0	0	0	0	
<b>Total</b>	<b>33</b>	<b>32</b>	<b>73</b>	<b>51</b>	<b>90</b>	<b>279</b>	

## Détermination de la diffusion de l'information

\*Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre de décisions assumées par la JBIC

Catégorie	(Référence)					Total	
	Exercice 2010	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2006		
Traitée	Mesures de diffusion entreprises						
	Diffusion complète	3	5	11	16	19	54
	Diffusion partielle	20	24	54	30	68	196
	Information non diffusée	9	2	6 (2)	4	5	26 (2)
	Retirée	1	1	0	1	1	4
	Intégralement transmises à d'autres organisations	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>33</b>	<b>32</b>	<b>71</b>	<b>51</b>	<b>93</b>	<b>280</b>	
<b>Total comprenant la partie assumée par la JBIC</b>			<b>73</b>			<b>282</b>	

Notes: 1. Ce tableau indique comment les demandes de diffusion d'information, notamment celles transmises par d'autres organisations, ont fait l'objet d'un traitement au cas par cas.

2. La ligne « Intégralement transmises à d'autres organisations » indique le nombre de demandes de diffusion d'information transmises dans leur intégralité à d'autres organisations, en accord avec les articles 12 et 13 de la loi en application. Les cas où les demandes ont été divisées et transmises à plusieurs organismes administratifs ont été comptabilisés comme une seule demande. Les cas où les demandes de divulgation de l'information ont été partiellement transmises à d'autres organisations ne sont pas comptabilisés dans la catégorie « Intégralement transmises à d'autres organisations » ; la partie qui n'a pas été transmise est comptabilisée dans la catégorie « Mesures de diffusion entreprises », « Retirée » ou « En cours ».

3. La ligne « Retirée » représente le nombre de demandes de diffusion d'information retirées par la partie intéressée après réception par la JICA. La demande est donc considérée comme traitée bien qu'aucune décision n'ait été prise quant à la diffusion de l'information. Cela ne comprend pas les demandes qui n'ont pas été entièrement enregistrées, telles que les demandes de diffusion de l'information retirée par la partie intéressée suite à la fourniture d'information durant le processus d'enregistrement de la demande.

4. Le tableau omet une demande (classification : inédit) traitée conjointement avec la Japan Finance Corporation (JFC), concernant la réorganisation de la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC), le 1<sup>er</sup> octobre 2008.

# Lignes directrices pour les considérations environnementales et sociales

## ■ Application des lignes directrices pour les considérations environnementales et sociales

Les lignes directrices pour les considérations environnementales et sociales, établies par l'ancienne JICA et la JBIC, ont été révisées ainsi que les procédures d'opposition. Le 1<sup>er</sup> juillet 2010, les nouvelles lignes directrices pour les considérations environnementales et sociales (ci-après « les nouvelles lignes directrices ») et les nouvelles procédures d'opposition basées sur les lignes directrices pour les considérations environnementales et sociales (ci-après « les nouvelles procédures d'opposition ») sont entrées en vigueur.

### 1. Consolidation des procédures pour les prêts, les dons et la coopération technique

Auparavant, les lignes directrices de l'ancienne JBIC s'appliquaient aux prêts, tandis que celles de l'ancienne JICA s'appliquaient aux dons et à la coopération technique. Elles sont dorénavant incorporées dans un seul document.

### 2. Renforcement des critères de l'étude environnementale

Les lignes directrices de l'ancienne JICA et de la JBIC fixaient certains critères pour les normes auxquelles devaient se conformer les pays en développement. Les nouvelles lignes directrices assurent une plus grande conformité avec les politiques de sauvegarde de la Banque mondiale, en vérifiant qu'il n'existe pas de disparités majeures avec ces politiques.

### 3. Renforcer la participation du Comité consultatif

Avec les nouvelles lignes directrices, des avis sont émis sur les rapports de la JICA durant les études préparatoires à la coopération (stade de l'étude), l'étude environnementale (stade de l'examen) et le suivi (stade de l'exécution).

### 4. Renforcer la portée de la diffusion de l'information

Dans les nouvelles lignes directrices, les certifications d'approbation environnementale, les plans de réinstallation, les plans pour les populations autochtones et les résultats du suivi des gouvernements partenaires ont été ajoutés à la liste des informations à diffuser. De plus, les rapports importants sont également diffusés avant l'étude environnementale.

Lors de l'exécution des projets de développement, il est possible qu'il y ait des impacts négatifs sur l'environnement et la société. Cela comprend les effets sur les milieux naturels, air, eau, sol, et écosystèmes, ainsi que les réinstallations involontaires et le non-respect des droits humains des populations autochtones. Pour parvenir à un développement durable, il est nécessaire d'internaliser ces impacts environnementaux et sociaux dans le projet de développement. Les considérations environnementales et sociales ont pour but de procéder à cette internalisation. Les nouvelles lignes directrices établissent les prérequis exigés du partenaire du projet ainsi que les responsabilités et procédures mises en œuvre



Une réunion de citoyens en Inde

par la JICA pour assurer la prise en compte des considérations environnementales et sociales.

Les nouvelles procédures d'opposition établissent une série de procédures pour la soumission d'objections à la JICA par les résidents qui ont souffert ou qui sont susceptibles de souffrir de dommages résultant de la non-application par la JICA des nouvelles lignes directrices, ainsi que pour enquêter sur les faits et encourager le dialogue entre les parties concernées.

Les nouvelles lignes directrices et les nouvelles procédures d'opposition sont applicables aux projets pour lesquels une demande a été reçue le 1<sup>er</sup> juillet 2010 ou à une date ultérieure. Les lignes directrices comprennent les projets de coopération ainsi que les études préparatoires ci-après :

- a. Prêts d'APD
- b. Dons (à l'exclusion de l'aide transitant par les organisations internationales)
- c. Études préliminaires conduites par la JICA pour les aides sous forme de dons assurées par le ministère des Affaires étrangères
- d. Coopération technique pour la planification du développement
- e. Projets de coopération technique

## ■ Procédures de confirmation des considérations environnementales et sociales

Il est essentiel de confirmer l'intégralité des considérations environnementales et sociales avant le processus de prise de décision concernant la mise en œuvre du projet. Dans les nouvelles lignes directrices, la confirmation des considérations environnementales et sociales est divisée en trois étapes : l'« examen » classe les projets en quatre catégories selon leur impact sur l'environnement ; l'« étude environnementale » confirme la pertinence des considérations environnementales et sociales des projets ; et le « suivi » s'effectue après la prise de décision.

Les projets sont passés en revue en se basant sur les formulaires d'examen soumis par les partenaires des projets. Ils sont ensuite classés dans quatre catégories selon le degré d'impact sur l'environnement. La classification est rendue publique sur le site internet de la JICA dans les plus brefs délais. Lorsque les documents sur les considérations environnementales et sociales préparés par le partenaire du projet sont insuffisants, la JICA conduit si nécessaire une étude préparatoire et apporte son aide au partenaire du projet pour effectuer les procédures liées aux considérations environnementales et sociales.

Puis, une étude environnementale est menée en se basant sur les procédures spécifiques à chaque catégorie. Par exemple, si le projet se classe dans la catégorie A, une étude environnementale, qui comprend des visites sur site, est menée en se basant sur le rapport d'évaluation de l'impact environnemental soumis par le partenaire du projet. Les résultats des études environnementales sont rendus publics sur le site internet de la JICA dans le « rapport d'évaluation ex ante » après les documents d'accord.

De plus pour les projets de catégorie A et B pour lesquels un besoin de conseil a été identifié, le Comité consultatif sur les

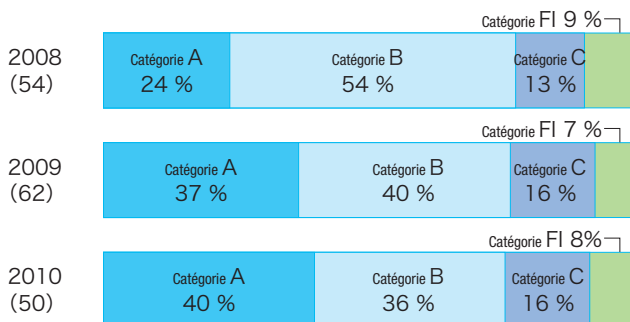
considérations environnementales et sociales conseille la JICA durant les stades de l'étude environnementale et du suivi.

### Catégorisation

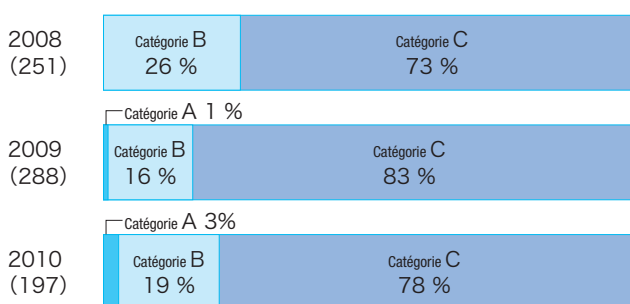
<b>Catégorie A</b>	Projets susceptibles d'avoir un impact négatif significatif sur l'environnement, notamment : 1) Projets dans les secteurs sensibles, 2) Projets dont certaines caractéristiques peuvent avoir un impact négatif sur l'environnement, 3) Projets situés dans ou à proximité d'une zone sensible.
<b>Catégorie B</b>	Projets dont l'impact sur l'environnement et la société est moins négatif que celui des projets de catégorie A.
<b>Catégorie C</b>	Projets susceptibles d'avoir un impact négatif minimal ou faible sur l'environnement et la société.
<b>Catégorie FI</b>	Projets pour lesquels les financements de la JICA sont versés à un intermédiaire financier ou une agence d'exécution et pour lesquels les sous-projets ne peuvent être fixés avant approbation du financement par la JICA (ou approbation du projet).

### Évolution de la ventilation par catégorie

#### Prêts d'APD

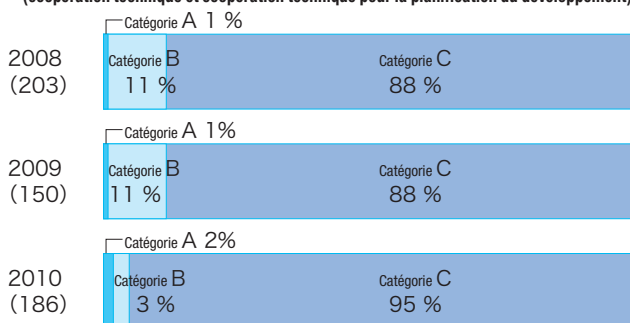


#### Dons



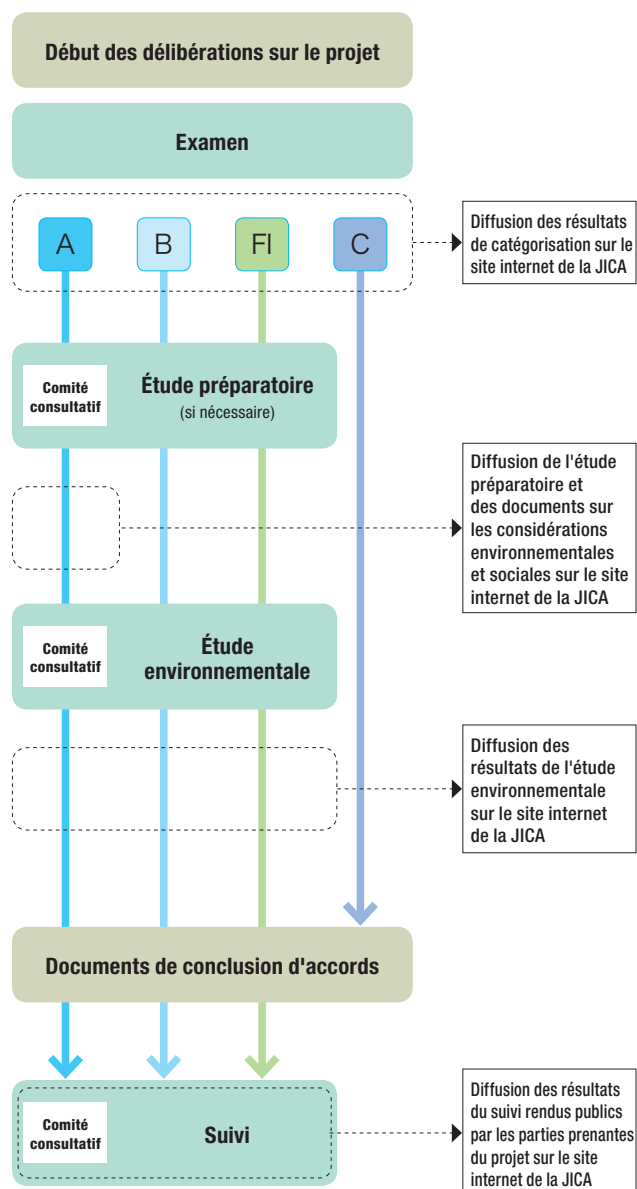
#### Projets de coopération technique

(coopération technique et coopération technique pour la planification du développement)



\*Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre d'accords conclus.

### Déroulement des procédures de considérations environnementales et sociales



## ■ Division de contrôle des considérations environnementales et sociales

La responsabilité des considérations environnementales et sociales durant un projet incombe aux parties qui mettent en œuvre le projet, notamment le pays partenaire. Cependant, il est important pour la JICA, en tant que partenaire du projet, d'appuyer ces efforts, de fournir le soutien nécessaire et de prendre les mesures appropriées.

Les nouvelles lignes directrices garantissent qu'un degré optimal d'effort est déployé au stade du suivi, notamment pour la diffusion d'informations sur le suivi des projets de la JICA en cours et dans les rapports sur la situation du suivi soumis au Comité consultatif sur les considérations environnementales et sociales. Afin de prendre en considération ces changements, une nouvelle division de Contrôle des considérations environnementales et sociales a été créée au sein du département Évaluation.

Cette nouvelle division doit s'assurer que les considérations appropriées ont été apportées à l'environnement et à la société au niveau de la mise en œuvre du projet avec le département régional chargé de la gestion du projet, le département thématique, le département de la Gestion des prêts et le bureau à l'étranger. Simultanément, la division fournit une aide et des conseils en coopération avec des experts. De plus, elle veille à accumuler les enseignements tirés durant la phase de suivi et à les intégrer aux examens et à la gestion des nouveaux projets.

## ■ Activités du Comité consultatif pour les considérations environnementales et sociales

Pour prendre acte des nouvelles lignes directrices, la JICA a établi un Comité consultatif pour les considérations environnementales et sociales, une institution tierce permanente constituée d'experts extérieurs afin de fournir les conseils nécessaires concernant l'aide et de confirmer la prise en compte des considérations environnementales et sociales dans les projets de coopération. Ce comité spécifique à la JICA forme un système unique consistant à rechercher des avis extérieurs sur les considérations environnementales et sociales dans le processus de prise de décision des projets.

Il est constitué de 19 membres (universitaires, membres d'ONG) issus de spécialités diverses, notamment les systèmes juridiques environnementaux, les écosystèmes, la réinstallation et la participation citoyenne. Les réunions du Comité doivent permettre de réduire les risques associés aux considérations environnementales et sociales.

Les réunions du Comité se tiennent en séance publique. Les conseils formulés ainsi que les minutes de chaque réunion sont rendus publics, ce qui accroît la transparence et la crédibilité du processus de prise de décision de la JICA en le rendant accessible au public.

Lors de l'exercice 2010, à compter du mois de juillet, lorsque le Comité a été créé, il y a eu 22 réunions de travail au cours desquelles plusieurs membres ont été convoqués pour aborder les problèmes et formuler des recommandations, et 10 réunions générales où



Confirmation des considérations environnementales et sociales par une étude locale en Indonésie.



Le Comité consultatif sur les considérations environnementales et sociales

l'ensemble des membres a été convoqué pour confirmer les avis donnés dans ces recommandations [ → voir le site internet de la JICA : <http://www.jica.go.jp/environment/advice/giji.html> (en japonais)].

## ■ Établissement des procédures d'opposition

Afin d'assurer le respect des nouvelles lignes directrices, les procédures d'opposition de l'ancienne JICA ont également été intégrées. Les objectifs des nouvelles procédures d'opposition sont 1) déterminer si la JICA a respecté les nouvelles lignes directrices et communiqué les résultats au ou à la président(e), 2) encourager le dialogue entre les parties concernées avec leur consentement afin de contribuer à une résolution rapide des différends relatifs aux problèmes environnementaux et/ou sociaux spécifiques posés par le projet soutenu par la JICA et qui ont émergé à cause du non-respect des nouvelles lignes directrices par la JICA. La JICA a nommé deux examinateurs pour les lignes directrices sous le contrôle direct de la ou du président(e). Les procédures spécifiques sont prescrites par les nouvelles procédures d'opposition.

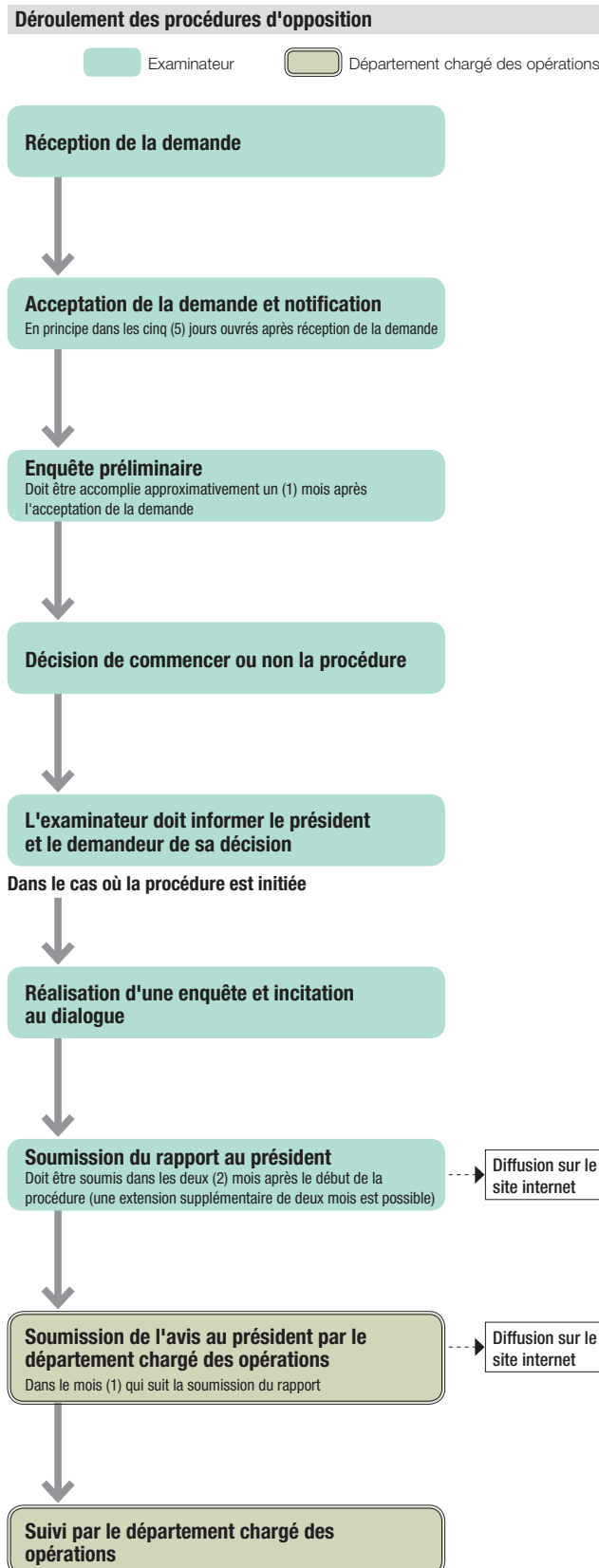
Les examinateurs participent également aux activités de relations publiques et à la diffusion de l'information, et un compte-rendu de leurs activités est publié chaque année dans le rapport annuel. Durant

l'exercice 2010, aucune opposition n'a été soumise.

## ■ Collaboration et coopération avec les principales organisations internationales

Les nouvelles lignes directrices vérifient qu'il n'existe pas de disparités significatives avec les politiques de sauvegarde de la Banque mondiale (lignes directrices indiquant les exigences liées

aux considérations environnementales et sociales que la Banque mondiale respecte et demande aux gouvernements partenaires de respecter), et lorsque cela est approprié, les nouvelles lignes directrices font référence aux normes créées par les banques multilatérales de développement (BMD). La JICA collabore et coopère avec diverses agences d'aide afin d'évaluer les tendances mondiales des considérations environnementales et sociales et de diffuser les informations relatives à ses propres engagements sur ces considérations.



- Participation à la 30<sup>e</sup> conférence de l'Association internationale pour l'évaluation d'impacts (IAIA-AIEI) (Genève, Suisse, avril 2010)
- Participation à la Conférence sur les politiques de sauvegarde avec la Banque d'import-export de Chine et la Banque d'import-export de Corée (Bangkok, Thaïlande, octobre 2010)
- Participation à la Conférence de travail sur les considérations environnementales et sociales dans les institutions financières multilatérales (Washington, États-Unis, novembre 2010)
- Confirmation et collaboration avec les opérations de politique de sauvegarde avec la Banque mondiale, la Société financière internationale et la Banque asiatique de développement (conformément aux nouvelles lignes directrices)

# Système d'évaluation des opérations

La JICA conduit des évaluations sur chaque projet et programme en utilisant le cycle Planifier Faire Vérifier Agir (PFVA), qui peut s'appliquer aux projets de coopération technique, de prêts ou de dons. Les évaluations de la JICA utilisent un cadre commun qui englobe les stades précédant et suivant l'exécution, l'exécution et la rétroaction, tout en intégrant les caractéristiques de chaque instrument d'aide, notamment la période de l'aide et la chronologie des résultats escomptés. En conduisant une évaluation à chaque stade du cycle PFVA, la JICA vise à améliorer les résultats de développement de ses opérations.

## Caractéristiques du système d'évaluation de la JICA

1. Assurer la cohérence du projet en intégrant le cycle PFVA (voir tableau 1)
2. Disposer de méthodologies et de critères cohérents pour les trois instruments d'aide

La JICA s'efforce de réaliser des évaluations et d'utiliser les résultats en se basant sur une philosophie cohérente et un cadre d'évaluation standard, tout en prenant en considération les caractéristiques de chaque instrument d'aide. Cela implique de mener des évaluations basées sur le cycle PFVA ; intégrant les critères du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (voir tableau 2) dans une perspective d'évaluation internationale de l'APD ; et de publier des résultats d'évaluation basés sur un système de notation standard.

### 3. Évaluation intersectorielle intégrée au niveau des programmes

La JICA tire des recommandations et des enseignements en analysant et en évaluant de manière intégrée sa coopération, par thème et par objectif de développement. La JICA conduit des évaluations thématiques par question de développement, par région et par méthode d'aide. Pour les futures évaluations, la JICA prendra des mesures pour évaluer les « programmes de coopération » appartenant à un cadre stratégique pour aider les pays en développement à atteindre des objectifs de développement à moyen et long terme.

### 4. Garantir l'objectivité et la transparence

La JICA intègre les évaluations externes dans les évaluations ex post qui nécessitent une vérification objective des résultats d'exécution des projets. La JICA entend poursuivre ses efforts de renforcement de l'objectivité et de la transparence dans ses évaluations.

De plus, afin d'intégrer les points de vue de parties externes dans les évaluations, des conseils sur les politiques d'évaluation, la structure de l'évaluation et les méthodes sont sollicités auprès du Comité consultatif sur les évaluations, constitué d'experts extérieurs à la JICA.

Tableau 1 Cycle PFVA

Cycle PFVA							
PLANIFIER		FAIRE		VÉRIFIER		AGIR	
Évaluation ex ante		Examen à mi-parcours	Évaluation finale	Évaluation ex post	Suivi ex post	Rétroaction	
Examen de la pertinence, du déroulement détaillé et des résultats attendus du projet ainsi que des indicateurs d'évaluation avant la mise en œuvre du projet.		Examen de la pertinence de la planification, des progrès du projet, de la réalisation des objectifs visés ainsi que des facteurs internes et externes qui influencent le projet.		Examen de la pertinence, de l'efficacité, de l'impact, de l'efficacé et de la durabilité du projet après la mise en œuvre de celui-ci. Le suivi ex post examine les mesures et actions entreprises à partir des enseignements et des recommandations tirés de l'évaluation ex post.		Les résultats de l'évaluation sont intégrés dans les projets actuels pour les améliorer et pour servir de modèle pour la planification et la mise en œuvre de projets similaires.	

### 5. Renforcer l'utilisation des résultats de l'évaluation

La JICA renforce son système de rétroaction. Les résultats d'évaluation de chaque stade du projet sont intégrés dans la phase « Action » du cycle PFVA. La rétroaction permet d'émettre des recommandations pour l'amélioration des projets actuels et de tirer des enseignements pour les projets similaires en cours ou en préparation. Simultanément, la JICA s'efforce d'intégrer les résultats des évaluations dans les projets, les programmes et les plans de niveau supérieur, tels que les politiques de développement, en faisant remonter les résultats de l'évaluation au gouvernement partenaire et en réalisant des évaluations conjointes.

Tableau 2 Perspectives d'évaluation utilisant les critères du CAD pour l'évaluation de l'aide au développement

<b>Pertinence</b>	Mesure dans laquelle l'activité d'aide correspond aux priorités et aux politiques du groupe cible, du bénéficiaire et du bailleur de fonds : Est-ce que l'objectif des activités d'aide correspond aux besoins des bénéficiaires ? Est-ce que les activités et les extrants du programme correspondent à l'objectif global et ont-ils participé à la réalisation des objectifs spécifiques ?
<b>Efficacité</b>	Mesure dans laquelle les objectifs du programme ou projet ont été atteints.
<b>Impact</b>	Effets positifs et négatifs du projet. Cela comprend les effets directs et indirects ainsi que les effets intentionnels ou non intentionnels.
<b>Efficience</b>	Mesure les extrants en fonction des intrants pour déterminer si les ressources sont converties en résultats de façon économe.
<b>Durabilité</b>	Mesure si les avantages du projet sont susceptibles de se poursuivre après sa fin.

# Réponse au grand séisme et au tsunami qui ont frappé l'est du Japon

## Exploiter les connaissances, l'expérience et le réseau de la JICA

En réponse à la catastrophe sans précédent qui a frappé l'est du Japon, la JICA a déployé de nombreux moyens pour assumer ses responsabilités en tant qu'organisme public. L'Agence a tiré parti des connaissances et des expériences accumulées au cours des activités de secours d'urgence et de prévention des catastrophes à l'étranger, et elle a apporté une aide en utilisant les ressources humaines, le réseau et les installations de la JICA.

Le jour du séisme, la JICA a mis en place une cellule d'intervention d'urgence dirigée par la présidente de la JICA, et a immédiatement assuré la sécurité du personnel et des ressortissants étrangers en formation au Japon. Le 13 mars, en réponse à la demande de la préfecture de Fukushima, la JICA a ouvert son centre de formation de Nihonmatsu (JICA Nihonmatsu) aux personnes évacuées des zones proches de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi.

Le personnel de la JICA a été mobilisé pour venir en aide aux évacués dont le nombre augmentait rapidement. Lors des premiers stades de l'opération, le personnel a coordonné une réunion participative pour les évacués (une approche utilisée dans les projets de développement) et a veillé à la mise en place du principe d'autonomie des résidents ainsi qu'à la fourniture d'une aide basée sur les besoins. Au stade où l'aide est devenue nécessaire pour améliorer la qualité de vie des sinistrés, des JOCV et d'autres membres du personnel, temporairement rapatriés en raison de problèmes de sécurité dans leurs pays d'affectation, ont travaillé en tant que

volontaires au Japon. Les volontaires ont apporté une aide continue dans le domaine de la santé et des soins aux enfants en utilisant l'expérience acquise dans les pays en développement.

Pour coordonner l'aide internationale de l'étranger, la JICA a envoyé certains membres de son personnel prendre part aux équipes acceptées par le gouvernement japonais : l'équipe des Nations unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe (UNDAC) et l'équipe du Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (UNOCHA). Ces membres ont contribué aux activités en tirant parti des connaissances et des réseaux acquis lors de leurs précédentes activités internationales de secours d'urgence. Ils ont également soutenu les activités d'une équipe médicale étrangère.

De plus, la JICA a mis à disposition ses installations et envoyé des experts en matière d'aide à la reconstruction pour les activités des ONG, qui ont joué un rôle fondamental pour coordonner les activités menées par les citoyens.



Les mots « gratitude » et « départ » sont inscrits en souvenir des activités commémoratives de nettoyage et de reboisement entreprises par les évacués temporairement hébergés au Centre de formation de Nihonmatsu, dans la préfecture de Fukushima.

Afin d'analyser les informations obtenues dans les zones touchées par la catastrophe et de diffuser l'information à l'échelle mondiale, la JICA a mené une étude en coopération avec l'Université du Tohoku\*. En outre, le 28 avril, la JICA a co-organisé une réunion du Groupe d'experts de haut niveau sur l'eau et les catastrophes, à laquelle ont participé des experts internationaux, notamment le Secrétaire général des Nations unies et le gouverneur de la préfecture d'Iwate (tous deux par vidéo-conférence). La JICA compile également des études de cas et des « enseignements » concernant le processus de reconstruction, et elle se prépare à diffuser ces résultats à la communauté internationale et à les utiliser dans les pays en développement. Le tableau suivant dresse la liste des activités de la JICA, notamment les activités de secours conduites par le personnel et les volontaires de la JICA, l'utilisation des installations, la fourniture de matériel, etc.

Voir le site internet de la JICA pour consulter des articles consacrés à l'étude (en anglais). [http://www.jica.go.jp/english/operations/thematic\\_issues/water/earthquake/index.html](http://www.jica.go.jp/english/operations/thematic_issues/water/earthquake/index.html)

Mise à disposition des installations de la JICA	
Logement des personnes ne pouvant pas retourner chez elles à cause de l'interruption des services de transport (à Tokyo)	Les locaux de la JICA à Ichigaya, Hiroo et Hatagaya ont été mis à disposition pour des séjours d'une nuit.
Logement des patients devant subir une dialyse (JICA Tokyo)	Jusqu'à 100 patients ont été accueillis dans les locaux de la JICA à Tokyo.
Logement des étudiants étrangers évacués (JICA Osaka)	60 étudiants étrangers et leur famille habitant dans les zones touchées par la catastrophe ont été temporairement accueillis.
Mise à disposition d'installations pour servir de centres d'évacuation secondaires	Des logements de fonction, le Centre international de Tsukuba, le Centre de Hiroo et l'Institut Azabu ont été placés sur la liste des installations disponibles du ministère des Finances (bureau financier) pour servir de centres d'évacuation secondaires.
Aide aux personnes affectées par la catastrophe	
Services de liaison pour l'aide internationale	La JICA a soutenu les activités des équipes de l'UNDAC et de l'UNOCHA (mise à disposition des installations et aide logistique). Le personnel de la JICA a accompagné et soutenu une équipe médicale étrangère.
Abri pour les personnes évacuées dans la préfecture de Fukushima (JICA Nihonmatsu)	Les locaux de la JICA à Nihonmatsu ont été mis à disposition pour servir de centre d'évacuation à la demande de la préfecture de Fukushima. Les locaux ont accueilli jusqu'à 453 personnes. Le personnel de la JICA a été envoyé de manière continue pour venir en aide aux personnes affectées. Les JOCV ont fourni une aide aux moyens de subsistance, notamment de soins de santé et auprès des enfants. Des repas ont été distribués en utilisant une partie des donations des employés, experts, volontaires et autres partenaires de la JICA.
Aide aux opérations du centre d'évacuation de la ville de Higashi-Matsushima, dans la préfecture de Miyagi	Les JOCV ont été envoyés pour contribuer aux opérations dans les centres d'évacuation. Le personnel de la JICA a été envoyé pour coordonner les activités des JOCV.
Coopération pour la zone de Sanriku par le Tono Magokoro Net dans la préfecture d'Iwate	Les JOCV, les volontaires seniors, le personnel de la JICA et d'autres personnes ont été envoyés en tant que volontaires (pour enlever la boue, nettoyer les maisons, trier le matériel, préparer les repas, évaluer les besoins, etc.). De plus, le personnel de la JICA a été envoyé pour soutenir le secrétariat de Tono Magokoro Net. Des bus appartenant aux Centres internationaux de la JICA (de Tsukuba, Yokohama, Chubu, etc.) ont été mis à disposition pour le transport des volontaires.
Aide pour le lancement de la station d'information des volontaires	Le personnel de la JICA a soutenu le lancement de la « Station volontaire (une plateforme d'information) » à la station Sendai pour le réseau d'urgence « Tasukeai Japan ».
Collaboration avec les ONG et les organisations à but non lucratif	
Mise à disposition de la salle de conférence de la JICA à Tohoku pour les ONG	Des espaces de bureaux de la JICA Tohoku à Sendai ont été mis à la disposition du bureau de liaison de Japan Platform (JPF) pour le grand séisme de l'est du Japon et pour le Centre des ONG de coopération internationale (JANIC).
Japan Platform (JPF)	Le personnel de la JICA a été envoyé en appui à leurs opérations.
Centre des ONG de coopération internationale (JANIC)	Le personnel de la JICA a été envoyé en appui à leurs opérations.
Organisation à but non lucratif Sendai-Miyagi Center	Le personnel de la JICA a été envoyé en appui à leurs opérations.
Autre	Des installations ont été mises à disposition pour des réunions d'information sur les activités de secours et l'orientation des volontaires, etc.
Donations	
	54,54 millions JPY ont été collectés auprès des employés, des experts, des volontaires, des représentants et autres partenaires de la JICA au Japon et dans les pays en développement. Les fonds ont été versés aux trois préfectures touchées et au JANIC.
Messages du monde	
	Plus de 3 000 messages ont été reçus de 100 pays en développement (lettres de condoléances, de sympathie ou d'encouragement, expression de l'appréciation pour l'aide apportée par le Japon, promesses de coopération pour la reconstruction, etc.). Ces messages ont été exposés aux Centres de la JICA de Nihonmatsu et de la ville de Higashi-Matsushima, dans d'autres antennes de la JICA, des associations internationales au niveau des préfectures, au Centre préférentiel pour l'éducation de Saitama, à « Global Festa » (festival annuel de coopération qui se tient à Tokyo) et dans d'autres lieux.
Compilation des enseignements liés à la reconstruction et préparation de leur diffusion	
Réunion du Groupe d'experts de haut niveau sur l'eau et les catastrophes	Organisé à Tokyo, le 28 avril 2011.
Troisième session du Dispositif mondial pour la réduction des risques de catastrophe	La JICA a participé à la réunion du 13 mai 2011 à Genève.

# Données chiffrées et informations



Université industrielle et technique de La Unión, au Salvador

<b>Histoire de la JICA</b> .....	150
<b>Organigramme</b> .....	152
<b>Présidents et auditeurs</b> .....	153
<b>Budget</b> .....	154
<b>Résultats des programmes</b> .....	155
1. Synthèse des activités de la JICA .....	156
2. Répartition géographique des activités de la JICA .....	156
3. Nombre de participants à la coopération technique par type et programme .....	166
4. Répartition régionale de la coopération technique .....	167
5. Répartition sectorielle de la coopération technique .....	169
6. Répartition sectorielle des dons .....	169
7. Aperçu des prêts d'APD (données des cinq derniers exercices) .....	170
8. Répartition sectorielle des prêts d'APD .....	170
9. Répartition régionale des prêts d'APD (exercice 2010) .....	171
10-1. Rééchelonnement de la dette basé sur les accords du Club de Paris (exercice 2010) .....	172
10-2. Annulation de la dette (exercice 2010) .....	172
11-1. Principaux contractants des projets de prêts d'APD (exercice 2010/biens et services) .....	173
11-2. Principaux contractants des projets de prêts d'APD (exercice 2010/services de consultants) .....	174
12-1. Modalités et conditions des prêts d'APD .....	176
12-2. Degré de libéralité (sur la base des engagements) .....	179
12-3. Nationalité des contractants (notamment pour les marchés dans la monnaie locale) .....	179
12-4. Nationalité des contractants (monnaie étrangère uniquement) .....	179
12-5. Nationalité des contractants (notamment pour les marchés dans la monnaie locale et les prêts de soutien à la balance des paiements) .....	179
12-6. Nationalité des contractants (monnaie étrangère uniquement, à l'exclusion des prêts de soutien à la balance des paiements) .....	179
13-1. Projets de coopération technique (procès-verbaux des discussions signés durant l'exercice 2010) .....	180
13-2. Dons (projets de l'exercice 2010) .....	182
13-3. Liste des principaux engagements de prêts d'APD (accords de prêts nouveaux et approuvés durant l'exercice 2010) .....	186
13-4. Principaux projets d'investissement en actions (au 31 mars 2011) .....	187
<b>Antennes au Japon et bureaux à l'étranger</b> .....	188
<b>Glossaire</b> .....	190
<b>Index des études de cas</b> .....	192



# Histoire de la JICA

## 1954

### Ancienne Agence japonaise de coopération internationale

<b>Janvier 1954</b>	Création de la Fédération des associations japonaises à l'étranger
<b>Avril 1954</b>	Création de l'Association Japon-Asie
<b>Septembre 1955</b>	Création de la Japan Emigration Promotion, Co., Ltd.
<b>Juin 1962</b>	Création de l'Agence de coopération technique à l'étranger (OTCA)
<b>Juillet 1963</b>	Création du Service d'émigration japonais (JEMIS)
<b>Avril 1965</b>	Création par l'OTCA du Bureau des Volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV)
<b>Mai 1974</b>	Promulgation de la loi portant création de l'Agence japonaise de coopération internationale
<b>Août 1974</b>	Création de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA)
<b>Décembre 1974</b>	Mise en œuvre de la déclaration relative aux procédures opérationnelles
<b>Avril 1978</b>	Révision de la loi portant création de la JICA (ajout de la promotion des dons)
<b>Octobre 1983</b>	Création de l'Institut de coopération internationale
<b>Avril 1986</b>	Création des équipes japonaises de secours d'urgence (JDR)

<b>Juillet 1990</b>	25 <sup>e</sup> anniversaire des JOCV. Le nombre de participants cumulé dépasse les 10 000 personnes.
<b>Janvier 1991</b>	Publication des <i>Lignes directrices sur l'évaluation</i>
<b>Septembre 1992</b>	Publication des <i>Lignes directrices relatives aux considérations environnementales dans les projets d'infrastructure</i>
<b>Décembre 1992</b>	Publication du <i>Guide pour l'intégration des considérations de genre dans le développement</i>
<b>Mai 1994</b>	Le nombre cumulé de participants aux programmes de formation de la JICA dépasse les 100 000 personnes.
<b>Août 1995</b>	Publication du <i>Rapport d'évaluation</i>
<b>Juin 2000</b>	Le nombre cumulé de JOCV dépasse les 20 000 personnes.
<b>Décembre 2001</b>	Le plan de réorganisation et de rationalisation des institutions publiques spéciales est annoncé par le gouvernement japonais. Dans ce plan de réforme figure une mesure relative aux changements de statuts de la JICA appelée à devenir une institution administrative indépendante.
<b>Juin 2002</b>	Création du Comité consultatif sur l'évaluation

### Ancien Fonds de coopération économique outre-mer et ancienne Banque japonaise pour la coopération internationale

<b>Décembre 1960</b>	Promulgation de la loi sur le Fonds de coopération économique outre-mer (OECF)
<b>Mars 1961</b>	Création de l'OECF qui reprend la gestion du Fonds de coopération pour le développement de l'Asie du Sud-Est anciennement assurée par la Banque d'export-import du Japon (JEXIM). Le gouvernement octroie des capitaux d'environ 5 444 millions JPY pour la création de l'OECF.
<b>Mars 1961</b>	L'adoption de la déclaration relative aux procédures opérationnelles marque le début des opérations.
<b>Mars 1966</b>	Premier prêt d'APD accordé (à la Corée du Sud) par l'OECF
<b>Mai 1968</b>	Révision de la loi sur l'OECF (ajout des prêts en marchandises)
<b>Mars 1980</b>	Émission de la première obligation de l'OECF garantie par le gouvernement
<b>Avril 1987</b>	Lancement de l'Assistance spéciale pour la durabilité des projets (SAPS)
<b>Avril 1988</b>	Lancement de l'Assistance spéciale pour l'élaboration des projets (SAPROF)
<b>Novembre 1989</b>	Publication des <i>Lignes directrices de l'OECF sur l'environnement</i>
<b>Mai 1991</b>	Publication de la <i>Politique de l'OECF pour la prise en compte des femmes dans le développement</i>
<b>Avril 1992</b>	Lancement de l'Assistance spéciale pour la mise en œuvre des projets (SAPI)

<b>Mars 1995</b>	Décision du Cabinet de fusionner la JEXIM et l'OECF
<b>Avril 1996</b>	Lancement de l'Assistance spéciale pour la politique de développement et les projets (SADEP)
<b>Avril 1999</b>	Promulgation de la loi sur la Banque japonaise pour la coopération internationale
<b>Septembre 1999</b>	Promulgation du décret du Cabinet lié à l'exécution de la loi sur la Banque japonaise pour la coopération internationale. Publication officielle de l'ordonnance ministérielle concernant l'application de la loi sur la Banque japonaise pour la coopération internationale
<b>Octobre 1999</b>	Création de la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC)
<b>Décembre 1999</b>	Lancement de la stratégie à moyen terme relative aux opérations de coopération économique à l'étranger (1 <sup>er</sup> octobre 1999 – 31 mars 2002)
<b>Avril 2001</b>	Lancement de l'évaluation de projets ex ante pour les opérations de prêts d'APD
<b>Septembre 2001</b>	Publication des états financiers et de la déclaration des calculs des frais administratifs japonais établis sur la base des PCGR (Principes comptables généralement reconnus)
<b>Octobre 2001</b>	Émission des premières obligations d'agences fédérales dans le cadre du programme budgétaire d'investissements et de prêts (PBIP)

<b>Octobre 2002</b>	Lancement d'un système de diffusion de l'information
<b>Novembre 2002</b>	La JICA est certifiée ISO 14001
<b>Décembre 2002</b>	Promulgation de la loi concernant l'institution administrative indépendante JICA.
<b>Septembre 2003</b>	La JICA est dissoute en tant qu'organisme public spécial.
<b>Octobre 2003</b>	D'un organisme public spécial, la JICA devient une institution administrative indépendante. Publication des premiers <i>Objectifs à moyen terme</i> (1 <sup>er</sup> octobre 2003 – 31 mars 2007)
<b>Avril 2004</b>	Publication des <i>Lignes directrices pour les considérations environnementales et sociales</i>
<b>Avril 2006</b>	Ouverture de la JICA Global Plaza à Hiroo, Tokyo
<b>Avril 2007</b>	Publication des seconds <i>Objectifs à moyen terme</i> (1 <sup>er</sup> avril 2007 – 31 mars 2012)
<b>Avril 2007</b>	Lancement du mécanisme public d'octroi de dons « Fonds de la JICA pour les peuples du monde »
<b>Juin 2007</b>	Le nombre total cumulé de JOCV dépasse les 30 000 personnes.

<b>Décembre 2001</b>	Décision du Cabinet de mettre en œuvre le plan de réorganisation et de rationalisation des institutions publiques spéciales
<b>Avril 2002</b>	Publication des <i>Lignes directrices de la JBIC relatives à la vérification de la prise en compte des considérations environnementales et sociales</i> Application de la mesure des performances pour une gestion stratégique Publication de la <i>Stratégie à moyen terme pour les opérations de coopération économique à l'étranger</i> (1 <sup>er</sup> avril 2002 – 31 mars 2005)
<b>Octobre 2002</b>	Mise en œuvre de la loi sur l'accès aux informations détenues par les institutions administratives indépendantes
<b>Mars 2005</b>	Publication de la <i>Stratégie opérationnelle à moyen terme fondée sur la mesure des performances pour une gestion stratégique</i> (applicable à dater du 1 <sup>er</sup> avril 2005)
<b>Avril 2005</b>	Publication de la <i>Nouvelle stratégie à moyen terme pour les opérations de coopération économique à l'étranger</i> (1 <sup>er</sup> avril 2005 – 31 mars 2008)
<b>Mai 2005</b>	Le nombre cumulé de pays bénéficiant de l'APD est de 100.
<b>Juin 2006</b>	Promulgation de la loi sur la promotion de la réforme administrative pour l'instauration d'une administration restreinte et efficace
<b>Mars 2008</b>	La période de mise en œuvre de la politique de stratégie à moyen terme pour la coopération économique à l'étranger (1 <sup>er</sup> avril 2005 – 31 mars 2008) est étendue de six mois.

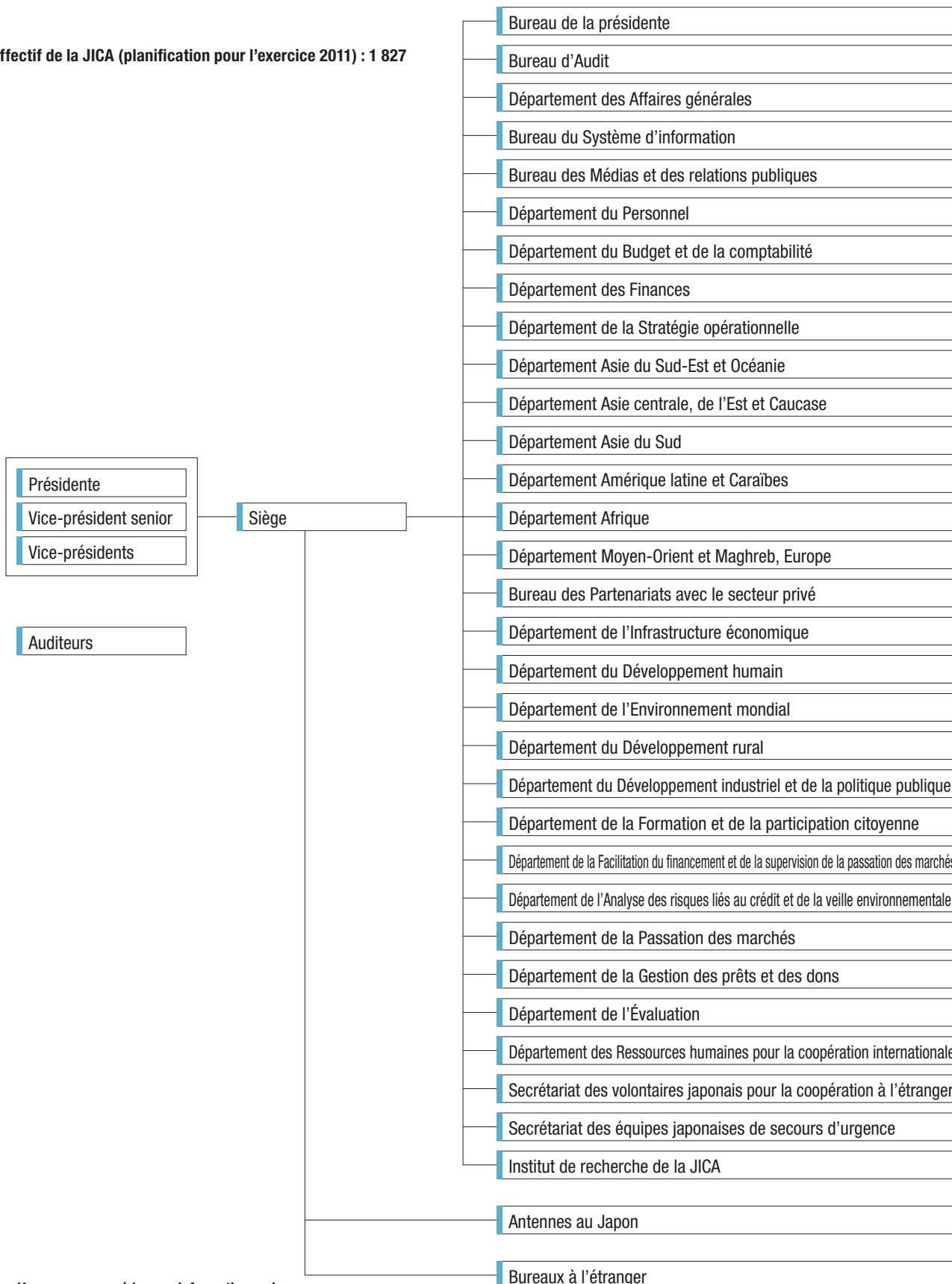
## La nouvelle JICA

<b>Novembre 2006</b>	Promulgation d'une révision partielle de la loi concernant l'institution administrative indépendante JICA.
<b>Octobre 2008</b>	Les opérations de prêts d'APD précédemment gérées par l'ancienne JBIC (division chargée des opérations économiques à l'étranger au sein de cette même banque) et une partie de la gestion des dons assurée par le ministère japonais des Affaires étrangères (MOFA) sont reprises par la JICA. Le MOFA reste toutefois chargé de fournir directement les dons liés à sa politique diplomatique.
<b>Octobre 2008</b>	Modification des seconds objectifs à moyen terme.
<b>Avril 2010</b>	Publication des <i>Nouvelles Lignes directrices pour les considérations environnementales et sociales</i> .

# Organigramme

Organigramme (Au 1<sup>er</sup> septembre 2011)

Effectif de la JICA (planification pour l'exercice 2011) : 1 827



[ → Vous pouvez accéder aux informations mises à jour sur le site internet (en anglais) de la JICA.]

Voir page 188, la liste des « Antennes au Japon et bureaux à l'étranger ».

# Présidents et auditeurs

1. Nombre de présidents et d'auditeurs : En vertu de l'article 7 de la loi sur la nouvelle Agence japonaise de coopération internationale, la JICA doit compter un président, éventuellement un vice-président senior, de un à huit vice-présidents et trois auditeurs.
2. Durée des mandats : En vertu de l'article 9 de la loi sur la nouvelle Agence japonaise de coopération internationale, la durée du mandat doit être de quatre ans pour le président et le vice-président senior mais de deux ans pour les vice-présidents et les auditeurs.
3. Situation au 1<sup>er</sup> octobre 2011

Titre	Nom	Date de nomination	Poste précédent
Présidente	Sadako Ogata	1 <sup>er</sup> octobre 2003 (reconduction)	Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés
Vice-président	Izumi Arai	1 <sup>er</sup> octobre 2008 (reconduction)	Directeur exécutif senior, JBIC
Vice-président	Hiroyo Sasaki	1 <sup>er</sup> janvier 2010 (reconduction)	Directeur général, Département du Personnel, JICA
Vice-président	Kiyoshi Kodera	1 <sup>er</sup> avril 2010 (reconduction)	Secrétaire exécutif du Comité du développement, secrétaire général adjoint de la Banque mondiale et du FMI, Banque mondiale
Vice-président	Masakazu Ichikawa	1 <sup>er</sup> août 2011 (reconduction)	Directeur général adjoint, Bureau des industries manufacturières, ministère de l'Économie, du commerce et de l'industrie
Vice-président	Tsuneo Kurokawa	1 <sup>er</sup> septembre 2011 (reconduction)	Secrétaire en chef, Bureau de la présidente, JICA
Vice-président	Masato Watanabe	1 <sup>er</sup> septembre 2011 (reconduction)	Directeur général, département des Affaires générales, JICA
Auditeur	Takafumi Ito	1 <sup>er</sup> octobre 2011	Directeur général, Secrétariat des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger, JICA
Auditeur	Hajime Kurokawa	1 <sup>er</sup> octobre 2011	Directeur, Deloitte Touche Tohmatsu LLC

(Les vice-présidents et auditeurs sont classés suivant leur date de nomination.)

# Budget

1 Budget des recettes et des dépenses au compte général (Exercices 2010 et 2011)		(Millions JPY)	
Poste	Exercice 2010	Exercice 2011	
Recettes : planification budgétaire pour l'exercice	154 925	147 039	
Recettes des subventions de gestion (budget initial)	147 986	145 681	
Recettes des subventions de gestion (budget supplémentaire)	3 740	(2 380)	
Recettes des programmes contractés	2 014	1 512	
Produit des projets	574	564	
Recettes des donations	17	9	
Recettes du fonds de gestion des installations	594	1 596	
Recettes résultant de la reprise des réserves de la période couverte par le plan à moyen terme précédent	0	57	
Fonds alloués en vertu de l'article 35 de la loi sur la nouvelle Agence japonaise de coopération internationale *1 (dépenses pour les projets de dons) <sup>Note 1</sup>	0	0	
Dépenses : planification budgétaire pour l'exercice	154 925	147 039	
Frais généraux	10 658	10 296	
Hors postes spéciaux	10 658	10 238	
Dépenses d'exploitation	141 643	133 626	
Dépenses pour les projets de coopération technique	70 811	69 427	
Dépenses pour les projets de dons	524	290	
Dépenses pour la coopération participative et citoyenne	21 104	16 852	
Dépenses pour le programme d'émigration	367	337	
Dépenses pour le recrutement et la formation du personnel d'aide	856	550	
Dépenses pour la recherche et le développement *2	544	—	
Dépenses pour la formulation des programmes *2	6 034	—	
Dépenses pour le suivi *2	1 584	—	
Dépenses pour l'évaluation des projets/programmes *2	279	—	
Dépenses pour la promotion de l'aide *3	—	8 039	
Dépenses pour la sécurité, l'information, l'audit interne, etc.	8 144	6 883	
Dépenses pour le soutien aux opérations	30 525	30 367	
Dépenses pour les activités de secours en cas de catastrophe	870	880	
Dépenses pour la gestion des installations	594	1 596	
Dépenses pour les programmes contractés	2 014	1 512	
Dépenses pour les projets de donation	17	9	
Dépenses pour les projets de dons *1	0	0	

\*1 Le plan budgétaire relatif aux projets de dons étant déterminé par le Cabinet, le montant affecté est de zéro.

\*2 Postes supprimés lors de la révision budgétaire de l'exercice 2011.

\*3 Poste créé lors de la révision budgétaire de l'exercice 2011.

2 Plan financier relatif au compte finance et investissements (Exercices 2010 et 2011)		(100 millions JPY)	
		Exercice 2010	Exercice 2011
Investissements et prêts	Prêts d'APD	8 908	9 498
	Financement des investissements du secteur privé	2	2
	Total	8 910	9 500
Sources de financement	Apport de capital du compte général du gouvernement	1 044	419
	Programme budgétaire d'investissements et de prêts (PBIP)	3 949	4 380
	- Emprunts du PBIP	2 999	4 380
	- Émission d'obligations garanties par le gouvernement	950	—
	Fonds internes, etc.	3 917	4 701
	- Émission d'obligations d'agences fédérales relatives au programme budgétaire d'investissements et de prêts (PBIP)	800	800
	Total	8 910	9 500

Note : Pour l'exercice 2010, les chiffres indiqués intègrent le budget supplémentaire. Pour l'exercice 2011, le tableau donne les montants du budget initial.

# Résultats des programmes

## Interprétation des résultats

Les tableaux qui suivent, présentent les résultats des programmes de la JICA pour l'exercice 2010. Les données ont été établies à partir des éléments ci-dessous :

- La ventilation régionale de la coopération bilatérale couvre six zones géographiques.
  - Asie (notamment Asie centrale et Caucase, à l'exclusion du Moyen-Orient) ;
  - Océanie ;
  - Amérique du Nord et Amérique latine ;
  - Moyen-Orient et Maghreb (ouest de l'Iran et nord du Sahara, à l'exception du Soudan) ;
  - Afrique (à l'exclusion du Moyen-Orient et du Maghreb) ;
  - Europe (Turquie incluse)
- Les participants à la coopération technique sont répartis en cinq catégories.
  - Formation de participants étrangers ; (2) Experts ; (3) Missions d'étude ; (4) Volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) ; et (5) Autres volontaires
- La ventilation sectorielle de la coopération technique couvre dix catégories d'activités.
  - Planification/administration ; (2) Travaux publics/services ; (3) Agriculture/forêts/pêche ; (4) Mines/industrie ; (5) Énergie ; (6) Commerce/tourisme ; (7) Ressources humaines ; (8) Santé/soins médicaux ; (9) Protection sociale ; et (10) Autres
- Les données de ce rapport et d'autres informations, leur révision et leur mise à jour, sont diffusées régulièrement sur le site internet de la JICA.

## Répartition des pays et des régions

Asie	Asie du Sud-Est	Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande, Timor-Est, Vietnam
	Asie de l'Est	Chine, Corée du Sud, Hong Kong, Japon, Macao, Mongolie, Corée du Sud, Taiwan
	Asie du Sud	Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka
	Asie centrale et Caucase	Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan
Océanie	Océanie	Australie, Guam, îles Cook, îles Fidji, îles Mariannes du Nord, îles Marshall, îles Salomon, Kiribati, Micronésie, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Amérique du Nord et Amérique latine	Amérique Centrale et Caraïbes	Antigua-et-Barbuda, Antilles néerlandaises (Curaçao), Bahamas, Barbade, Belize, Costa Rica, Cuba, Dominique, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Montserrat, Nicaragua, Panama, Porto Rico, République Dominicaine, Saint-Christophe-et-Niévès, Saint-Vincent et les Grenadines, Sainte-Lucie, Salvador, Suriname, Trinité-et-Tobago
	Amérique du Sud	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela
	Amérique du Nord	Canada, États-Unis d'Amérique
Moyen-Orient et Maghreb	Moyen-Orient et Maghreb	Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Égypte, Émirats arabes unis, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Oman, Qatar, Syrie, Territoires palestiniens, Tunisie, Yémen, Yémen du Sud
Afrique	Afrique	Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissao, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe
Europe	Europe	Albanie, Allemagne, Autriche, Belgique, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Kosovo, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine (ARYM), Malte, Moldavie, Monaco, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Russie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine
Autres	Organisations internationales, etc.	
	À l'échelle mondiale	Coopération multirégionale

Note : Pour les prêts d'APD ventilés par régions antérieurs à l'exercice 2007, l'Algérie, l'Égypte, la Libye, le Maroc et la Tunisie sont inclus dans les chiffres pour l'Afrique (nord du Sahara), tandis que la Turquie est incluse dans le Moyen-Orient. Pour l'assistance technique et les dons antérieurs à l'exercice 2007, l'Afghanistan, le Soudan et la Turquie sont comptabilisés dans le Moyen-Orient. Les pays sont classés par région, puis par ordre alphabétique.

1 Synthèse des activités de la JICA

Contenu de la coopération	Exercice 2010	Exercice 2009 (référence)
1. Pays/régions en développement bénéficiaires de l'aide	150 pays/régions	147 pays/régions
2. Total de l'APD japonaise (année civile, Europe de l'Est et nations « affranchies » de l'aide incluses, etc.)	1 666,3 milliards JPY	1 554,2 milliards JPY
3. Dépenses de coopération technique de la JICA (hors coûts administratifs)	168,8 milliards JPY	176,0 milliards JPY
4. Projets de dons de la JICA (nouveaux accords de dons ; projets de la JICA)	102,4 milliards JPY	102,0 milliards JPY
5. Projets de prêts de la JICA (nouveaux engagements de prêts ; projets de la JICA)	538,9 milliards JPY	967,6 milliards JPY
6. Participants à une formation (nouveaux)	23 978 (personnes)	29 982 (personnes)
7. Experts (nouveaux)	8 296 (personnes)	6 659 (personnes)
8. Membres de missions d'étude (nouveaux)	7046 (personnes)	5 788 (personnes)
9. JOCV (nouveaux)	1 459 (personnes)	1 708 (personnes)
10. Autres volontaires (nouveaux)	433 (personnes)	515 (personnes)
11. Projets de coopération technique au niveau local (nouveaux /en cours)	211 (48 pays)	190 (46 pays)
12. Projets de coopération technique (en cours)	732 (91 pays)	685 (88 pays)
13. Projets de dons (projets de la JICA / nouveaux)	163 (70 pays)	217 (91 pays)
14. Projets de prêts (nouveaux)	36 (17 pays)	62 (27 pays)
15. Envoi d'équipes du JDR, fourniture de matériel de secours en cas de catastrophe	26 (16 pays)	26 (19 pays)
Taux de conversion du CAD : 1 USD =	87,8 JPY	93,4 JPY

2 Répartition géographique des activités de la JICA

Note : Les chiffres de l'APD japonaise (2010) sont des données provisoires pour l'année civile établies à partir d'informations provenant du ministère des Affaires étrangères du Japon. Le « Total cumulé » des personnes comptabilise l'ensemble des données figurant dans la colonne « Nouveaux » de chaque exercice (y compris l'exercice 2010).

\* Plafonds des dons pour les projets qui ont fait l'objet d'un accord de dons. Pour les projets qui s'étendent sur plusieurs exercices, l'année de la signature de l'accord de dons est considérée comme la première année, et les plafonds des exercices suivants sont indiqués par exercice.

Pays	APD du Japon (2010)			Coopération technique de la JICA (Exercice 2010)										Prêts de la JICA	Dons de la JICA			
	Dons (1 million USD)	Coopération technique (US\$1 million)	Prêts (1 million USD)	Dépenses de coopération technique (1 milliard JPY)	Type (1 milliard JPY)											Versements Exercice 2010 (1 milliard JPY)	Exercice 2010 (1 milliard JPY)*	
					Participants à une formation		Experts		Membres de missions d'étude		Fourniture d'équipements	Autres dépenses	JOVC					Autres volontaires
Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours			Nouveaux		En cours			

2-1 Asie

Pays	Dons (1 million USD)	Coopération technique (US\$1 million)	Prêts (1 million USD)	Dépenses de coopération technique (1 milliard JPY)	Participants à une formation		Experts		Membres de missions d'étude		Fourniture d'équipements	Autres dépenses	JOVC		Autres volontaires		Versements Exercice 2010 (1 milliard JPY)	Exercice 2010 (1 milliard JPY)*		
					Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours			Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours				
Brunei Darussalam		0,11		2010	0,003	Personnes 15						1 088								
				Total cumulé	3,944	Dépenses 2 261														
Cambodge	80,65	52,03	13,54	2010	3,894	Personnes 439	54	386	55	168	21	416 318	96 460	32	35	14	28	1,524	10,406	
				Total cumulé	59,392	Dépenses 1 743 977	1 011 566	675 988												
Indonésie	52,83	115,31	-108,49	2010	8,589	Personnes 787	64	804	127	757	34	182 518	4 801 263	33	38	4	17	120,963	3,079	
				Total cumulé	312,090	Dépenses 7 964 085	18 800 525	15 462 699												
Laos	62,47	40,58	17,71	2010	2,775	Personnes 337	44	313	43	149	25	39 140 409	17 805 456	16	48	11	19	1,330	1,818	
				Total cumulé	54,037	Dépenses 314 138	666 942	221 012												
Malaisie	6,57	26,11	-86,32	2010	1,013	Personnes 384	24	107	16	53	1	2 579	301 864	12	23	10	17	10,016		
				Total cumulé	110,615	Dépenses 289 640	230 935	10 734												
Myanmar	21,06	24,66		2010	1,742	Personnes 374	28	115	25	95	5	70 915	928 324							1,008
				Total cumulé	41,479	Dépenses 336 802	363 056	42 501												
Philippines	45,69	81,09	-215,78	2010	4,434	Personnes 1 318	50	379	46	444	29	126 642	2 054 423	55	36			24,025	1,641	
				Total cumulé	197,937	Dépenses 522 630	830 224	650 642												
Singapour		1,51		2010	0,030	Personnes 3		7	1				18 264							
				Total cumulé	21,729	Dépenses 146														
Thaïlande	14,4	55,98	-214,79	2010	2,798	Personnes 470	25	230	39	255	18	3 630 484	547 788	5	36	8	41	13,916		
				Total cumulé	212,721	Dépenses 465 585	432 665	235 499												
Timor-Est	20,49	7,09		2010	0,708	Personnes 107	2	77	5	58	3	1 210	364 755	4						1,947
				Total cumulé	6,723	Dépenses 88 613	152 687	91 556												
Vietnam	48,32	108,17	649,12	2010	7,152	Personnes 1 176	97	793	77	733	30	65 767	3 800 188	24	52	15	29	92,069	1,045	
				Total cumulé	96,858	Dépenses 1 028 695	1 426 899	450 804												
Chine	11,84	346,38	-552,87	2010	3,468	Personnes 4 251	29	493	38	55	7	205 682	1 116 010	26	46	2	10	56,767	0,322	
				Total cumulé	173,916	Dépenses 977 312	889 656	59 329												





**Résultats des programmes 2. Répartition géographique des activités de la JICA**

Pays	APD du Japon (2010)			Coopération technique de la JICA (Exercice 2010)										Prêts de la JICA	Dons de la JICA			
	Dons (1 million USD)	Coopération technique (US\$1 million)	Prêts (1 million USD)	Dépenses de coopération technique (1 milliard JPY)	Type (1 milliard JPY)											Versements Exercice 2010 (1 milliard JPY)	Exercice 2010 (1 milliard JPY)	
					Participants à une formation		Experts		Membres de missions d'étude		Fourniture d'équipements	Autres dépenses	JOCV					Autres volontaires
Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours			Nouveaux		En cours			
<b>2-2 Océanie (suite)</b>																		
Îles Cook		0,07		2010	0,006	Personnes	5											
				Dépenses	6 048													
Total cumulé					0,787	Personnes	166	22	43									
						Dépenses	271 928	80 190	398 671	29 861	6 417							
Îles Fidji	11,43	8,74	-1,38	2010	0,728	Personnes	70	6	45	8	2	2		21	33	7	12	
				Dépenses	89 142	169 758	10 061	37 208	210 403	151 516	59 447							
Total cumulé					23,728	Personnes	2 133	487	790				460	113				
						Dépenses	4 581 343	5 267 114	4 610 923	2 270 131	733 733	4 822 732	1 441 817					
Îles Mariannes du Nord				2010		Personnes												
				Dépenses														
Total cumulé					0,002	Personnes	1											
						Dépenses	1 736											
Îles Marshall	10,19	2,34		2010	0,171	Personnes	16	2	1	5			10	24	4	3		
				Dépenses	18 579	13 485			29 600	93 616	15 538							
Total cumulé					3,947	Personnes	302	12	213				190	19				
						Dépenses	376 164	186 898	1 011 298	134 379	84 690	1 988 469	165 395					
Îles Salomon	11,48	4,68		2010	0,351	Personnes	97	4	14	4	4			20	18	3		
				Dépenses	51 001	87 281	4 656		103 728	90 399	14 328							
Total cumulé					9,000	Personnes	820	170	519				321	3				
						Dépenses	1 265 817	1 284 118	2 035 114	643 190	565 328	3 192 167	14 328					
Kiribati	1,59	1,83		2010	0,065	Personnes	11		2	1	1			8	3			
				Dépenses	12 237	9 858			1 573	13 874	27 171							
Total cumulé					3,919	Personnes	427	27	253					18				
						Dépenses	804 099	682 549	2 164 957	137 859	46 355	82 702						
Micronésie	13,24	3,05		2010	0,189	Personnes	12	1	3	1	5			12	19	4	11	
				Dépenses	15 151	23 263	13 145		8 056	76 327	53 497							
Total cumulé					7,302	Personnes	477	84	353				313	35				
						Dépenses	797 905	885 294	1 287 329	431 742	140 605	3 447 483	311 587					
Nauru	1,33	0,29		2010	0,006	Personnes	5											
				Dépenses	6 482													
Total cumulé					0,202	Personnes	134		2	11								
						Dépenses	147 962	10 928	42 475		1 087							
Niue		0,04		2010	0,003	Personnes	3											
				Dépenses	2 944													
Total cumulé					0,143	Personnes	92											
						Dépenses	139 820			555		2 844						
Nouvelle-Calédonie				2010		Personnes												
				Dépenses														
Total cumulé					0,002	Personnes				1 582								
						Dépenses												
Nouvelle-Zélande				2010	0,031	Personnes	1		136									
				Dépenses	176	30 990			266									
Total cumulé					0,168	Personnes	6		138		6							
						Dépenses	1 517	56 779	3 471	106 223	208							
Palao	5,78	3,75		2010	0,315	Personnes	17		6	3	3			9	11	2	10	
				Dépenses	16 994	51 420	9 536	73 686	26 471	86 233	50 237							
Total cumulé					5,400	Personnes	279		113	388			156	46				
						Dépenses	538 069	843 017	966 807	357 605	318 056	1 795 143	581 547					
Papouasie-Nouvelle-Guinée	31,02	10,15	-19,18	2010	0,859	Personnes	71	2	51	2	36	5		18	38	5	11	
				Dépenses	62 183	148 862	30 024	6 307	349 657	188 286	74 151							
Total cumulé					26,328	Personnes	3 522		541	1 091			565	73				
						Dépenses	5 519 210	4 684 679	4 971 078	1 866 027	1 415 264	6 707 726	1 164 417					
Samoa	16,91	3,91	5,94	2010	0,319	Personnes	40	8	22	3				18	11	12	8	
				Dépenses	72 467	54 625			44 827	83 678	63 829							
Total cumulé					11,938	Personnes	930		159	362			460	94				
						Dépenses	1 939 286	1 686 884	1 231 957	845 886	553 532	4 542 077	1 138 414					
Tonga	19,75	3,84		2010	0,295	Personnes	32	3	8		4			15	18	7	14	
				Dépenses	50 598	17 589	11 447	534	14 592	114 870	85 749							
Total cumulé					9,442	Personnes	683		117	286			371	58				
						Dépenses	1 393 449	1 353 099	1 100 123	949 133	199 235	3 853 376	593 924					
Tuvalu	1,73	2,76		2010	0,227	Personnes	9	1	15	14	29	4						
				Dépenses	11 575	23 214	9 079	320	182 495									
Total cumulé					1,783	Personnes	190		32	143								
						Dépenses	346 000	179 926	806 064	31 626	419 418							
Vanuatu	11,8	3,7		2010	0,273	Personnes	31	1	7	2	8			9	32	7	8	
				Dépenses	44 807	36 968	1 976	2 171	13 884	115 528	57 940							
Total cumulé					6,163	Personnes	526		64	220			216	44				
						Dépenses	857 005	937 663	918 606	314 032	230 629	2 422 977	482 429					

**2-3 Amérique du Nord et Amérique latine**

Canada				2010	0,006	Personnes	6									
				Dépenses	2 309							3 436				
Total cumulé					0,533	Personnes	110		13	25						
						Dépenses	115 430	205 908	18 365	22 128	137 441					
États-Unis				2010	0,096	Personnes			3	1						
				Dépenses		20 244	793		75 223							
Total cumulé					0,898	Personnes	11		61	166						
						Dépenses	1 295	238 629	127 934	136 945	392 823					
Antigua-et-Barbuda	6,28	0,46		2010	0,042	Personnes	7		1							
				Dépenses	16 327	21 737			4 294							
Total cumulé					0,661	Personnes	64		9	56						
						Dépenses	157 805	200 346	244 933		36 959	20 484				
Antilles néerlandaises (Curaçao)				2010		Personnes										
				Dépenses												
Total cumulé					0,006	Personnes	1		1							
						Dépenses	3 004	2 091			1 329					

Pays	APD du Japon (2010)			Coopération technique de la JICA (Exercice 2010)										Prêts de la JICA	Dons de la JICA			
	Dons (1 million USD)	Coopération technique (US\$1 million)	Prêts (1 million USD)	Dépenses de coopération technique (1 milliard JPY)	Type (1 milliard JPY)											Versements (Exercice 2010) (1 milliard JPY)	(Exercice 2010) (1 milliard JPY)	
					Participants à une formation		Experts		Membres de missions d'étude		Fourniture d'équipements	Autres dépenses	JOCV					Autres volontaires
Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours			Nouveaux		En cours			
<b>2-3 Amérique du Nord et Amérique latine (suite)</b>																		
Bahamas				2010	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses	22												
Barbade		1,19		2010	Personnes	48 655	5	9				14 135						
				Total cumulé	Dépenses	7 618							33 571					
Belize	5,92	1,47		2010	Personnes	20	2	2	1					8	13	1	2	
				Total cumulé	Dépenses	24 428	207			19 554			12 502		53 933		14 880	
Costa Rica	19,06	6,14	38,35	2010	Personnes	69	7	17	5	2				6	23	11	10	
				Total cumulé	Dépenses	94 226	1 693			116 158	4 287		93 334		99 182		74 265	
Cuba	0,87	4,37		2010	Personnes	28	7	24	5	3								
				Total cumulé	Dépenses	54 742	714			80 685	2 668	104 011	124 190					
Dominique	2,06	0,65		2010	Personnes	4	1	1						5	7			
				Total cumulé	Dépenses	12 021	108			3 675			361		45 792		35	
Grenade	5,72	0,11		2010	Personnes	5												
				Total cumulé	Dépenses	10 322	105			5	95							
Guatemala	14,89	11,49	14,59	2010	Personnes	111	7	61	12	5				23	32	4	4	
				Total cumulé	Dépenses	131 006	1 639			231 207	15 283	6 611	196 245		169 169		26 529	
Guyana	5,41	1,09		2010	Personnes	7	1	2	3	9						7	2	
				Total cumulé	Dépenses	20 229	154			31 197	5 452		36 558				17 911	
Haïti	69,84	1,97		2010	Personnes	62		1		41								
				Total cumulé	Dépenses	57 204	305			54 580	300		321 376					
Honduras	6,82	9,18		2010	Personnes	44	1	39	14	13				16	52	2	14	
				Total cumulé	Dépenses	35 966	2 522			199 165	20 934	1 703	217 780		204 909		73 950	
Jamaïque	0,16	3,51	-5,98	2010	Personnes	34	4	7		1				11	10	2	3	
				Total cumulé	Dépenses	87 455	480			11 299	3 411		60 150		57 681		26 370	
Mexique		13,4	-61	2010	Personnes	121	45	77	3	29				1	7	1	16	
				Total cumulé	Dépenses	316 009	6 200			209 516	13 041	12 800	180 654		27 177		67 130	
Montserrat				2010	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses	1						6 144						
Nicaragua	24,26	9,89		2010	Personnes	78	3	31	24	8				25	34	6	3	
				Total cumulé	Dépenses	85 960	1 358			318 800	22 974	20 605	156 596		166 294		35 895	
Panama	0,8	6,1	94,86	2010	Personnes	36	2	25	4	3				22	18	8	15	
				Total cumulé	Dépenses	32 930	1 616			52 474	9 983		142 244		146 167		92 484	
Porto Rico				2010	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses	1				1								
République dominicaine	1,59	10,05	-13,82	2010	Personnes	86	2	37	3	11				9	35	19	31	
				Total cumulé	Dépenses	94 783	1 597			92 305	42 662		188 183		172 864		178 720	
Saint-Christophe-et-Niévès	0,11	0,58		2010	Personnes	4				5								
				Total cumulé	Dépenses	11 386	48				95		64 381					
Saint-Vincent et les Grenadines		0,82		2010	Personnes	5	2							9	6			
				Total cumulé	Dépenses	14 236	119			11	78		243		59 641		46	
Sainte-Lucie	0,78	1,66		2010	Personnes	14	3	2	2					12	14			
				Total cumulé	Dépenses	39 567	139			38 130			18 122		64 717		9	
Salvador	18,76	11,83	-22,18	2010	Personnes	99	12	48	16	30				9	49		6	
				Total cumulé	Dépenses	125 882	1 467			252 564	4 101	19 538	428 186		189 642		26 438	
					Personnes	2 412 267				476	1 002				443		10	
					Dépenses	3 960 095			5 073 101		1 545 607	1 666 796		4 424 743		86 495		

Résultats des programmes 2. Répartition géographique des activités de la JICA

Pays	APD du Japon (2010)			Coopération technique de la JICA (Exercice 2010)										Prêts de la JICA	Dons de la JICA			
	Dons (1 million USD)	Coopération technique (US\$1 million)	Prêts (1 million USD)	Dépenses de coopération technique (1 milliard JPY)	Type (1 milliard JPY)											Versements Exercice 2010 (1 milliard JPY)	Exercice 2010 (1 milliard JPY)	
					Participants à une formation		Experts		Membres de missions d'étude		Fourniture d'équipements	Autres dépenses	JOCV					Autres volontaires
Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours			Nouveaux		En cours			
<b>2-3 Amérique du Nord et Amérique latine (suite)</b>																		
Suriname		0,01		2010	0,001	Personnes	1											
				Dépenses	1 164													
Trinité-et-Tobago		0,07		2010	0,006	Personnes	4											
				Dépenses	6 100													
Argentine	0,45	11,38	61,89	2010	0,416	Personnes	72	2	9	3	1					10	37	
				Dépenses	116 232	53 525	2 674	3 478	39 907	15 265	185 207							
Bolivie	35,38	18,86	-0,42	2010	1,369	Personnes	98	1	55	14	15	3			19	60	7	21
				Dépenses	116 224	254 437	7 866	72 646	558 533	268 372	91 294							
Brésil	5,32	32,93	-101,54	2010	1,988	Personnes	226	16	100	7	52	7				37	63	
				Dépenses	366 557	251 716	106 595	79 991	725 187	27 337	430 866							
Chili	8,29	8,64	-1,15	2010	0,413	Personnes	89	4	11	3	8				7	23	3	10
				Dépenses	141 669	51 614	24 119	26	53 798	86 842	54 999							
Colombie	3,67	8,83	-39,2	2010	0,751	Personnes	194	11	21	12	5			5	6	20	13	
				Dépenses	280 160	191 660	15 600	158	112 893	41 162	109 219							
Équateur	13,77	9	-28,22	2010	0,655	Personnes	82		13	10	11	4			17	33	13	21
				Dépenses	80 378	143 209	61 622	33 840	62 169	166 623	106 717							
Paraguay	15,63	17,52	-37,32	2010	1,328	Personnes	98	10	46	17	59	7			36	57	25	40
				Dépenses	120 355	197 238	185 809	69 522	254 026	269 995	231 133							
Pérou	7,62	19,86	-739,64	2010	1,667	Personnes	136	8	54	8	201	17			7	8	2	5
				Dépenses	191 916	144 066	317 463	651	941 129	47 653	23 751							
Uruguay	9,41	4,02	-2,21	2010	0,322	Personnes	47	1	2	1	8					9	20	
				Dépenses	61 044	14 939	4 288	7 374	97 508	1 403	135 529							
Venezuela	0,65	2,26		2010	0,195	Personnes	42	3	1	2	1			10	10			
				Dépenses	76 925	35 945	262	20 701	60 980	84								
				Total cumulé	10,112	Personnes	2 533	326	2 591	908	3 359	279	764	240	115	444	744	526

<b>2-4 Moyen-Orient et Maghreb</b>																		
Algérie		1,65	13,68	2010	0,148	Personnes	21	3	15	1	7							
				Dépenses	47 177	13 544	67 356		19 577									
Arabie saoudite		2,76		2010	0,117	Personnes	11	4	5	3	5							
				Dépenses	19 254	57 314	29 193	397	11 150									
Bahreïn		0,03		2010		Personnes												
				Dépenses	241	30	5											
Égypte	20,37	34,76	-73,07	2010	2,485	Personnes	128	21	154	21	226	18		12	31	2	8	
				Dépenses	303 276	301 732	457 720	197 840	1 046 724	149 375	28 640							
Émirats arabes unis		0,14		2010	0,020	Personnes												
				Dépenses	197	145	246		2 466									
Israël		0,26		2010		Personnes												
				Dépenses	27	2	33											
Irak	5,3	10,25	128,14	2010	0,976	Personnes	681	40	1	2	42							
				Dépenses	434 331	36 242	83 726		421 722									
Iran	13,31	7,71	-28,27	2010	0,651	Personnes	75	1	41	8	53							
				Dépenses	100 334	118 656	111 658	508	319 586									
Jordanie	43,63	12,74	-107,07	2010	1,093	Personnes	120	9	32	17	46			22	45	12	16	
				Dépenses	130 408	190 349	17 244	44 093	431 231	190 901	88 494							
Koweït		0,03		2010		Personnes												
				Dépenses	205	35	1											
				Total cumulé	0,935	Personnes	378	882	489	426	15	475	43	565	7	997		

Pays	APD du Japon (2010)			Coopération technique de la JICA (Exercice 2010)										Prêts de la JICA	Dons de la JICA			
	Dons (1 million USD)	Coopération technique (US\$1 million)	Prêts (1 million USD)	Dépenses de coopération technique (1 milliard JPY)	Type (1 milliard JPY)											Versements (Exercice 2010) (1 milliard JPY)	(Exercice 2010) (1 milliard JPY)	
					Participants à une formation		Experts		Membres de missions d'étude		Fourniture d'équipements	Autres dépenses	JOCV					Autres volontaires
Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours			Nouveaux		En cours		(1 milliard JPY)	(1 milliard JPY)
<b>2-4 Moyen-Orient et Maghreb (suite)</b>																		
Liban	0,82	0,19	2,22	2010	0,009	Personnes 7												
				Dépenses 7 456														
Total cumulé	1,177	Personnes 194	16	153														0,445
Dépenses 334 886	48 703	782 028	8 414	2 834														
Libye		0,12		2010	0,002	Personnes 2												
				Dépenses 1 623														
Total cumulé	0,129	Personnes 70	10	20														
Dépenses 94 385	10 764	22 092	130	2 124														
Maroc	7,71	10,62	102,78	2010	0,787	Personnes 65	2	14	6	25	9			26	27	8	19	
				Dépenses 103 769	114 374	145 869	17 406	128 733	175 531	101 076								
Total cumulé	32,424	Personnes 1 271	417	1 783														9,581
Dépenses 2 831 737	5 968 632	10 479 147	2 901 931	625 771	8 603 820	1 013 008												0,586
Oman		1,47		2010	0,027	Personnes 12		1										
				Dépenses 12 349	13 167	4												
Total cumulé	14,005	Personnes 568	158	1 250														
Dépenses 1 293 939	3 441 746	8 708 858	467 697	92 281														
Qatar		0,01		2010	0,000	Personnes												
				Dépenses														
Total cumulé	1,077	Personnes 116	37	33														
Dépenses 244 744	531 139	257 866	22 987	20 235														
Syrie	10,45	16,57	-81,9	2010	1,484	Personnes 200	15	111	14	34	6			10	37	2	30	
				Dépenses 169 992	179 730	21 969	192 857	590 862	178 307	149 786								
Total cumulé	28,823	Personnes 2 267	661	1 385														
Dépenses 3 564 059	5 163 976	6 959 897	3 517 333	2 176 693	6 109 116	1 332 119												
Territoires palestiniens	66,71	11,41		2010	0,808	Personnes 168	6	41	13	15	1							
				Dépenses 89 243	159 796	17 857	125 452	416 077										
Total cumulé	8,166	Personnes 3 798	202	418														2,650
Dépenses 2 618 402	745 996	2 091 942	458 693	2 250 587														
Tunisie	11,39	10,18	14,37	2010	0,759	Personnes 34	12	47	4	32	1			3	25	7	11	
				Dépenses 60 989	83 140	87 714	31 411	354 658	79 681	61 593								
Total cumulé	22,093	Personnes 1 142	366	1 096														8,870
Dépenses 2 588 186	3 585 678	7 076 493	2 505 506	1 058 966	3 482 747	1 795 401												
Yémen	22,44	5,8	-1,89	2010	0,486	Personnes 144	12	26	10	7								
				Dépenses 95 601	146 533		34 118	206 511	2 855									
Total cumulé	9,888	Personnes 1 040	307	600														0,960
Dépenses 1 421 733	2 778 049	2 701 622	1 668 706	766 617	551 718													
Yémen du Sud				2010		Personnes												
				Dépenses														
Total cumulé	0,705	Personnes 29	12	56														
Dépenses 67 114	333 704	279 004	17 197	6 059	2 266													
<b>2-5 Afrique</b>																		
Afrique du Sud	1,21	7,13	-1,07	2010	0,610	Personnes 69	2	78	7	10				9	9			
				Dépenses 51 466	167 509	41 865	54 241	229 369	65 318									
Total cumulé	8,672	Personnes 1 229	301	606														0,067
Dépenses 2 323 771	1 769 358	3 094 566	158 248	662 271	660 735	2 834												
Angola	34,3	3,15		2010	0,348	Personnes 124		2	3	27	1							
				Dépenses 71 647	38 444	15 238												
Total cumulé	3,974	Personnes 1 293	14	458														1,227
Dépenses 420 600	139 670	3 072 954	8 128	332 915														
Bénin	22,43	6,71		2010	0,664	Personnes 145		19	6	4	5			36	53			
				Dépenses 70 508	105 017	1 826	200 216	286 140										
Total cumulé	5,365	Personnes 839	38	293														1,109
Dépenses 1 116 285	723 269	1 777 980	138 333	344 605	1 264 176													
Botswana	12,87	2,8	-5,14	2010	0,341	Personnes 57	2	7	1	8				13	13	3	6	
				Dépenses 54 322	37 217	1 871	11 951	92 723	104 413	38 639								
Total cumulé	5,217	Personnes 563	20	106														
Dépenses 787 300	162 656	768 036	182 992	156 316	2 829 328	330 706												
Burkina Faso	25,47	15,82		2010	1,454	Personnes 110	4	78	17	23	6			43	71			
				Dépenses 177 096	295 352	7 708	33 546	588 731	351 173									
Total cumulé	10,336	Personnes 661	151	528														1,271
Dépenses 1 177 355	1 199 003	3 435 681	337 808	1 265 429	2 920 410													
Burundi	34,22	4,74		2010	0,368	Personnes 29	3	29	2	4	1							
				Dépenses 30 176	120 381	5 775	532	211 493										
Total cumulé	2,308	Personnes 340	74	148														0,112
Dépenses 429 636	458 052	732 099	113 986	526 750	47 960													
Cameroun	31,33	4,48	6,06	2010	0,436	Personnes 56	2	6	2	26				12	20	1	1	
				Dépenses 78 707	66 732	38 964	98 824	144 954	7 919									
Total cumulé	4,862	Personnes 675	31	363														0,531
Dépenses 1 305 077	277 505	1 989 330	553 051	176 277	540 128	20 671												
Cap-Vert	7,35	3,25	6,73	2010	0,169	Personnes 24				24								
				Dépenses 12 555		15 084												
Total cumulé	2,196	Personnes 235	7	264														0,638
Dépenses 319 552	353 566	1 080 728	126 419	315 319														
Comores	0,41	0,25		2010	0,077	Personnes 14		6		2								
				Dépenses 12 501		8 967												
Total cumulé	0,798	Personnes 89	18	40														
Dépenses 224 062	266 623	190 703	47 238	69 733														
Congo	5,56	0,49		2010	0,030	Personnes 13												
				Dépenses 10 123		15 088												
Total cumulé	0,330	Personnes 92	3	24														0,270
Dépenses 158 244	1 577	100 316	60 176	10 055														
Côte d'Ivoire	33,94	1,33	45,79	2010	0,085	Personnes 41	4											
				Dépenses 77 437														
Total cumulé	10,605	Personnes 948	131	509														
Dépenses 2 276 478	2 048 908	3 060 115	817 699	121 066	2 280													

Résultats des programmes 2. Répartition géographique des activités de la JICA

Pays	APD du Japon (2010)			Coopération technique de la JICA (Exercice 2010)										Prêts de la JICA	Dons de la JICA			
	Dons (1 million USD)	Coopération technique (US\$1 million)	Prêts (1 million USD)	Dépenses de coopération technique (1 milliard JPY)	Type (1 milliard JPY)											Versements Exercice 2010 (1 milliard JPY)	Exercice 2010 (1 milliard JPY)	
					Participants à une formation		Experts		Membres de missions d'étude		Fourniture d'équipements	Autres dépenses	JOCV					Autres volontaires
Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours			Nouveaux		En cours			
<b>2-5 Afrique (suite)</b>																		
Érythrée	8,25	1,49		2010	0,140	Personnes	31		9	1	2							
				Dépenses	42 621		14 867		3 030		12 770		66 527					
Total cumulé	1,887	Personnes	226		39		168											
Dépenses	298 930		314 700		795 298		190 228		287 476									
Éthiopie	64,03	29,26		2010	2,622	Personnes	166	11	124	27	145	13		25	41	4	6	
				Dépenses	213 797		669 829		418 974		82 886		996 988		203 159		35 923	
Total cumulé	26,918	Personnes	1 918		609		1 111					533		20				
Dépenses	3 874 255		6 880 386		5 634 713		2 909 976		2 697 850		4 787 074		133 783					
Gabon	21,92	4,71	-1,95	2010	0,321	Personnes	35	1	10	3				12	27			
				Dépenses	44 838		62 873				1 295		77 335		134 680			
Total cumulé	2,569	Personnes	365		39		80					64						
Dépenses	627 799		317 579		625 674		189 758		155 296		652 812							
Gambie	16,25	0,92		2010	0,030	Personnes	24											
				Dépenses	29 726													
Total cumulé	2,773	Personnes	229		7		229											
Dépenses	482 840		358 543		1 217 644		488 164		226 246									
Ghana	47,36	21,79		2010	1,963	Personnes	231	17	90	14	58		35	81	1	4		
				Dépenses	373 631		262 556		152 294		66 134		665 959		423 803		18 887	
Total cumulé	44,054	Personnes	2 680		933		1 382					1 121		20				
Dépenses	7 243 707		10 072 064		7 289 767		4 477 699		3 313 706		11 472 611		184 613					
Guinée	9,96	0,84		2010	0,069	Personnes	4											
				Dépenses	1 894				66 767				169					
Total cumulé	6,212	Personnes	582		30		586											
Dépenses	1 242 570		929 037		3 537 752		441 552		61 221									
Guinée-Bissao	15,87	0,19		2010	0,033	Personnes	11				7							
				Dépenses	10 731							22 288						
Total cumulé	0,708	Personnes	133		3		68											
Dépenses	261 195		142 311		249 071		29 330		26 000									
Guinée équatoriale		0,31		2010	0,003	Personnes	3											
				Dépenses	2 660													
Total cumulé	0,310	Personnes	74		1													
Dépenses	222 228		54 983		2 252		29 240		1 657									
Kenya	68,72	35,57	-68,29	2010	2,970	Personnes	513	27	121	46	90	7	31	86	3	2		
				Dépenses	370 473		872 856		91 887		175 354		1 084 093		361 912		13 163	
Total cumulé	96,414	Personnes	7 160		2 295		3 560					1 439		26				
Dépenses	13 974 269		33 575 085		19 654 313		10 530 573		4 697 280		13 830 778		151 314					
Lesotho	8,14	0,59		2010	0,064	Personnes	73				3							
				Dépenses	32 588							31 755						
Total cumulé	1,019	Personnes	492				72											
Dépenses	503 258		307		260 949		182 324		59 524		13 082							
Liberia	10,85	4,27	119,03	2010	0,149	Personnes	35	1	8	1	1	4						
				Dépenses	55 640		56 084		18 808				18 455					
Total cumulé	4,773	Personnes	352		43		180					170						
Dépenses	861 234		453 977		1 304 403		365 247		124 489		1 663 981							
Madagascar		9,53		2010	0,774	Personnes	20	3	35	14	16		4	36				
				Dépenses	39 194		198 741		95 570		39 664		280 853		119 772			
Total cumulé	15,831	Personnes	881		278		1 098					125						
Dépenses	1 831 402		4 211 230		5 767 826		1 631 600		1 159 499		1 229 103							
Malawi	49,59	19,28		2010	1,422	Personnes	147	14	38	18	76	4	47	57	1	9		
				Dépenses	208 157		312 146		54 228		2 775		430 350		351 715		62 590	
Total cumulé	34,526	Personnes	2 113		404		1 141					1 510		34				
Dépenses	3 757 836		6 073 498		6 146 714		2 359 818		1 646 860		14 238 201		303 098					
Mali	34,58	3,66		2010	0,428	Personnes	34		4	4	33		9					
				Dépenses	38 128		85 115		107 128				153 687		43 666			
Total cumulé	8,696	Personnes	498		33		779					9						
Dépenses	1 007 065		322 034		6 884 433		147 205		289 847		44 503		837					
Maurice	0,19	0,45	-3,55	2010	0,083	Personnes	21	1	2		5							
				Dépenses	23 900		10 582		10 129				38 302					
Total cumulé	4,734	Personnes	384		62		357											
Dépenses	645 130		1 383 204		2 226 451		353 203		125 749									
Mauritanie	12,53	1,98		2010	0,100	Personnes	18		1		8	4						
				Dépenses	14 146		17 193		68 726									
Total cumulé	5,941	Personnes	480		39		617											
Dépenses	811 840		801 758		4 069 568		239 088		18 655									
Mozambique	48,91	13,28	0,38	2010	0,910	Personnes	79	2	27	7	92	5	33	31	3			
				Dépenses	69 585		131 060		65 359		14 080		383 110		239 652		7 248	
Total cumulé	10,546	Personnes	15 014		130		909					161		3				
Dépenses	980 863		1 350 237		4 645 748		481 146		1 763 485		1 317 495		7 248					
Namibie	0,17	3,89	36,39	2010	0,261	Personnes	127	2	4	1	3	1	10	29				
				Dépenses	48 613		38 275		2 334				34 276		137 270			
Total cumulé	3,123	Personnes	607		23		166					70						
Dépenses	557 853		214 158		1 262 981		154 520		292 515		641 149							
Niger	15,73	9,39		2010	0,717	Personnes	21	1	21	12	1		43	63				
				Dépenses	4 699		179 640		4 494		8 453		158 928		360 871			
Total cumulé	19,057	Personnes	771		109		800					694						
Dépenses	1 470 618		2 336 047		5 478 147		1 174 133		815 403		7 782 190							
Nigeria	16,94	6,59		2010	0,748	Personnes	524	9	37	5	44							
				Dépenses	106 513		92 640		204 537		63 353		281 017					
Total cumulé	13,186	Personnes	3 087		298		717											
Dépenses	2 953 595		3 331 967		4 755 642		1 445 535		699 163									
Ouganda	41,94	22,29	6,44	2010	2,240	Personnes	151	16	28	21	99	15	55	111	3	5		
				Dépenses	172 726		357 395		704 134		51 203		490 793		440 411		22 922	
Total cumulé	19,077	Personnes	2 307		284		923					450		12				
Dépenses	3 079 676		4 235 397		5 636 117		1 347 827		1 861 039		2 853 040		63 707					
République centrafricaine	14,15	0,06	-6,12	2010	0,003	Personnes	2											
				Dépenses	3 429													
Total cumulé	2,779	Personnes	239		9		223											
Dépenses	545 352		369 622		1 399 468		451 204		13 254									

Pays	APD du Japon (2010)			Coopération technique de la JICA (Exercice 2010)										Prêts de la JICA	Dons de la JICA					
	Dons (1 million USD)	Coopération technique (US\$1 million)	Prêts (1 million USD)	Dépenses de coopération technique (1 milliard JPY)	Type (1 milliard JPY)											Versements (Exercice 2010) (1 milliard JPY)	(Exercice 2010) (1 milliard JPY)			
					Participants à une formation		Experts		Membres de missions d'étude		Fourniture d'équipements	Autres dépenses	JOCV					Autres volontaires		
Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours			Nouveaux		En cours					
<b>2-5 Afrique (suite)</b>																				
République démocratique du Congo	66,15	14,1	-0,43	2010	0,826	Personnes	2 308	2	12	6	40	3								
				Dépenses	413 787		41 687		65 739		10 475		294 560							
Total cumulé				10,283	Personnes	20 011				188		569						2,092		
Rwanda	11,01	11,53		2010	1,000	Personnes	1 931 758		3 606 472		3 257 469		715 218		772 308		29	28	1	1
				Dépenses	71 8		79 11		25 2		32 441		504 489		137 989		6 215			
Total cumulé				6,844	Personnes	668		204		340				140				4		
Sao Tomé-et-Principe	2,85	0,69		2010	0,016	Personnes	19													
				Dépenses	14 842							842								
Total cumulé				0,708	Personnes	153		6		48										
Sénégal	30,82	21,45	2,8	2010	1,962	Personnes	125	8	76	16	84	11				45	78			
				Dépenses	168 714		259 753		135 652		16 910		968 118		413 255					
Total cumulé				34,386	Personnes	3 413		481		1 641				846				6		
Seychelles	8,84	0,7		2010	0,071	Personnes	5				7									
				Dépenses	8 744				8 734				53 693							
Total cumulé				1,444	Personnes	302		14		79										
Sierra Leone	6,04	6,09		2010	0,634	Personnes	27	1	40	6	19									
				Dépenses	47 331		198 333		38 029		13 354		336 540							
Total cumulé				3,590	Personnes	328		146		160									0,805	
Somalie	29,05	0,02		2010		Personnes														
				Dépenses																
Total cumulé				0,871	Personnes	95		21		45										
Soudan	92,92	25,94		2010	2,297	Personnes	269		174	21	95				1	5				
				Dépenses	80 856		329 928		90 755		385 057		1 391 910		18 211					
Total cumulé				12,261	Personnes	1 551		423		706									0,870	
Swaziland	2,81	1,44		2010	0,074	Personnes	93				10									
				Dépenses	38 901							35 427								
Total cumulé				3,994	Personnes	640		53		237									1,143	
Tanzanie	65,87	27,45	10,5	2010	2,598	Personnes	1 418	22	122	24	125				46	72				
				Dépenses	256 181		432 040		259 731		39 144		1 249 697		361 068					
Total cumulé				69,945	Personnes	9 436		1 106		2 893					1 365				1,054	
Tchad	13,54	0,18		2010	0,022	Personnes	11	1												
				Dépenses	21 518															
Total cumulé				0,781	Personnes	173		5		43										
Togo	6,65	0,98	-0,12	2010	0,071	Personnes	14				18									
				Dépenses	13 075				8 648		49 197									
Total cumulé				0,917	Personnes	327		7		90										
Zambie	20,9	23,32	1,44	2010	2,080	Personnes	138	12	76	27	84				39	70	5	12		
				Dépenses	210 982		491 742		196 517		30 312		735 071		360 892		54 547			
Total cumulé				51,115	Personnes	2 716		738		1 816				1 224		52		0,161		
Zimbabwe	17,13	1,46		2010	0,150	Personnes	75	2	1		2				3					
				Dépenses	108 867		4 088		2 853		27 319		6 960							
Total cumulé				16,363	Personnes	1 231		80		759				484				0,464		
Dépenses	2 389 079		1 819 516		4 673 354		960 338		316 595		6 203 883									

## 2-6 Europe

Albanie	0,39	2,78	-0,78	2010	0,179	Personnes	25	1	2		19	2							
				Dépenses	54 590		25 035		51 360		48 245								
Total cumulé				2,016	Personnes	320		8		202									0,128
Allemagne				2010	0,004	Personnes													
				Dépenses								3 712							
Total cumulé				0,065	Personnes	1		2		28									
Autriche				2010	0,001	Personnes													
				Dépenses								1 438							
Total cumulé				0,518	Personnes			12		4									
Belgique				2010	0,005	Personnes													
				Dépenses								4 849							
Total cumulé				0,024	Personnes			8		7									
Biélorussie	1,01	0,39		2010		Personnes													
				Dépenses															
Total cumulé					Personnes														
Bosnie-Herzégovine	0,98	2,62	-1,44	2010	0,179	Personnes	32	7	4	4	1								
				Dépenses	60 628		56 300		3 359		58 770								
Total cumulé				5,500	Personnes	606		81		505									
Bulgarie	0,85	1,18	-6,72	2010	0,079	Personnes					28								
				Dépenses	1 823				72 386		4 359								
Total cumulé				11,261	Personnes	842		243		617				253			2	0,125	
Chypre		0,02		2010		Personnes													
				Dépenses															
Total cumulé				0,093	Personnes	30													
Dépenses					92 652														

Résultats des programmes 2. Répartition géographique des activités de la JICA

Pays	APD du Japon (2010)			Coopération technique de la JICA (Exercice 2010)										Prêts de la JICA	Dons de la JICA			
	Dons (1 million USD)	Coopération technique (US\$1 million)	Prêts (1 million USD)	Dépenses de coopération technique (1 milliard JPY)	Type (1 milliard JPY)											Versements Exercice 2010 (1 milliard JPY)	Exercice 2010 (1 milliard JPY)	
					Participants à une formation		Experts		Membres de missions d'étude		Fourniture d'équipements	Autres dépenses	JOCV					Autres volontaires
Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours			Nouveaux		En cours			
<b>2-6 Europe (suite)</b>																		
Croatie	1,14	0,71		2010	0,045	Personnes	7	33	1	1								
				Dépenses	15 425	13 192	479		16 225									
				Total cumulé	0,757	Personnes	127	35	71									
						Dépenses	302 394	32 267	397 052	1 677	23 898							
Danemark				2010	0,000	Personnes												
				Dépenses					329									
				Total cumulé	0,025	Personnes			6									
						Dépenses		1 743	2 377		20 866							
Espagne				2010	0,001	Personnes												
				Dépenses					735									
				Total cumulé	0,001	Personnes		3	2									
						Dépenses		25	117		735							
Estonie		0,11		2010		Personnes												
				Dépenses														
				Total cumulé	0,129	Personnes	75											
						Dépenses	128 557											
Ex-Union soviétique				2010		Personnes												
				Dépenses														
				Total cumulé	0,133	Personnes		34										
						Dépenses		38 074		94 730								
Finlande				2010		Personnes												
				Dépenses														
				Total cumulé	0,000	Personnes			5									
						Dépenses			405									
France				2010	0,088	Personnes		1	1	7								
				Dépenses			7 373		80 358									
				Total cumulé	0,824	Personnes	1	30	263									
						Dépenses		148 208	305 177	6 146	258 525	106 442						
Grèce				2010		Personnes												
				Dépenses														
				Total cumulé	0,345	Personnes	27	8	41									
						Dépenses	138 081	7 559	168 856	26 005	4 040							
Hongrie		1,28		2010		Personnes												
				Dépenses														
				Total cumulé	7,691	Personnes	800	103	375			138						
						Dépenses	1 646 968	1 122 749	2 228 557	735 270	21 416	1 935 855						
Irlande				2010		Personnes												
				Dépenses														
				Total cumulé	0,000	Personnes			2									
						Dépenses			1									
Islande				2010		Personnes												
				Dépenses														
				Total cumulé	0,003	Personnes												
						Dépenses					2 861							
Italie				2010	0,001	Personnes												
				Dépenses									948					
				Total cumulé	0,088	Personnes		1	8									
						Dépenses		14 221	6 265	63 000	4 048							
Kosovo	0,12	0,9		2010	0,092	Personnes	21	1	7									
				Dépenses														
				Total cumulé	0,198	Personnes	39 975	16 332	4 859									
						Dépenses	59	1	8									
						Dépenses	122 335	21 839	6 465		47 357							
Lettonie		0,12		2010		Personnes												
				Dépenses														
				Total cumulé	0,431	Personnes	76	6	50									
						Dépenses	137 998	21 952	270 103	1 299								
Lituanie		0,15		2010		Personnes												
				Dépenses														
				Total cumulé	1,112	Personnes	114	10	105									
						Dépenses	141 127	83 729	844 369	42 642								
Luxembourg				2010	0,001	Personnes												
				Dépenses								925						
				Total cumulé	0,001	Personnes												
						Dépenses					925							
Macédoine (ARYM)	0,41	1,29	21,24	2010	0,114	Personnes	26	4	3	2	1							
				Dépenses														
				Total cumulé	3,625	Personnes	55 763	44 604	3 668									
						Dépenses	369	36	330									
						Dépenses	828 873	257 185	2 288 240	51 477	199 402							
Malte		0,01		2010		Personnes												
				Dépenses														
				Total cumulé	0,399	Personnes	77	18	16									
						Dépenses	252 433	94 536	44 178	5 082	2 614							
Moldavie	0,24	0,62		2010	0,073	Personnes	20	3		9								
				Dépenses														
				Total cumulé	1,389	Personnes	38 066	8	134									
						Dépenses	261	8	134									
						Dépenses	466 106	100 008	542 641	217 309	62 912							
Monaco				2010		Personnes												
				Dépenses														
				Total cumulé	0,002	Personnes			2									
						Dépenses			2 430									
Monténégro	0,22	0,62		2010	0,024	Personnes	8	1	2	1								
				Dépenses														
				Total cumulé	0,689	Personnes	15 120	3	33									
						Dépenses	39	3	33									
						Dépenses	72 131	11 148	523 208	30 175	52 054							
Norvège				2010	0,002	Personnes												
				Dépenses														
				Total cumulé	0,008	Personnes			5									
						Dépenses		54	4 936		3 105							

Pays	APD du Japon (2010)			Coopération technique de la JICA (Exercice 2010)								Prêts de la JICA	Dons de la JICA				
	Dons (1 million USD)	Coopération technique (US\$1 million)	Prêts (1 million USD)	Dépenses de coopération technique (1 milliard JPY)	Type (1 milliard JPY)												
					Participants à une formation		Experts		Membres de missions d'étude		Fourniture d'équipements			Autres dépenses	JOCV		Autres volontaires
Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours	Versements (Exercice 2010) (1 milliard JPY)	(Exercice 2010) (1 milliard JPY)
<b>2-6 Europe (suite)</b>																	
Pays-Bas				2010	0,003	Personnes											
				Dépenses													
				Total cumulé	0,010	Personnes	7		10								
				Dépenses					4 513								
Pologne		0,87	-13,18	2010		Personnes											
				Dépenses													
				Total cumulé	8,972	Personnes	830	287	593					106			1
				Dépenses			1 672 727	1 909 527	2 953 027	952 167	41 638	1 427 106			15 346		
Portugal				2010		Personnes											
				Dépenses													
				Total cumulé	0,201	Personnes	9		41								
				Dépenses			32 561		168 197								
République tchèque		0,51		2010		Personnes											
				Dépenses													
				Total cumulé	0,579	Personnes	185	11	1								
				Dépenses			354 012	149 349	4 392	65 691	5 283						
Roumanie		0,88	105,85	2010	0,045	Personnes	1	6									
				Dépenses			1 995	40 881						1 806			
				Total cumulé	10,040	Personnes	988	178	617					118			9,609
				Dépenses			2 164 301	1 631 228	3 463 904	1 055 305	265 404	1 460 286					
Royaume-Uni				2010	0,009	Personnes											
				Dépenses										8 662			
				Total cumulé	0,316	Personnes	2	5	67								
				Dépenses				157 483	28 990	4 383	125 551						
Russie				2010		Personnes											
				Dépenses													
				Total cumulé	0,125	Personnes	2	2	8								
				Dépenses			23		352	124 223							
Serbie		1,18	4,72	-0,88	2010	0,383	Personnes	44	6	26	3	33				4	1
				Dépenses			86 686	163 140	86 412	2 135	35 342				9 695		
				Total cumulé	2,921	Personnes	474	110	247						5		0,632
				Dépenses			1 007 418	610 962	732 959	390 824	168 004				11 297		
Slovaquie			0,1	-6,74	2010		Personnes										
				Dépenses													
				Total cumulé	1,487	Personnes	349	23	110								
				Dépenses			629 676	101 547	720 011	35 681							
Slovénie			0,13		2010		Personnes										
				Dépenses													
				Total cumulé	0,474	Personnes	92	7	40								
				Dépenses			157 844	158 342	149 460	8 533							
Suède				2010	0,001	Personnes											
				Dépenses										573			
				Total cumulé	0,019	Personnes		2	7								
				Dépenses				7 150	6 574					5 032			
Suisse				2010	0,036	Personnes		1	1								
				Dépenses					19 320					16 988			
				Total cumulé	0,194	Personnes		35	44								
				Dépenses				119 891	19 797	3 384	51 067						
Tchécoslovaquie				2010		Personnes											
				Dépenses													
				Total cumulé	0,596	Personnes	139	3	33								
				Dépenses			438 033	8 169	149 334	684							
Turquie		0,15	7,7	535,41	2010	0,534	Personnes	150	12	21	1	48					
				Dépenses			158 439	71 355	193 177	6 756	95 108				8 790		
				Total cumulé	41,995	Personnes	4 708	1 222	2 091					2		43	54,043
				Dépenses			8 851 814	12 263 291	12 187 520	6 816 305	1 276 212		80 664		519 341		
Ukraine		1,06	3,25	48,73	2010	0,208	Personnes	48	3	2	21						
				Dépenses			55 230	26 208	13 082	4 519	109 281						
				Total cumulé	1,237	Personnes	458	25	112								5,068
				Dépenses			534 823	240 577	206 349	45 776	209 587						0,032



3

## Nombre de participants à la coopération technique par type et programme

(Nouveaux volontaires/participants/stagiaires, Unité : Personnes)

Type/Programme		Asie	Océanie	Amérique du nord et Amérique latine	Moyen-Orient et Maghreb	Afrique	Europe	Inclassifiable*	Total
Participants à une formation	Formation technique	4 245	248	1 078	636	1 555	286		8 048
	Formation pour les pays tiers	1 432	23	497	753	1 026	3		3 734
	Formation locale dans le pays	4 302	56		80	4 629			9 067
	Formation sur les prêts d'APD				2				2
	Programme d'émigration			64					64
	Programme de formation pour les émigrés japonais			124					124
	Cours de formation initiés par les gouvernements locaux	195	1	10	4	6			216
	Programme de formation des jeunes leaders	1 053	83	47	36	223	18		1 460
	Formation axée sur les pays (prêts d'APD)	178		66	68	56	46		414
	Formation relative aux prêts d'APD	309		2	6	5	24		346
	Formation axée sur les programmes (prêts d'APD)	313	9	46	83	47	5		503
	Total	12 027	420	1 934	1 668	7 547	382		23 978
Experts	Projets individuels de coopération technique (long /court terme)	102	17	56	23	72	8		278
	Experts de pays tiers (court terme)	2		48		2			52
	Formation technique à l'étranger (court terme)	33	3	6	12	12			66
	Experts envoyés pour le soutien opérationnel (long terme)			3	1		2		6
	Secours en cas de catastrophe (court terme)	49	136						185
	Experts envoyés pour l'aide sous forme de prêts (prêts d'APD) (long/court terme)	505		42	25	60			632
	Experts envoyés pour l'aide sous forme de prêts (projets individuels) (long/court terme)	264	16	30	8	8	8		334
	Formation technique à l'étranger (prêts d'APD) (court terme)	14							14
	Conseillers en formulation de projets (formulation de projets) (long /court terme)	39	4	12	12	47	1		115
	Conseillers en formulation de projets (finance) (long terme)	1				1			2
	Conseillers en formulation de projets (programme des volontaires japonais) (long /court terme)	32	17	30	11	51	1		142
	Projets de coopération technique (long /court terme)	3 327	109	412	386	980	84		5 298
	Programme de partenariat de la JICA (long /court terme)	935	35	61	9	132			1 172
Total	5 303	337	700	487	1 365	104		8 296	
Membres de missions d'étude	Formation technique de participants étrangers	2		1		6	1	1	11
	Projets de coopération technique	1 043	29	91	98	364	21	5	1 651
	Études de développement	197		75	80	169			521
	Études de développement à l'étranger	175		50	28	61	87		401
	Projets de dons	11	5			3		5	24
	JOCV	11				4		2	17
	Secours en cas de catastrophe							8	8
	Formulation de programmes	155	6	30	15	19	4	9	238
	Évaluation des projets/programmes	21						127	148
	Coopération basée sur la participation du public	12		2		4			18
	Missions de suivi	72	10	16	15	12	1	4	130
	Missions d'étude pour la programmation d'aide supplémentaire	3		1		1	1		6
	Missions d'enquête et de recherche	7				6		5	18
	Études préparatoires	1 272	28	260	237	703	25	64	2 589
	Missions d'étude pour les prêts d'APD japonaise	1 041	23	50	19	45	41	47	1 266
Total	4 022	101	576	492	1 397	181	277	7 046	
JOCV	400	140	257	73	589			1 459	
Autres volontaires	Volontaires seniors	127	51	135	31	25	6		375
	Volontaires seniors pour les communautés japonaises à l'étranger			13					13
	Volontaires des Nations unies							6	6
	Volontaires juniors pour le développement des communautés japonaises à l'étranger			39					39
	Total	127	51	187	31	25	6	6	433
<b>Total général</b>	<b>21 879</b>	<b>1 049</b>	<b>3 654</b>	<b>2 751</b>	<b>10 923</b>	<b>673</b>	<b>283</b>	<b>41 212</b>	

\* "Inclassifiable" comprend les résultats des organisations internationales qui ne peuvent être ventilés par région.

**4 Répartition régionale de la coopération technique**

Type de coopération	Nouveau/ en cours	Nombre total de personnes	Planification/ administration		Travaux/services publics				Agriculture/forêts/pêche				Mines/Industrie		Énergie	Commerce/tourisme		Ressources humaines		Santé/ soins médicaux	Protection sociale	Autres
			Planification de développement	Administration	Services publics	Transport/ Trafic	Infrastructure sociale	Communication/ diffusion	Agriculture	Industrie animale	Forêts	Pêche	Mines	Industrie		Commerce/ échanges	Tourisme	Ressources humaines	Sciences/ culture			
<b>4-1 Asie</b>																						
Participants à une formation	Nouveaux	12 027	1 015	3 091	613	498	459	148	636	182	769	94	6	165	324	296	70	741	8	2 455	398	59
	En cours	546	22	66	4	14	26	11	65	8	43	5	2	33	20	8		190	2	26		1
	Total	12 573	1 037	3 157	617	512	485	159	701	190	812	99	8	198	344	304	70	931	10	2 481	398	60
Experts	Nouveaux	5 303	348	916	328	462	351	48	351	64	252	27	7	73	253	221	34	576	43	595	256	98
	En cours	701	54	110	22	49	41	14	78	13	31	7	1	10	13	18	5	79	1	63	26	66
	Total	6 004	402	1 026	350	511	392	62	429	77	283	34	8	83	266	239	39	655	44	658	282	164
Membres de missions d'étude	Nouveaux	4 022	387	234	443	1 072	334	80	170	37	86	23	15	78	477	74	15	203	2	94	15	183
	En cours	230	19	3	35	52	34	4	23		3	10		15	17	2		2		6	2	3
	Total	4 252	406	237	478	1 124	368	84	193	37	89	33	15	93	494	76	15	205	2	100	17	186
Volontaires	Nouveaux	400		31	1		8		67	2				14			2	135	16	87	30	7
	En cours	647		53	4		13	2	92	9	2	1		17			10	244	31	123	40	6
	Total	1 047		84	5		21	2	159	11	2	1		31			12	379	47	210	70	13
Autres volontaires	Nouveaux	127		16	4	3	8	5	5	2		1		17	4	6	9	22	12	6	5	2
	En cours	248		30	10	6	11	5	17	1		3		31	7	20	5	48	16	9	24	5
	Total	375		46	14	9	19	10	22	3		4		48	11	26	14	70	28	15	29	7

**4-2 Océanie**

Participants à une formation	Nouveaux	420	6	60	36	22	71	14	34	4	2	8	1	20	18	5	13	51		49	4	2
	En cours	28		3	7	1			8	1		3		1				2		2		
	Total	448	6	63	43	23	71	14	42	5	2	11	1	21	18	5	13	53		51	4	2
Experts	Nouveaux	337	6	48	24	13	7	15	8		2	5			3			3		39	136	28
	En cours	39	5	16				2	1			1			1	1		1		1		10
	Total	376	11	64	24	13	7	17	9		2	6			4	1		4		40	136	38
Membres de missions d'étude	Nouveaux	101		1	22	19	21	3	1			2			12			10		10		
	En cours	13			4	2	6					1										
	Total	114		1	26	21	27	3	1			1	2		12			10		10		
Volontaires	Nouveaux	140		15	1		1		10	1	1	1		8			2	69	4	22	5	
	En cours	207		20	1		3	1	28	1		2		10			4	84	7	37	5	4
	Total	347		35	2		4	1	38	2	1	3		18			6	153	11	59	10	4
Autres volontaires	Nouveaux	51		7	3	1	2	4	2			3		5			2	13	2	6	1	
	En cours	77		13	5	2	7	3	5	2		8		8	2	3	2	9		8		
	Total	128		20	8	3	9	7	7	2		11		13	2	3	4	22	2	14	1	

**4-3 Amérique du Nord et Amérique latine**

Participants à une formation	Nouveaux	1 934	123	350	140	50	110	36	214	11	48	44	2	36	62	175	47	210	4	182	40	50
	En cours	156	3	19	1	9	9		12	1		2		13	1	28		40	6	11		1
	Total	2 090	126	369	141	59	119	36	226	12	48	46	2	49	63	203	47	250	10	193	40	51
Experts	Nouveaux	700	25	114	93	53	38	1	58	8	40	16		4	16	31	39	20	4	84	13	43
	En cours	171	21	8	5	1	4	4	37	6	3	5	1	4	1	10	1	12		18	7	23
	Total	871	46	122	98	54	42	5	95	14	43	21	1	8	17	41	40	32	4	102	20	66
Membres de missions d'étude	Nouveaux	576	34	24	84	60	73		61	1	15	30	22	17	44	9	54	1		26	1	20
	En cours	43			10	2	2		18				5				6					
	Total	619	34	24	94	62	75		79	1	15	35	22	17	44	9	60	1		26	1	20
Volontaires	Nouveaux	257		34	1		1		46	1	2			5			3	79	19	50	10	6
	En cours	497	1	47	3		5		86	5	1			9			7	140	32	130	25	6
	Total	754	1	81	4		6		132	6	3			14			10	219	51	180	35	12
Autres volontaires	Nouveaux	187		15	6	1	10		15	2	2	6	1	15	1	16	2	65	6	12	9	3
	En cours	336		21	12	2	8	4	30	3	2	2		38		38	2	99	21	17	28	9
	Total	523		36	18	3	18	4	45	5	4	8	1	53	1	54	4	164	27	29	37	12

Type de coopération	Nouveau/en cours	Nombre total de personnes	Planification/administration		Travaux/services publics				Agriculture/forêts/pêche				Mines/Industrie		Énergie	Commerce/tourisme		Ressources humaines		Santé/soins médicaux	Protection sociale	Autres
			Planification de développement	Administration	Services publics	Transport/Trafic	Infrastructure sociale	Communications/diffusion	Agriculture	Industrie animale	Forêts	Pêche	Mines	Industrie		Commerce/échanges	Tourisme	Ressources humaines	Sciences/culture			
<b>4-4 Moyen-Orient et Maghreb</b>																						
Participants à une formation	Nouveaux	1 668	19	285	154	59	59	59	343	10	5	17		52	281	46	31	81	6	111	49	1
	En cours	125	1	17	38	1	11		14	1		10		18		5		3	2	4		
	Total	1 793	20	302	192	60	70	59	357	11	5	27		70	281	51	31	84	8	115	49	1
Experts	Nouveaux	487	5	74	22		42	2	69		16	7		14	7	17	4	121	26	45	1	15
	En cours	100	5	11	6	1	3		10			1		3		2	5	15	5	13	3	17
	Total	587	10	85	28	1	45	2	79		16	8		17	7	19	9	136	31	58	4	32
Membres de missions d'étude	Nouveaux	492	13	22	18	162	37	10	88					1	95	9		13		8	4	12
	En cours	35	4	1	1	14	7		3											4	1	
	Total	527	17	23	19	176	44	10	91					1	95	9		13		12	5	12
Volontaires	Nouveaux	73		6					9					1				25	10	5	15	2
	En cours	165		6			3		10		2			7				57	22	29	27	2
	Total	238		12			3		19		2			8				82	32	34	42	4
Autres volontaires	Nouveaux	31		3			3	2	2					6		2		5	4	3	1	
	En cours	84		5	2		4	4	2	1		1		16		9	1	21	7	2	9	
	Total	115		8	2		7	6	4	1		1		22		11	1	26	11	5	10	

<b>4-5 Afrique</b>																						
Participants à une formation	Nouveaux	7 547	131	2 637	398	138	97	14	350	24	59	107	9	76	61	97	61	2 313		942	31	2
	En cours	178	5	29			4		77	11	2	8		5			1	25		10		1
	Total	7 725	136	2 666	398	138	101	14	427	35	61	115	9	81	61	97	62	2 338		952	31	3
Experts	Nouveaux	1 365	30	147	112	69	94		237	3	53	42	2	3	57	22		196		221	13	64
	En cours	324	23	19	7	6	10		74		7	5		1	3	5		66		54	2	42
	Total	1 689	53	166	119	75	104		311	3	60	47	2	4	60	27		262		275	15	106
Membres de missions d'étude	Nouveaux	1 397	69	21	150	232	231	2	130		13	10	11	20	160	31	1	141		96	11	68
	En cours	109	4		5	28	18		23		6	6		5				5		3	6	
	Total	1 506	73	21	155	260	249	2	153		19	16	11	20	165	31	1	146		99	17	68
Volontaires	Nouveaux	589	2	48	1		12	1	132	6	2	2		27		1	2	210	24	90	27	2
	En cours	993	3	77	5	2	14	4	242	15	7	6		45			4	314	41	166	34	14
	Total	1 582	5	125	6	2	26	5	374	21	9	8		72		1	6	524	65	256	61	16
Autres volontaires	Nouveaux	25		2	2		1	1	2			1		3		2		8		1	1	1
	En cours	46		6	2	2	2	5	4	1			1	12	1	1		8		1		
	Total	71		8	4	2	3	6	6	1		1	1	15	1	3		16		2	1	1

<b>4-6 Europe</b>																						
Participants à une formation	Nouveaux	382	9	71	33	39	10	6	47	2	23	3	2	5	26	14	16	52		22	2	
	En cours	34	9	4	2		2		3	1				6		3		2	2			
	Total	416	18	75	35	39	12	6	50	3	23	3	2	11	26	17	16	54	2	22	2	
Experts	Nouveaux	104			1	6	58		2		1	6				6	2	17			1	4
	En cours	17	3				4		2							2		3				3
	Total	121	3		1	6	62		4		1	6				8	2	20			1	7
Membres de missions d'étude	Nouveaux	181	2	10		50	7	1	1		1		12	1	75	7	1	5				8
	En cours	2				2																
	Total	183	2	10		52	7	1	1		1		12	1	75	7	1	5				8
Autres volontaires	Nouveaux	6															1	2	2	1		
	En cours	1																1				
	Total	7															1	3	2	1		

<b>4-7 International</b>																						
Membres de missions d'étude	Nouveaux	277		21	3	4	2						4		49			4	21		8	161
	En cours	13													9							4
	Total	290		21	3	4	2						4		58			4	21		8	165

<b>4-8 Organisations internationales</b>																						
Autres volontaires	Nouveaux	6																				6
	En cours	22		6		1			1									1	1	2	1	9
	Total	28		6		1			1									1	1	2	1	15

5 Répartition sectorielle de la coopération technique		(Unité : 100 millions JPY, %)									
Secteur	Type de coopération	Nouveaux			En cours			Total			
		Nombre	Montant	Taux	Nombre	Montant	Taux	Nombre	Montant	Taux	
Planification/ administration	Planification du développement	2	1,70	4	16	21,57	6	18	23,27	6	
	Administration	22	5,80	15	109	54,17	16	131	59,97	15	
Travaux publics/ services	Services publics	5	2,13	5	27	16,22	5	32	18,35	5	
	Transport/trafic	5	1,40	4	32	17,35	5	37	18,76	5	
	Infrastructure sociale	11	2,45	6	32	26,78	8	43	29,23	8	
	Communications/diffusion	2	0,03		8	4,27	1	10	4,30	1	
Agriculture/ forêts/pêche	Agriculture	20	4,98	13	87	48,11	14	107	53,09	14	
	Industrie animalière	2	0,12		12	5,44	2	14	5,56	1	
	Forêts	9	1,46	4	22	14,20	4	31	15,67	4	
	Pêche	5	1,93	5	16	6,34	2	21	8,28	2	
Mines/ industrie	Mines										
	Industrie	2	0,95	2	11	3,54	1	13	4,48	1	
Énergie		5	2,24	6	6	3,90	1	11	6,14	2	
Commerce/ tourisme	Commerce/échanges	4	1,71	4	25	9,54	3	29	11,25	3	
	Tourisme				5	2,49	1	5	2,49	1	
Ressources humaines		15	6,92	17	77	63,66	18	92	70,58	18	
Santé/soins médicaux		23	5,65	14	91	44,05	13	114	49,70	13	
Protection sociale		3	0,08		20	6,61	2	23	6,69	2	
Autres					1	0,42		1	0,42		
<b>Total</b>		<b>135</b>	<b>39,55</b>	<b>100</b>	<b>597</b>	<b>348,66</b>	<b>100</b>	<b>732</b>	<b>388,22</b>	<b>100</b>	

Note: Les projets dont les procès-verbaux des discussions ont été signés durant l'exercice 2010 sont classés comme « Nouveau » et les projets dont les procès-verbaux des discussions ont été signés durant l'exercice 2009 ou avant sont classés dans la catégorie « En cours ».

Projets de coopération technique (hors projets de sciences et de technologies, projets de la coopération technique pour la planification du développement, et coopération technique pour la planification du développement mise en œuvre via des budgets confiés).

Versements : Montants décaissés lors de l'exercice 2010 (notamment dans le budget de l'exercice en cours et les montants reportés).

Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

## 6 Répartition sectorielle des dons (Unité : 100 millions JPY, %)

Secteur	Exercice 2010			
	Nombre	Total *	%	
Planification/ administration	Environnement	3	10,06	1,0
Travaux publics/ services	Approvisionnement en eau	14	103,64	47,2
	Assainissement	2	38,73	
	Santé urbaine	1	37,00	
	Transports généraux	12	58,22	
	Routes	13	124,06	
	Transports terrestres	1	13,30	
	Ports	1	11,75	
	Aviation/aéroports	3	15,33	
	Transports urbains	2	2,86	
	Infrastructure	1	11,37	
	Rivières et lutte contre l'érosion du littoral	1	5,86	
	Développement des ressources hydriques	8	48,64	
	Diffusion	2	13,05	
	<b>Total</b>	<b>61</b>	<b>483,81</b>	
Agriculture/ forêts/pêche	Ingénierie agricole	2	23,89	11,0
	Aide à l'augmentation de la production alimentaire	2	13,17	
	Protection des forêts	9	27,75	
	Pêche	2	8,34	
	<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>26,39</b>	
	<b>Total</b>	<b>18</b>	<b>99,54</b>	
Mines/Industrie	manufacturière	0	0	0,0
Énergie	Électricité	3	79,54	9,2
	Énergies renouvelables/nouvelles	3	14,20	
	<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>93,74</b>	
Ressources humaines	Éducation	21	100,76	14,2
	Éducation de base	2	12,64	
	Enseignement supérieur	6	6,29	
	Enseignement professionnel	2	19,18	
	Culture	12	6,13	
	<b>Total</b>	<b>43</b>	<b>145,00</b>	
Santé/soins médicaux	Santé et soins médicaux	18	111,97	10,9
Protection sociale	Protection sociale	1	16,82	4,3
	Aide alimentaire	4	26,90	
	<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>43,72</b>	
Autres	Autres	9	36,31	3,5
<b>Total</b>		<b>163</b>	<b>1024,15</b>	<b>100,0</b>

Note : Projets en cours mis en œuvre et gérés par la JICA.

\* Plafonds des dons pour les projets qui ont fait l'objet d'un accord de dons. Pour les projets qui s'étendent sur plusieurs exercices, l'année de la signature de l'accord de dons est considérée comme la première année, et les plafonds des exercices suivants sont indiqués par exercice.

## 7 Aperçu des prêts d'APD (données des cinq derniers exercices)

(Unité : 100 millions JPY, %)

		Exercice 2006			Exercice 2007			Exercice 2008			Exercice 2009			Exercice 2010				
		Nombre	Total	%	Nombre	Total	%	Nombre	Total	%	Nombre	Total	%	Nombre	Total	%		
Prêts d'APD	Engagements	Asie	61	6 440	84,3	40	6 259	69,5	37	7 025	75,6	43	6 472	66,9	26	4 087	75,8	
		Océanie				1	46	0,5				1	83	0,9				
		Amérique du Nord et Amérique latine	1	60	0,8	1	194	2,1	4	166	1,8	3	293	3,0	3	302	5,6	
		Moyen-Orient et Maghreb	9	743	9,7	12	2 147	23,8	7	1 181	12,7	7	1 552	16,0				
		Afrique	5	279	3,6	4	367	4,1	3	121	1,3	5	463	4,8	7	579	10,7	
		Europe								2	481	5,2	3	813	8,4		421	7,8
		Organisations internationales, etc.	1	115	1,5				1	321	3,5							
		Autres																
		Total	77	7 637	100,0	58	9 012	100,0	54	9 294	100,0	62	9 676	100,0	36	5 389	100,0	
			Versements		6 067			6 839			7 143			7 450			6 777	
	Remboursements		6 186			6 601			6 798			6 417			6 803			
	Montants non remboursés		113 748			113 837			113 828			114 809			114 792			
Financement des investissements du secteur privé	Engagements		-		-	-		-	-		-	-		-	-			
	Versements		1			0			3			1						
	Montants recouvrés		88			200			8			327			6			
	Montants non remboursés		1 437			1 380			1 372			1 279			1 272			

Note : Dans le présent rapport, les prêts d'APD ventilés par régions antérieurs à l'exercice 2007 pour l'Algérie, l'Égypte, la Libye, le Maroc et la Tunisie sont inclus dans les chiffres pour l'Afrique (nord du Sahara), tandis que ceux de la Turquie apparaissent dans le Moyen-Orient. C'est pourquoi certains chiffres ne correspondent pas aux chiffres par régions antérieurs à l'exercice 2007 indiqués dans ce tableau. Le nombre total des engagements de prêts d'APD pour les exercices 2007, 2008 et 2010 ne comprend pas les engagements de prêts supplémentaires pour un projet, mais les montants totaux comprennent ces engagements qui se chiffrent à 17 100 millions JPY pour l'exercice 2007, 10 500 millions JPY pour l'exercice 2008 et 42 100 millions JPY pour l'exercice 2010. Les remboursements avancés (les montants supplémentaires et non prévus remboursés durant l'exercice pour alléger les remboursements du ou des exercices suivants) pour chaque année correspondent aux montants suivants : Exercice 2006 : 70 500 millions JPY ; Exercice 2007 : 74 600 millions JPY ; Exercice 2008 : 67 200 millions JPY ; Exercice 2009 : 3 600 millions JPY ; Exercice 2010 : 71 500 millions JPY. Les données pour les exercices 2008 et suivants montrent les emprunts gérés et elles ont été calculées en utilisant une méthode différente de celle utilisée pour les montants calculés avec les normes comptables pour les organismes administratifs constitués en société.

## 8 Répartition sectorielle des prêts d'APD

(Unité : 100 millions JPY, %)

Secteur		Exercice 2009			Exercice 2010			Accumulés				
		Nombre	Total	%	Nombre	Total	%	Nombre	Total	%		
Gaz et électricité	Barrages multi-objectifs							61	2 738	1,0		
	Centrales électriques	8	1 551	16,0	3	842	15,6	373	42 274	15,6		
	Lignes de transmission et systèmes de distribution	3	419	4,3	5	598	11,1	154	11 934	4,4		
	Gaz							16	2 648	1,0		
	Autres							13	608	0,2		
	Sous-total	11	1 970	20,4	8	1 441	26,7	617	60 202	22,3		
Transports	Routes	9	685	7,1	8	1 269	23,5	278	24 607	9,1		
	Ponts	2	57	0,6	2	340	6,3	67	4 643	1,7		
	Voies ferrées	7	2 562	26,5	2	603	11,2	220	29 190	10,8		
	Aéroports	1	126	1,3				71	8 821	3,3		
	Ports	1	72	0,7				136	9 749	3,6		
	Transports maritimes							47	2 211	0,8		
	Autres	1	304	3,1				18	1 354	0,5		
	Sous-total	21	3 805	39,3	12	2 213	41,1	837	80 576	29,8		
Télécommunications	Télécommunications							175	9 092	3,4		
	Diffusion							24	1 009	0,4		
	Autres							1	19	0,0		
	Sous-total							200	10 119	3,7		
Irrigation et lutte contre les inondations	Sous-total	1	31	0,3	1	132	2,4	237	13 885	5,1		
Agriculture, forêts et pêche	Agriculture	1	146	1,5	1	50	0,9	93	6 190	2,3		
	Forêts	1	54	0,6	1	88	1,6	37	3 124	1,2		
	Pêche							19	454	0,2		
	Élevage											
	Sous-total	2	200	2,1	2	138	2,6	149	9 769	3,6		
Mines et industrie manufacturière	Mines							55	1 921	0,7		
	Industrie manufacturière	3	231	2,4	1	50	0,9	174	16 153	6,0		
	Autres							3	70	0,0		
	Sous-total	3	231	2,4	1	50	0,9	232	18 144	6,7		
Services sociaux	Approvisionnement en eau, égouts et assainissement	12	1 810	18,7	5	693	12,9	260	24 642	9,1		
	Éducation							77	4 756	1,8		
	Santé publique et médecine							29	1 178	0,4		
	Tourisme							17	1 214	0,4		
	Infrastructures communautaires rurales/urbaines	2	322	3,3				49	4 214	1,6		
	Renforcement de la gestion administrative							16	660	0,2		
	Protection environnementale multisecteurs							43	2 810	1,0		
	Autres							5	801	0,3		
	Sous-total	14	2 132	22,0	5	693	12,9	496	40 275	14,9		
	Prêts de soutien à la balance des paiements	Sous-total	10	1 308	13,5	6	624	11,6	272	36 262	13,4	
Autres	Sous-total				1	99	1,8	15	1 282	0,5		
Grand total				62	9 676	100,0	36	5 389	100,0	3 055	270 514	100,0
Rééchelonnement				2	45		3	219		208	21 101	

Note : Il n'y a eu aucun engagement pour le financement des investissements du secteur privé lors des exercices 2009 et 2010.

Pour l'exercice 2010, le nombre total des engagements de prêts d'APD pour un projet ne comprend pas les engagements de prêts supplémentaires, mais le montant total comprend ces engagements qui se chiffrent à 42 100 millions JPY.

Région/Pays			Engagements		Versements	Remboursements	Montants non remboursés	Accumulés	
			Nombre	Total	Total	Total	Total	Nombre	Total
Asie	Asie du Sud-Est	Cambodge			1,5	0,2	10,8	11	31,1
		Indonésie	5	107,8	121,0	125,7	2 170,5	668	4 548,7
		Laos			1,3	0,2	12,6	8	18,9
		Malaisie			10,0	17,1	276,8	74	917,1
		Myanmar					273,5	67	410,0
		Philippines	2	50,8	24,0	68,4	965,2	274	2 199,2
		Singapour						2	1,2
		Thaïlande	2	23,9	13,9	32,1	492,3	242	2 164,4
		Vietnam	6	86,6	92,1	26,6	833,7	147	1 592,7
	Sous-total	15	269,1	263,8	270,2	5 035,4	1 493	11 883,2	
	Asie de l'Est	Chine			56,8	106,4	1 782,9	369	3 359,7
		Corée du Sud				3,4	6,2	92	596,2
		Mongolie	1	5,0	1,0	1,6	33,3	12	75,8
		Autres						5	12,5
		Sous-total	1	5,0	57,8	111,4	1 822,3	478	4 044,3
	Asie du Sud	Afghanistan						1	0,7
		Bangladesh			8,6	9,8	162,1	84	714,1
		Bhoutan			1,6		2,6	1	3,6
		Inde	4	48,0	123,8	64,7	1 366,6	221	3 164,8
		Maldives			1,3		2,5	1	2,7
		Népal			0,0	0,9	13,8	9	63,5
		Pakistan	2	19,7	12,8	3,5	562,0	82	793,5
		Sri Lanka	2	33,1	24,9	19,1	353,7	117	798,4
		Sous-total	8	100,8	173,1	98,0	2 463,2	516	5 541,4
	Asie centrale et Caucase	Arménie			3,9	0,3	30,9	2	31,8
		Azerbaïdjan			7,7	1,3	43,9	4	101,2
		Géorgie			0,2	0,3	4,8	2	23,1
		Kazakhstan	1	6,4	2,3	2,8	76,5	6	95,1
		Kirghizstan				0,0	27,8	6	25,7
		Ouzbékistan	1	27,4	1,0	2,5	60,6	9	125,0
Turkménistan					0,2	3,7	1	4,5	
Sous-total	2	33,8	15,0	7,4	248,2	30	406,3		
Total		26	408,7	509,7	486,9	9 569,2	2 517	21 875,3	
Océanie	Fidji				0,1	1,5	1	2,3	
	Papouasie-Nouvelle-Guinée			0,0	1,8	20,8	15	70,4	
	Samoa			0,6		0,7	1	4,6	
	Total			0,6	1,9	23,0	17	77,3	
Amérique du Nord et Amérique latine	Amérique Centrale et Caraïbes	Costa Rica			3,7	1,4	17,8	5	59,4
		Guatemala			1,5	0,9	17,0	5	26,8
		Honduras						6	34,8
		Jamaïque			1,1	2,0	14,5	9	53,4
		Mexique				5,1	36,7	9	205,4
		Nicaragua						3	21,1
		Panama			9,4	0,7	17,7	2	32,3
		République dominicaine				1,2	9,5	4	31,6
		Salvador			0,0	1,8	26,2	5	39,2
	Sous-total			15,6	13,1	139,4	48	504,0	
	Amérique du Sud	Argentine					4,7	1	8,2
		Bolivie						7	47,0
		Brésil	2	25,4	19,2	8,2	113,7	18	281,3
		Chili						3	24,4
		Colombie				3,4	0,7	4	46,6
		Équateur				2,1	13,7	7	63,8
		Paraguay	1	4,8	0,2	4,0	36,0	16	136,9
		Pérou			13,5	82,4	116,1	39	373,4
		Uruguay				0,2	0,8	1	7,2
		Sous-total	3	30,2	32,8	100,3	285,7	96	988,7
Total			3	30,2	48,5	113,4	425,1	144	1 492,7
Moyen-Orient et Maghreb	Algérie			0,9		1,5	8	13,9	
	Égypte			5,7	16,4	292,5	49	501,6	
	Irak			14,9		19,3	15	364,6	
	Iran				2,5	21,6	2	46,1	
	Jordanie			0,2	9,6	113,4	17	190,5	
	Liban			0,4	0,7	5,3	1	13,0	
	Maroc			9,6	4,8	111,8	31	246,8	
	Syrie				7,0	51,6	4	138,6	
	Tunisie			8,9	7,4	82,5	36	224,0	
	Yémen				0,2	24,1	5	49,3	
	Total			40,5	48,6	723,5	168	1 788,5	

Région/Pays		Engagements		Versements	Remboursements	Montants non remboursés	Accumulés	
		Nombre	Total	Total	Total	Total	Nombre	Total
Afrique	Afrique du Sud				0,1	1,0	3	14,1
	Bénin						1	3,8
	Botswana				0,5	3,9	4	13,2
	Burundi						2	3,3
	Cameroun	1	2,9	0,5		0,5	4	17,1
	Cap-Vert			0,6		0,8	1	4,5
	Côte d'Ivoire				0,3	20,2	2	12,2
	Éthiopie						2	3,7
	Ghana						17	125,1
	Guinée					5,1	4	16,0
	Kenya	2	25,6	1,3	6,5	101,3	35	266,1
	Liberia						1	4,0
	Madagascar						5	10,7
	Malawi						8	33,1
	Mali						2	8,7
	Maurice	1	7,0	0,0	0,3	3,6	4	16,1
	Mauritanie						3	11,1
	Mozambique				0,5		2	9,3
	Namibie				2,9		1	10,1
	Niger						1	3,2
	Nigeria						3	55,1
	Ouganda	1	9,2	0,4		1,7	5	27,7
	République centrafricaine						1	0,6
	République démocratique du Congo					0,0	2	35,6
	Rwanda						3	4,6
	Sénégal				0,1		4	15,5
	Sierra Leone						1	2,0
	Somalie						2	6,5
	Soudan						4	10,5
	Swaziland					0,1	1	4,4
	Tanzanie	2	13,2	1,1		10,6	15	46,6
	Togo						3	9,3
	Zambie				0,2		7	43,6
Zimbabwe						6	38,1	
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>57,9</b>	<b>7,5</b>	<b>7,9</b>	<b>288,4</b>	<b>159</b>	<b>885,5</b>	
Europe	Albanie			0,1	0,3	5,3	4	18,1
	Bosnie-Herzégovine			0,0	0,1	3,8	2	16,7
	Bulgarie			0,1	1,0	29,5	6	77,0
	Hongrie						1	4,9
	Macédoine (ARYM)			2,0	0,3	8,5	1	9,7
	Pologne					1,2	1	21,4
	Roumanie			9,6	1,5	55,2	5	118,2
	Slovaquie				0,6	7,9	1	11,1
	Turquie		42,1	54,0	16,7	280,3	26	592,2
	Ukraine			5,1		11,2	1	19,1
<b>Total</b>		<b>42,1</b>	<b>71,0</b>	<b>21,6</b>	<b>406,3</b>	<b>48</b>	<b>888,5</b>	
Organisations internationales, etc. Total						2	43,6	
<b>Total général</b>	<b>36</b>	<b>538,9</b>	<b>677,7</b>	<b>680,3</b>	<b>11 479,2</b>	<b>3 055</b>	<b>27 051,4</b>	

Note : Pour l'exercice 2010, le nombre total d'engagements de prêts d'APD pour un projet ne comprend pas les engagements de prêts supplémentaires, mais le montant total comprend ces engagements qui se chiffrent à 42,1 milliards JPY.

Les données sur les montants non remboursés montrent les emprunts gérés et elles ont été calculées en utilisant une méthode différente de celle utilisée pour les montants calculés avec les normes comptables pour les organismes administratifs constitués en société.

10-1 Rééchelonnement de la dette basé sur les accords du Club de Paris (exercice 2010) (Unité : 1 million JPY)			
Pays	Date de l'accord du Club de Paris	Date de signature par la JICA de l'accord de rééchelonnement	Montant rééchelonné
Côte d'Ivoire	15.05.2009	09.06.2010	11 496
Liberia	17.04.2008	01.07.2010	10 410
<b>Total</b>			<b>21 907</b>

Note : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

10-2 Annulation de la dette (exercice 2010) (Unité : 1 million JPY)	
Pays	Montant annulé
Liberia	10 410
<b>Total</b>	<b>10 410</b>

## 11-1 Principaux contractants des projets de prêts d'APD (exercice 2010/biens et services)

Pays	Nom du projet	Date de l'accord de prêt	Montant du contrat (millions de JPY)	Entreprises
Cambodge	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU ÉNERGÉTIQUE DU GRAND MÉKONG	2007.03.26	1 719	DOOSAN HEAVY INDUSTRIES & CONSTRUCTION CO., LTD. (Corée du Sud) / DOOSAN ENGINEERING & CONSTRUCTION CO., LTD. (Corée du Sud)
Cambodge	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU À NIROTH	2009.03.25	3 269	MOYA DAYEN LIMITED (Singapour)
Indonésie	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA VOIE D'ACCÈS DE TANJUNG PRIOK (II)	2006.03.29	6 526	SUMITOMO MITSUI CONSTRUCTION CO., LTD. (Japon) / PT. HUTAMA KARYA (Indonésie)
Indonésie	PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE HYDROÉLECTRIQUE À PEUSANGAN	2007.03.29	12 954	HYUNDAI ENGINEERING & CONSTRUCTION CO., LTD. (Corée du Sud) / PT. PEMBANGUNAN PERUMAHAN (Indonésie)
Indonésie	PROJET DE DÉVELOPPEMENT D'INFRASTRUCTURES NATIONALES DE DONNÉES GÉOSPATIALES	2007.03.29	2 155	NTT DATA CORPORATION (Japon) / ITOCHU CORPORATION (Japon)
Indonésie	PROJET DE DÉVELOPPEMENT D'INFRASTRUCTURES NATIONALES DE DONNÉES GÉOSPATIALES	2007.03.29	2 454	PASCO CORPORATION (Japon)
Indonésie	PROJET DE RÉHABILITATION DE L'IRRIGATION PARTICIPATIVE ET D'AMÉLIORATION DE LA GESTION	2008.03.28	1 082	PT PEMBANGUNAN PERUMAHAN (Indonésie) / PT. WIJAYA KARYA (Indonésie)
Indonésie	PROJET DE RÉHABILITATION DE L'IRRIGATION PARTICIPATIVE ET D'AMÉLIORATION DE LA GESTION	2008.03.28	1 080	PT ADHI KARYA (Indonésie) / PT. WASKITA KARYA (Indonésie)
Malaisie	PROJET DE TRANSFERT D'EAU BRUTE DE PAHANG-SELANGOR	2005.03.31	8 539	LOH & LOH CONSTRUCTIONS SDN. BHD (Malaisie) / GEORGE KENT (Malaisie) BERHAD (Malaisie) / HAZAMA CORPORATION (Japon)
Malaisie	PROJET DE TRANSFERT D'EAU BRUTE DE PAHANG-SELANGOR	2005.03.31	7 005	IJM CONSTRUCTION SDN. BHD (Malaisie) / JAKS SDN. BHD. (Malaisie)
Philippines	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES NOUVEAUX SYSTÈMES CNS/ATM	2002.03.28	8 689	SUMITOMO CORPORATION (Japon) / THALES AUSTRALIA LTD. (Australie)
Philippines	PROJET URGENT D'ATTÉNUATION DES DANGERS DE PINATUBO (PHASE III)	2007.12.18	3 270	CHINA INTERNATIONAL WATER AND ELECTRIC CORPORATION (Chine)
Thaïlande	SEPTIÈME PROJET D'AMÉLIORATION DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU À BANGKOK (II)	2000.09.22	2 054	ITALIAN-THAI DEVELOPMENT PUBLIC COMPANY LIMITED (Thaïlande)
Vietnam	PROJET DU CENTRE POUR LA TÉLÉVISION DU VIETNAM	2000.03.29	2 651	HITACHI PLANT TECHNOLOGIES, LTD. (Japon)
Vietnam	PROJET DE CENTRALE THERMIQUE 0 MON ET DE RÉSEAU T/M DANS LE DELTA DU MÉKONG (I)	2001.03.30	1 284	TBEA HENGYANG TRANSFORMER CO. LTD (Chine)
Vietnam	PROJET DE RÉHABILITATION DU PONT NO.1 DE LA ROUTE NATIONALE TROIS	2003.03.31	2 047	DAT PHUONG JOINT-STOCK COMPANY (Vietnam) / TRANSPORTATION IMPORT EXPORT AND CONSTRUCTION JOINT-STOCK CO (Vietnam) / CHAU THOI CONCRETE JOINT-STOCK COMPANY NO. 620 (Vietnam)
Vietnam	PROJET D'AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ DES PONTS DE LA VOIE FERRÉE TRANSNATIONALE HANOI-HO CHI MINH VILLE	2004.03.31	1 994	MITSUI ENGINEERING & SHIPBUILDING CO., LTD. (Japon) / NISSAN RINKAI CONSTRUCTION CO., LTD. (Japon) / CIVIL ENGINEERING CONSTRUCTION CORPORATION NO. 1 (Vietnam)
Vietnam	PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE THERMIQUE À NGHI SON (I)	2007.03.30	91 898	MARUBENI CORPORATION (Japon)
Vietnam	PROJET D'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT HYDRIQUE DANS LA PROVINCE DU SUD DE BINH DUONG	2007.03.30	6 882	KOLON ENGINEERING & CONSTRUCTION CO., LTD (Corée du Sud)
Vietnam	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA ROUTE PÉRIPHÉRIQUE NO.3 À HANOI	2008.03.31	6 876	THANG LONG CONSTRUCTION CORPORATION (Vietnam) / CIVIL ENGINEERING CONSTRUCTION CORPORATION NO. 8 (Vietnam) / CIVIL ENGINEERING CONSTRUCTION CORPORATION NO. 4 (Vietnam)
Vietnam	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA ROUTE PÉRIPHÉRIQUE NO.3 À HANOI	2008.03.31	6 941	SAMWHAN CORPORATION (Corée du Sud) / CIVIL ENGINEERING CONSTRUCTION CORPORATION NO. 4 (Vietnam)
Vietnam	2 <sup>nd</sup> PROJET DE DRAINAGE POUR L'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT À HANOI (I)	2009.03.31	1 284	THANG LONG CONSTRUCTION CORPORATION (Vietnam) / CIVIL ENGINEERING CONSTRUCTION CORPORATION NO. 8 (Vietnam) / CONSTRUCTION COMPANY 319 (Vietnam) / 68 TRADING CONSTRUCTION AND SERVICE JSC (Vietnam)
Vietnam	2 <sup>nd</sup> PROJET DE DRAINAGE POUR L'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT À HANOI (II)	2009.03.31	2 269	SONG HONG JOINT STOCK CORPORATION (Vietnam)
Vietnam	2 <sup>nd</sup> PROJET DE DRAINAGE POUR L'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT À HANOI (II)	2009.03.31	1 034	KANEMATSU CORPORATION (Japon)
Chine	PROJET DE LUTTE CONTRE LES INONDATIONS URBAINES AU HUNAN	2000.03.28	1 957	TIANJIN MACHINERY & ELECTRIC EQUIPMENT IMPORT & EXPORT CO., LTD. (Chine)
Chine	PROJET D'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT ATMOSPHÉRIQUE DE BAOTOU	2005.03.30	1 805	BEIJING BRIL SANYOU TECHNOLOGY DEVELOPMENT CO., LTD. (Chine)
Chine	PROJET D'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT ATMOSPHÉRIQUE DE NANYANG	2007.12.21	1 096	HENAN HAORUI GENERAL ENGINEERING CO., LTD. (Chine)
Chine	PROJET D'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT ATMOSPHÉRIQUE DE LANZHOU	2007.12.21	1 230	JIANGSU SAINTY MACHINERY IMPORT & EXPORT CORP.LTD. (Chine)
Bangladesh	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU À KARNAPHULI	2006.06.29	1 810	KOLON ENGINEERING & CONSTRUCTION CO.,LTD (Corée du Sud)
Bangladesh	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE CENTRALE ÉLECTRIQUE À NEW HARIPUR	2007.12.11	31 358	MARUBENI CORPORATION (Japon)
Inde	PROJET D'ASSAINISSEMENT ET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU À BANGALORE (II-1)	2005.03.31	4 969	DEGREMONT SA (France) / DEGREMONT LTD. (Inde)
Inde	PROJET D'ASSAINISSEMENT ET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU À BANGALORE (II-1)	2005.03.31	4 690	SAI SUDHIR INFRASTRUCTURES LTD. (Inde) / IVRCL INFRASTRUCTURES AND PROJECTS LTD. (Inde)
Inde	PROJET D'ASSAINISSEMENT ET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU À BANGALORE (II-1)	2005.03.31	8 811	KIRLOSKAR BROTHERS LTD. (Inde) / SUBHASH PROJECTS AND MARKETING LTD. (Inde)
Inde	PROJET D'AMÉLIORATION DE LA GESTION DES DÉCHETS SOLIDES À KOLKATA	2006.03.31	1 251	SMS INFRASTRUCTURE LTD. (Inde)
Inde	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU À AGRA	2007.03.30	1 369	NAGARJUNA CONSTRUCTION CO. LTD. (Inde)
Inde	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU À AGRA	2007.03.30	2 949	TRIVENI ENGINEERING & INDUSTRIES LTD. (Inde)
Inde	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ATTÉNUATION DE LA FLUOROSE À HOGENAKKAL	2008.03.10	5 749	(Inde) / IVRCL INFRASTRUCTURES AND PROJECTS LTD. (Inde)
Inde	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ATTÉNUATION DE LA FLUOROSE À HOGENAKKAL	2008.03.10	2 971	LARSEN & TOUBRO LTD. (Inde)
Inde	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ATTÉNUATION DE LA FLUOROSE À HOGENAKKAL	2008.03.10	6 643	LARSEN & TOUBRO LTD. (Inde)
Inde	PROJET DE MÉTRO À CHENNAI	2008.11.21	27 390	ALSTOM TRANSPORT S.A. (France) / ALSTOM PROJECTS INDIA LTD. (Inde)



Pays	Nom du projet	Date de l'accord de prêt	Montant du contrat (millions de JPY)	Entreprises
Inde	PROJET DE MÉTRO À CHENNAI	2008.11.21	16 691	LARSEN & TOUBRO LTD. (Inde) / SHANGHAI URBAN CONSTRUCTION (GROUP) CORPORATION (Chine)
Inde	PROJET DE MÉTRO À CHENNAI	2008.11.21	18 603	TRANSTONNELSTROY LTD. (Russie) / AFCONS INFRASTRUCTURE LTD. (Inde)
Inde	PROJET DE MÉTRO À CHENNAI	2008.11.21	28 272	TRANSTONNELSTROY LTD. (Russie) / AFCONS INFRASTRUCTURE LTD. (Inde)
Inde	PROJET DE MÉTRO À CHENNAI	2008.11.21	8 261	ALSTOM TRANSPORT SA (France) / LARSEN & TOUBRO LTD. (Inde) / ALSTOM PROJECTS INDIA LTD. (Inde)
Inde	PROJET DE MÉTRO À CHENNAI	2008.11.21	16 429	GAMMON INDIA LTD. (Inde) / OJSC MOSMETROSTROY (Russie)
Inde	PROJET DE MÉTRO À CHENNAI	2008.11.21	17 847	GAMMON INDIA LTD. (Inde) / OJSC MOSMETROSTROY (Russie)
Inde	PROJET DE ROUTE PÉRIPHÉRIQUE EXTÉRIEURE À HYDERABAD (PHASE 2)	2008.11.21	4 141	UNITED GULF CONSTRUCTION CO. W.L.L (Koweït)
Inde	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU À GUWAHATI	2009.03.31	1 634	JINDAL SAW LTD. (Inde)
Inde	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU À GUWAHATI	2009.03.31	1 669	ELECTROSTEEL CASTINGS LTD. (Inde)
Inde	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU À GUWAHATI	2009.03.31	3 214	GAMMON INDIA LTD. (Inde)
Inde	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ATTÉNUATION DE LA FLUOROSE À HOGENAKKAL (PHASE 2)	2009.03.31	7 134	NAGARJUNA CONSTRUCTION CO. LTD. (Inde) / PRATIBHA INDUSTRIES LTD. (Inde) / SMC INFRASTRUCTURES PVT. LTD. (Inde) / ELECTROSTEEL CASTINGS LTD. (Inde)
Inde	PROJET DE MÉTRO À CHENNAI (II)	2010.03.31	5 591	SIEMENS AG (Allemagne) / SIEMENS LTD. (Inde)
Inde	PROJET DE MÉTRO À CHENNAI (II)	2010.03.31	3 618	JOHNSON LIFTS PVT.LTD. (Inde) / SJEC CORPORATION (Chine)
Inde	PROJET DE MÉTRO À CHENNAI (II)	2010.03.31	11 549	SIEMENS AG (Allemagne) / SIEMENS LTD. (Inde)
Inde	PROJET DE MÉTRO À CHENNAI (II)	2010.03.31	2 010	THE NIPPON SIGNAL CO.LTD. Japon
Inde	PROJET DE MÉTRO À CHENNAI (II)	2010.03.31	3 556	VOLTAS LIMITED (Inde)
Inde	PROJET DE MÉTRO À CHENNAI (II)	2010.03.31	4 403	EMIRATES TRADING AGENCY L.L.C. (Émirats arabes unis) / ETA ENGINEERING PVT. LTD. (Inde)
Inde	PROJET POUR UN SYSTÈME DE TRANSPORT PUBLIC RAPIDE À DELHI PHASE 2 (V)	2010.03.31	14 296	BOMBARDIER TRANSPORTATION GMBH. (Allemagne) / BOMBARDIER TRANSPORTATION INDIA LTD. (Inde)
Pakistan	PROJET DE MODERNISATION DU SYSTÈME DE RÉPARTITION DE LA CHARGE	2005.08.10	2 586	AREVA T&D SAS (France) / VISCAS CORPORATION (Japon) / AREVA T&D PAKISTAN LTD. (Pakistan)
Pakistan	PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE AUTOROUTE À INDUS (III)	2006.12.15	14 121	FRONTIER WORKS ORGANIZATION (Pakistan)
Pakistan	PROJET DE STATIONS DE RÉSEAU ET DE LIGNES DE TRANSMISSION À PUNJAB (I)	2008.05.03	4 299	NORTHEAST CHINA INTERNATIONAL ELECTRIC POWER CORPORATION (Chine) / TEBIAN ELECTRIC APPARATUS STOCK CO., LTD. (Chine)
Pakistan	PROJET DE STATIONS DE RÉSEAU ET DE LIGNES DE TRANSMISSION À PUNJAB (I)	2008.05.03	1 974	GAM ARAK IND.CO. (Iran)
Sri Lanka	PROJET DE LIGNES DE TRANSMISSION À VAVUNIYA-KILINOCCHCHI	2005.06.09	1 369	mitsubishi corporation (Japon) / LTL PROJECTS (PVT) LTD. (Sri Lanka)
Sri Lanka	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'EAU	2007.03.28	2 123	CHINA GEO ENGINEERING CORPORATION (Chine)
Sri Lanka	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'EAU (II)	2008.07.29	1 765	NAGARJUNA CONSTRUCTION COMPANY LTD. (Inde)
Azerbaïdjan	PROJET DE CENTRALE THERMIQUE AU GAZ À CYCLE COMBINÉ (SECONDE UNITÉ)	2005.05.13	9 901	TOYO ENGINEERING CORPORATION (Japon)
Azerbaïdjan	PROJET DE CENTRALE THERMIQUE AU GAZ À CYCLE COMBINÉ (SECONDE UNITÉ)	2005.05.13	21 359	AZENCO JOINT STOCK COMPANY (Azerbaïdjan)
Pérou	PROJET D'AMÉLIORATION DE L'ASSAINISSEMENT DES ZONES PÉRIPHÉRIQUES DE LIMA	2000.09.04	5 156	GALVAO ENGENHARIA S.A. SUCURSAL DEL PERÚ (Brésil)
Pérou	PROJET DE DÉVELOPPEMENT ET D'AMÉLIORATION DES SYSTÈMES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT DES VILLES PROVINCIALES (II)	2000.09.04	1 655	CHINA INTERNATIONAL WATER & ELECTRIC CORP. (PERU) (Chine)
Pérou	PROJET DE DÉVELOPPEMENT ET D'AMÉLIORATION DE L'ASSAINISSEMENT À IQUITOS	2008.12.04	8 260	CHINA INTERNATIONAL WATER & ELECTRIC CORP. (PERU) (Chine)
Pérou	PROJET DE DÉVELOPPEMENT ET D'AMÉLIORATION DE L'ASSAINISSEMENT À IQUITOS	2008.12.04	8 634	CHINA INTERNATIONAL WATER & ELECTRIC CORP. (PERU) (Chine)
Pérou	PROJET DE DÉVELOPPEMENT ET D'AMÉLIORATION DES SYSTÈMES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT DE CAJAMARCA	2009.03.26	3 770	BM3 OBRAS Y SERVICIOS S.A. (Espagne)
Pérou	PROJET DE DÉVELOPPEMENT ET D'AMÉLIORATION DES SYSTÈMES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT DE CAJAMARCA	2009.03.26	2 991	COBRA INSTALACIONES Y SERVICIOS S.A. (Espagne)
Pérou	PROJET DE DÉVELOPPEMENT ET D'AMÉLIORATION DES SYSTÈMES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT DE CAJAMARCA	2009.03.26	4 381	HV CONTRATISTAS S.A. (Pérou) / OBRAS DE INGENIERÍA S.A. (Pérou)
Pérou	PROJET D'EXPANSION DE LA FRONTIÈRE ÉLECTRIQUE (III)-DÉPARTEMENT DE CAJAMARCA	2009.03.26	1 039	POSTES S.A.C. (Pérou)
Irak	PROJET DE RÉHABILITATION DU SECTEUR PORTUAIRE	2008.01.25	9 770	TOYOTA TSUSHO CORPORATION (Japon)
Irak	PROJET DE RÉHABILITATION DU SECTEUR PORTUAIRE	2008.01.25	1 179	KS DENIZCILIK LTD. STI. (Turquie)
Irak	PROJET DE RECONSTRUCTION DU SECTEUR ÉLECTRIQUE	2008.01.25	2 561	TOYOTA TSUSHO CORPORATION (Japon) / MEIDENSHA CORPORATION (Japon)
Turquie	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU À ANKARA	2009.12.28	12 176	KOLIN INSAAT TURIZM SANAYI VE TICARET A.S. (Turquie)

11-2 Principaux contractants des projets de prêts d'APD (exercice 2010/services de consultants)

Pays	Nom du projet	Date de l'accord de prêt	Montant du contrat (millions de JPY)	Entreprises
Indonésie	PROJET D'AMÉLIORATION DE LA FORMATION ET DE L'ENSEIGNEMENT DANS LE DOMAINE MARITIME	2001.12.13	449	PT PPA CONSULTANTS (Indonésie) / PT. SUCOFINDO APPRAISAL UTAMA (Indonésie) / MATSUSHITA GOBEL FOUNDATION (Indonésie)
Indonésie	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA VOIE D'ACCÈS DE TANJUNG PRIOK (II)	2006.03.29	986	KATAHIRA & ENGINEERS INTERNATIONAL (Japon) / JAPAN BRIDGE AND STRUCTURE INSTITUTE, INC. (Japon) / PT. VIRAMA KARYA (Indonésie) / PT.INDEC INTERNUSA (Indonésie) / PT.POLA AGUNG CONSULTING (Indonésie) / PT. GUTEG HARINDO (Indonésie) / PT.BINA ASIH CONSULTANTS (Indonésie)
Indonésie	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA CENTRALE HYDROÉLECTRIQUE NO.3 À ASAHAN	2006.03.29	2 883	NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon) / PT. CONNUSA ENERGINDO (Indonésie) / PT. KWARSA HEXAGON (Indonésie) / PT. ARKONIN ENGINEERING MANGGALA PRATAMA (Indonésie) / PT. TATA GUNA PATRIA (Indonésie) / PT. JAYA CM MANGGALA PRATAMA (Indonésie)

Pays	Nom du projet	Date de l'accord de prêt	Montant du contrat (millions de JPY)	Entreprises
Indonésie	PROJET POUR UN SYSTÈME DE TRANSPORT PUBLIC RAPIDE À JAKARTA (SI)	2006.11.28	192	ORIENTAL CONSULTANTS CO., LTD. (Japon) / PADECO CO., LTD. (Japon) / PT. INTI ERA CIPTA (Indonésie) / PT. IREC REKA YASA (Indonésie) / PT. KUTAMI MANAJEMEN TEKNOLOGI (Indonésie)
Indonésie	PROJET POUR UN SYSTÈME D'AMÉLIORATION DES OPÉRATIONS PLN	2007.03.29	487	NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon) / PT. MULTIPOLAR TECHNOLOGY (Indonésie)
Indonésie	PROJET DE DOUBLE VOIE SUR LA LIGNE JAVA SUD (III) (SI)	2007.03.29	301	JAPAN TRANSPORTATION CONSULTANTS, INC. (Japon) / ORIENTAL CONSULTANTS CO., LTD. (Japon) / PT. DARDELA YASA GUNA (Indonésie) / PT. INTI ERA CIPTA (Indonésie) / PT. RAYAKONSULT (Indonésie) / PT. JAYA CM MANGGALA PRATAMA (Indonésie)
Indonésie	PROJET DE RÉHABILITATION DE L'IRRIGATION PARTICIPATIVE ET D'AMÉLIORATION DE LA GESTION	2008.03.28	161	PT PPA CONSULTANTS (Indonésie)
Indonésie	PROJET D'AMÉLIORATION D'UN SYSTÈME D'IRRIGATION DÉCENTRALISÉ (II)	2008.03.28	127	PT AMURWA INTERNATIONAL (Indonésie) / PT. PUSER BUMI (Indonésie)
Indonésie	PROJET DE DOUBLE VOIE SUR LA LIGNE JAVA SUD (III)	2008.03.28	814	JAPAN TRANSPORTATION CONSULTANTS, INC. (Japon) / ORIENTAL CONSULTANTS CO., LTD. (Japon) / PT. INTI ERA CIPTA (Indonésie) / PT. DARDELA YASA GUNA (Indonésie) / PT. RAYAKONSULT (Indonésie) / PT. JAYA CM MANGGALA PRATAMA (Indonésie)
Indonésie	PROJET DE SERVICES D'INGÉNIEURIE POUR LE RACCORDEMENT DES LIGNES DE TRANSMISSION ENTRE JAVA ET SUMATRA	2009.03.31	3 653	NEWJEC INC. (Japon) / ELECTRIC POWER DEVELOPMENT CO., LTD. (J-POWER) (Japon) / PT. CONNUSA ENERGINDO (Indonésie) / PT. KWARSA HEXAGON (Indonésie)
Philippines	PROJET DE DÉVELOPPEMENT ENVIRONNEMENTAL	2008.09.30	246	GHD PTY LTD. (Australie)
Philippines	PROJET DE SOUTIEN AUX PRÊTS AGRICOLES	2009.11.25	354	NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon) / PHILKOEI INTERNATIONAL, INC. (Philippines)
Philippines	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE L'INFRASTRUCTURE LOGISTIQUE	2009.11.09	233	BERKMAN INTERNATIONAL, INC. (Philippines)
Thaïlande	HUITIÈME PROJET D'AMÉLIORATION DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU À BANGKOK	2009.12.03	251	TEAM CONSULTING ENGINEERING AND MANAGEMENT CO., LTD. (Thaïlande)
Vietnam	PROJET DE CONSTRUCTION DU PORT INTERNATIONAL DE CAI MEP THI VAI	2005.03.31	293	THE OVERSEAS COASTAL AREA DEVELOPMENT INSTITUTE OF JAPAN (Japon)
Vietnam	PROJET D'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT HYDRIQUE DE HUE	2008.03.31	2 652	BLACK & VEATCH INTERNATIONAL (États-Unis) / NIHON SUIKO SEKKEI CO., LTD. (Japon) / VIETNAM WATER SANITATION AND ENVIRONMENT JOINT STOCK COMPANY (Vietnam)
Vietnam	PROJET DE CONSTRUCTION DU RÉSEAU FERRÉ URBAIN D'HANOI (SECTION NAM THANG LONG-TRAN HUNG DAO (LIGNE 2)) (I)	2009.03.31	8 936	ALMEC CORPORATION (Japon) / KATAHIRA & ENGINEERS INTERNATIONAL (Japon) / PADECO CO., LTD. (Japon) / TONICHI ENGINEERING CONSULTANTS, INC. (Japon) / ORIENTAL CONSULTANTS CO., LTD. (Japon) / TRANSPORT ENGINEERING DESIGN INCORPORATION (Vietnam) / TRANSPORT INVESTMENT AND CONSTRUCTION CONSULTANT (Vietnam)
Vietnam	PROJET DE CONSTRUCTION DE LIGNES DE TRANSMISSION ET D'UNE CENTRALE THERMIQUE À THAI BINH (I)	2009.11.10	914	FICHTNER GMBH & CO. KG. (Allemagne)
Bangladesh	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	2006.06.29	262	DEVELOPMENT DESIGN CONSULTANTS LIMITED (Bangladesh) / ENGINEERING CONSULTANTS AND ASSOCIATES LIMITED (Bangladesh) / IS INTERNATIONAL, INC. (Japon) / JAPAN TELECOMMUNICATIONS ENGINEERING AND CONSULTING SERVICE (Japon)
Bangladesh	PROJET DE DÉVELOPPEMENT D'UNE CENTRALE ÉLECTRIQUE À CYCLE COMBINÉ À BHERAMARA (SI)	2010.03.24	1 736	FICHTNER GMBH & CO. KG. (Allemagne) / TOKYO ELECTRIC POWER SERVICES CO., LTD. (Japon)
Bangladesh	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES ZONES RURALES DU SUD-OUEST DU BANGLADESH	2010.03.24	347	RESOURCE PLANNING AND MANAGEMENT CONSULTANTS (PVT) LTD. (Bangladesh) / BCL ASSOCIATES LTD. (Bangladesh) / KRANTI ASSOCIATES LTD. (Bangladesh) / IC NET LIMITED (Japon) / HIFAB INTERNATIONAL AB (Suède)
Inde	PROJET DE ROUTE PÉRIPHÉRIQUE EXTÉRIEURE À HYDERABAD (PHASE 2)	2008.11.21	818	NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon) / AARVEE ASSOCIATES ARCHITECTS ENGINEERS & CONSULTANTS PVT. LTD. (Inde) / NIPPON KOEI INDIA PVT. LTD. (Inde)
Inde	PROJET DE CORRIDOR DÉDIÉ AU FRET (PHASE 1)	2009.10.27	2 558	NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon) / JAPAN RAILWAY TECHNICAL SERVICE (Japon) / PB JAPAN CO., LTD. (Japon) / NIPPON KOEI INDIA PVT. LTD. (Inde)
Inde	PROJET DE LIGNE DE MÉTRO EST-OUEST À KOLKATA (II)	2010.03.31	3 931	CONSULTING ENGINEERING SERVICES (Inde) PRIVATE LIMITED (Inde) / MAUNSELL CONSULTANTS ASIA LTD. (Hong Kong) / EGIS RAIL S.A. (France) / YACHIYO ENGINEERING CO., LTD. (Japon) / LEE HARRIS POMEROY ARCHITECTS P.C. (États-Unis)
Pakistan	PROJET D'AMÉLIORATION DE LA ROUTE EST-OUEST (N70) (I)	2008.05.03	1 183	CTI ENGINEERING INTERNATIONAL CO.,LTD. (Japon) / ORIENTAL CONSULTANTS CO., LTD. Japon
Sri Lanka	PROJET DE LIGNES DE TRANSMISSION À VAVUNIYA-KILINOCHCHI	2005.06.09	107	NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon)
Azerbaïdjan	PROJET DE CENTRALE THERMIQUE AU GAZ À CYCLE COMBINÉ (SECONDE UNITÉ)	2005.05.13	537	TOKYO ELECTRIC POWER SERVICES CO., LTD. (Japon)
Azerbaïdjan	PROJET D'ASSAINISSEMENT ET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU DES VILLES PROVINCIALES	2009.05.29	1 536	TOKYO ENGINEERING CONSULTANTS CO., LTD. (Japon)
Géorgie	PROJET D'AMÉLIORATION DE L'AUTOROUTE EST-OUEST	2009.12.16	1 764	PADECO CO., LTD. (Japon) / TRANSPROJECT LTD. (Géorgie) / ROADS REHABILITATION AND MODERNIZATION SUPERVISION DIRECTION LTD. (Géorgie) / PADECO GEORGIA HIGHWAY LTD. (Géorgie) / ORIENTAL CONSULTANTS CO., LTD. (Japon)
Égypte	PROJET DE MODERNISATION DU SYSTÈME DE CONTRÔLE DE L'ÉNERGIE EN HAUTE-ÉGYPTE	2008.12.24	472	ELECTRIC POWER SYSTEMS ENG. CO. (EPS) (Égypte) / TOKYO ELECTRIC POWER CO. INC. (Japon) / TOKYO ELECTRIC POWER SERVICES CO., LTD. (Japon)
Irak	PRÊT AU SECTEUR DE L'IRRIGATION	2008.01.25	432	NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon) / DAR AL HANDASAH CONSULTANTS (Liban)
Irak	PROJET D'AMÉLIORATION DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU À BASRAH	2008.06.11	3 799	NJS CONSULTANTS CO.,LTD. (Japon)
Irak	PROJET D'AMÉLIORATION DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT À BAGDAD (E/S)	2009.03.17	1 510	NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon) / TOKYO ENGINEERING CONSULTANTS CO., LTD. (Japon)
Irak	PROJET DE PRÊT AU SECTEUR DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU DANS LE CENTRE OUEST DE L'IRAK	2010.03.31	1 524	PELL FRISCHMANN CONSULTANTS LIMITED (Royaume-Uni)
Irak	PROJET DE PRÊT AU SECTEUR DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU DANS LE CENTRE OUEST DE L'IRAK	2010.03.31	2 279	PELL FRISCHMANN CONSULTANTS LIMITED (Royaume-Uni)
Maroc	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU DANS LES ZONES RURALES (III)	2008.03.28	752	NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon) / FICHTNER WATER & TRANSPORTATION GMBH (Allemagne) / CONSEIL, INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT (C.I.D. S.A) (Maroc) / TEAM MAROC, S.A. (Maroc)
Tunisie	PROJET DE CONSERVATION DE L'EAU DANS LES ZONES MÉRIDIIONALES D'OASIS	2007.03.30	224	STUDI (Tunisie)
Tunisie	PROJET DE CONSERVATION DE L'EAU DANS LES ZONES MÉRIDIIONALES D'OASIS	2007.03.30	236	SCET-TUNISIE (Tunisie)

Pays	Nom du projet	Date de l'accord de prêt	Montant du contrat (millions de JPY)	Entreprises
Tunisie	PROJET DE CONSERVATION DE L'EAU DANS LES ZONES MÉRIDIIONALES D'OASIS	2007.03.30	228	SCET-TUNISIE (Tunisie)
Kenya	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU PORT DE MOMBASA	2007.11.20	607	ORIENTAL CONSULTANTS CO., LTD (Japon) / THE OVERSEAS COASTAL AREA DEVELOPMENT INSTITUTE OF JAPAN (Japon) / NIPPON KOEI CO., LTD (Japon) / M.A. CONSULTING GROUP (Kenya)
Kenya	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION À MWEA	2010.08.16	1 707	NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon) / GIBB AFRICA LIMITED (Kenya)
Zambie	PROJET D'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS AUX SERVICES D'ÉLECTRICITÉ	2009.03.26	477	NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon) / ZULU BURROW DEVELOPMENT CONSULTANTS LIMITED (Zambie)
Turquie	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU À ISTANBUL	1993.11.12	386	IC CONSULENTEN ZIVILTECHNIKER GESMBH (Autriche) / COYNE VE BELLIER MUH.VE MUS LTD.STI. (Turquie) / SIAL YERBILIMLERI MUSAVIRLIK VE MUHENDISLIK LTD.STI. (Turquie)

12-1 Modalités et conditions des prêts d'APD (hors « prêts d'APD pour la lutte contre le changement climatique » en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011)

Catégorie	RNB par habitant (2009)	Conditions	Standard/option	Taux d'intérêt (%)	Période de remboursement (années)	Délai de grâce (années)	Conditions de passation des marchés		
Pays les moins avancés (PMA)	Pays à faible revenu	Conditions générales	Standard	0,01	40	10	Non lié		
			Option 1	0,70	30	10	Non lié		
			Option 2	0,65	25	7			
		Option 3	0,60	20	6				
		Conditions concessionnelles	Standard	0,55	15	5	Non lié		
			Option 1	0,45	30	10			
			Option 2	0,40	20	6			
		Pays à faible revenu	Inférieur à 995 USD	Conditions générales	Standard	1,20	30	10	Non lié
					Option 1	0,90	25	7	
					Option 2	0,75	20	6	
Conditions concessionnelles	Option 3			0,65	15	5	Non lié		
	Standard			0,55	40	10			
	Option 1			0,45	30	10			
STEP	Option 2			0,40	20	6	Non lié		
	Option 3			0,30	15	5			
	Standard			0,20	40	10			
Pays à revenu intermédiaire inférieur	Entre 996 et 1 905 USD			Conditions générales	Option	0,10	30	10	Lié
		Standard	1,40		30	10			
		Option 1	0,80		20	6			
		Conditions concessionnelles	Option 2	0,70	15	5	Non lié		
			Standard	0,65	40	10			
			Option 1	0,55	30	10			
		STEP	Option 2	0,50	20	6	Non lié		
			Option 3	0,40	15	5			
			Standard	0,20	40	10			
		Pays à revenu intermédiaire	Entre 1 906 et 3 945 USD	Conditions générales	Option	0,10	30	10	Lié
Standard	1,40				25	7			
Option 1	0,95				20	6			
Conditions concessionnelles	Option 2			0,80	15	5	Non lié		
	Standard			0,65	40	10			
	Option 1			0,55	30	10			
STEP	Option 2			0,50	20	6	Non lié		
	Option 3			0,40	15	5			
	Standard			0,20	40	10			
Pays à revenu intermédiaire supérieur	Entre 3 946 et 6 885 USD			Conditions générales	Option	0,10	30	10	Non lié
		Standard	1,70		25	7			
		Option 1	1,60		20	6			
		Conditions concessionnelles	Option 2	1,50	15	5	Non lié		
			Standard	1,20	25	7			
			Option 1	1,00	20	6			
		Options pour les prêts-programmes		Option 2	0,60	15	5	Non lié	
		Services de consultants		Pour les services de consultants, le taux d'intérêt est de 0,01 % et les délais de remboursement et de grâce ainsi que les conditions de passation des marchés sont les mêmes que celles appliquées pour les composants principaux.					
		Options pour les prêts-programmes		Dans le cadre d'un cofinancement, il est possible d'appliquer les mêmes conditions de remboursement que l'autre organisme prêteur tout en conservant la concessionnalité des prêts d'APD japonais. Pour les pays qui se conforment aux actuels programmes soutenus par le FMI ou bénéficient de subventions de l'IDA, il est possible de modifier les modalités des prêts d'APD japonais et de satisfaire les critères de concessionnalité du FMI.					

Notes : Les conditions spéciales de partenariat économique (STEP) sont déterminées et réévaluées le 15 janvier de chaque année afin de garantir l'éligibilité à l'aide liée.  
Le niveau de concessionnalité des options est inférieur ou égal à celui des conditions standard.  
Dans le cadre de l'initiative EPSA, les prêts des projets cofinancés avec la BAfD sont accordés à des conditions concessionnelles, déterminées en fonction du niveau de revenu ; dans le cas des PMA à faible revenu, le taux d'intérêt minimum (MIRAI) est appliqué.  
Les prêts aux intermédiaires financiers accordés à la BAfD pour couvrir ses prêts subsidiaires à des entreprises privées dans le cadre de l'initiative EPSA bénéficient d'un taux d'intérêt de 0,55 %, d'un délai de remboursement de 40 ans et d'un délai de grâce de 10 ans.  
Le taux d'intérêt minimum (MIRAI) est appliqué aux prêts pour l'aide à la reconstruction après une catastrophe indépendamment du niveau de revenu.  
Les prêts pour l'aide d'urgence requièrent un taux d'intérêt variable (6 millions JPY, taux LIBOR) et un délai fixe de 15 ans (trois ans).

**Modalités et conditions des « prêts d'APD pour la lutte contre le changement climatique » (prêts « Cool Earth ») (en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011)**

Catégorie	RNB par habitant (2009)	Conditions	Standard/option	Taux d'intérêt (%)	Période de remboursement (années)	Délai de grâce (années)	Conditions de passation des marchés
Pays les moins avancés (PMA)	Pays à faible revenu	Non lié	Taux d'intérêt minimum "MIRAI"	0,01	40	10	Non lié
			Standard	0,20	40	10	Non lié
			Option 1	0,15	30	10	Non lié
			Option 2	0,10	20	6	Non lié
Pays à faible revenu	Inférieur à 995 USD	Non lié	Standard	0,25	40	10	Non lié
			Option 1	0,20	30	10	Non lié
			Option 2	0,15	20	6	Non lié
		Option 3	0,10	15	5	Non lié	
		STEP	Standard	0,10	40	10	Lié
Pays à revenu intermédiaire inférieur	Entre 996 et 1 905 USD	Non lié	Standard	0,30	40	10	Non lié
			Option 1	0,25	30	10	Non lié
			Option 2	0,20	20	6	Non lié
		Option 3	0,15	15	5	Non lié	
		STEP	Standard	0,10	40	10	Lié
Pays à revenu intermédiaire	Entre 1 906 et 3 945 USD	Non lié	Standard	0,30	40	10	Non lié
			Option 1	0,25	30	10	Non lié
			Option 2	0,20	20	6	Non lié
		Option 3	0,15	15	5	Non lié	
		STEP	Standard	0,10	40	10	Lié
Pays à revenu intermédiaire supérieur	Entre 3 946 et 6 885 USD	Non lié	Standard	0,60	40	10	Non lié
			Option 1	0,50	30	10	Non lié
			Option 2	0,40	20	6	Non lié
			Option 3	0,30	15	5	Non lié
Services de consultants		Pour les services de consultants, le taux d'intérêt est de 0,01 % et les délais de remboursement et de grâce ainsi que les conditions de passation des marchés sont les mêmes que celles appliquées pour les composants principaux.					

**[Référence] Principales économies classées par niveau de revenu (selon le CAD et la Banque mondiale)**

Catégorie de revenu	RNB par habitant (2009)	
Pays les moins avancés (PMA)	Pays à faible revenu	Afghanistan, Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, République centrafricaine, Tchad, Comores, République démocratique du Congo, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissao, Haïti, Laos, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Rwanda, Sierra Leone, îles Salomon, Somalie, Tanzanie, Togo, Tuvalu, Ouganda, Zambie
		Angola, Bhoutan, Guinée équatoriale, Djibouti, Kiribati, Lesotho, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Soudan, Timor-Est, Vanuatu, Yémen
Pays à faible revenu	Inférieur à 995 USD	Ghana, Kenya, Kirghizstan, Tadjikistan, Zimbabwe
Pays à revenu intermédiaire inférieur	Entre 996 et 1 905 USD	Bolivie, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Guyana, Honduras, Inde, Moldavie, Mongolie, Nicaragua, Nigeria, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Ouzbékistan, Vietnam
Pays à revenu intermédiaire	Entre 1 906 et 3 945 USD	Arménie, Belize, Cap-Vert, Chine, Égypte, Équateur, Salvador, Géorgie, Guatemala, Indonésie, Irak, Jordanie, Kosovo, Marshall, îles Maldives, Micronésie, Maroc, Paraguay, Sri Lanka, Syrie, Swaziland, Thaïlande, Tonga, Tunisie, Turkménistan, Ukraine
Pays à revenu intermédiaire supérieur	Entre 3 946 et 6 885 USD	Albanie, Algérie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Colombie, Costa Rica, Dominique, République dominicaine, Fidji, Grenade, Iran, Jamaïque, Kazakhstan, Macédoine, Monténégro, Namibie, Panama, Pérou, Sainte-Lucie, Serbie, Afrique du Sud, Saint-Vincent et les Grenadines, Suriname

**1 Secteurs et domaines éligibles aux conditions préférentielles**

**Environnement mondial**

(1) Protection des forêts, reboisement

- (a) Protection et gestion des forêts
- (b) Reboisement et reforestation
- (c) Recherches sur les ressources forestières
- (d) Autres (systèmes de surveillance, etc.)

(2) Prévention de la pollution

(a) Prévention de la pollution atmosphérique

Exemples :

- Installation d'équipements pour prévenir la pollution atmosphérique
- Réhabilitation des centrales existantes pour la réduction de la pollution atmosphérique
- Modernisation et réhabilitation d'usines, etc.
- Sélection de la qualité du charbon pour prévenir la pollution atmosphérique

(b) Prévention de la pollution de l'eau

Exemples :

- Traitement des effluents, recyclage de l'eau
- Traitement des boues, traitement des résidus
- Relocalisation d'usines pour prévenir la pollution de l'eau
- Usines de traitement pour prévenir la pollution de l'eau
- Usines de traitement des eaux usées

(c) Traitement des déchets

Exemple : Collecte, traitement et élimination des déchets solides

(3) Économie d'énergie et préservation des ressources

Exemples :

- Mise en place d'installations et d'équipements pour économiser l'énergie
- Centrales électriques et lignes de transmission et de distribution pour économiser l'énergie et préserver les ressources
- Système de chauffage central municipal
- Cogénération

(4) Protection de l'environnement naturel

- (a) Protection des espèces sauvages
- (b) Recherche sur les ressources maritimes
- (c) Recherche sur les ressources génétiques
- (d) Conservation des sols
- (e) Autres (recherches, suivi)

(5) Énergies nouvelles et renouvelables

Exemples :

- Production d'énergie photovoltaïque, utilisation de l'énergie solaire thermique
- Production d'énergie éolienne
- Utilisation de la chaleur et de la production électrique issues du traitement des déchets
- Production d'énergie géothermique

- Biomasse énergétique
- Utilisation de la chaleur des déchets urbains
- Piles à combustible
- Utilisation des gaz d'échappement

(6) Protection de la couche d'ozone

Exemples :

- Contrôle des émissions ou collecte du CFC, etc.
- Traitement des matériaux qui dégradent la couche d'ozone
- Surveillance

(7) Pollution marine

Exemples :

- Machines et navires pour prévenir la pollution marine
- Mesures de prévention des rejets de déchets en mer
- Surveillance

(8) Prévention de la désertification

Exemples :

- Reboisement, protection des forêts
- Prévention de la désertification par l'agriculture

(9) Approvisionnement en eau pour la prévention des maladies infectieuses et la réduction de la pauvreté

**Soutien au développement des ressources humaines**

- (1) Études ou formation de participants étrangers au Japon
- (2) Envoi d'experts du Japon
- (3) Prêts pour aider les étudiants étrangers à financer leur scolarité au Japon

**Petites et moyennes entreprises**

Prêts à faible taux pour les petites et moyennes entreprises et plus particulièrement pour les plus petites entreprises

**Soutien à la consolidation de la paix**

Projets et programmes pour l'amélioration de la situation humanitaire, la restauration et la reconstruction dans les pays en phase de consolidation de la paix et les pays voisins

[Note] 1 Dans les cas où seule une partie du projet est éligible aux conditions préférentielles, celles-ci peuvent s'appliquer à cette partie.  
2 La production d'énergie hydroélectrique n'ayant pas d'impact significatif sur l'environnement peut s'inscrire dans la catégorie des énergies nouvelles et renouvelables seulement dans les cas où une enquête portant spécifiquement sur les aspects environnementaux a montré que le projet ne posera pas de problèmes.

**2 Afin d'aider les pays à revenu intermédiaire supérieur à réduire les disparités régionales en matière de revenu, les projets de développement d'infrastructures économiques et sociales spécifiques dans les régions à faible revenu seront financés par des prêts d'APD. Cela s'appliquera dans les zones où les prêts d'APD étaient jusqu'à présent limités en principe aux projets de développement des ressources humaines et environnementales et de mise en place de mesures antisismiques.**

**Concernant les « activités de prêts d'APD en appui à l'Afrique » annoncées en mai 2010, en droite ligne avec les engagements pris lors de la TICAD IV, les projets portant sur le développement agricole et rural et sur les infrastructures régionales qui contribuent à la réduction de la pauvreté par la croissance économique ont été ajoutés, en tant que mesure limitée à la fin de l'exercice 2012, aux quatre domaines éligibles aux prêts d'APD en Afrique mentionnés ci-dessus.**

**3 Conditions spéciales de partenariat économique (STEP)**

**Aperçu**

Le gouvernement japonais a décidé d'introduire un nouveau dispositif de prêts d'APD à partir de juillet 2002, nommé « Conditions spéciales de partenariat économique » (STEP), afin de renforcer la visibilité de l'APD parmi les citoyens des pays bénéficiaires et du Japon. Ces dispositifs utilisent et assurent le transfert des hautes technologies et du savoir-faire des entreprises japonaises.

**Pays bénéficiaires du programme STEP**

Pays à faible revenu, pays à revenu intermédiaire inférieur et pays à revenu intermédiaire à qui une aide liée peut être apportée selon les règles de l'OCDE (à l'exception des pays les moins avancés parmi les moins développés et les pays à revenu intermédiaire supérieur)

**Projets éligibles au programme STEP**

(1) Résumé : Les projets éligibles seront limités aux secteurs et domaines mentionnés ci-dessous ; (2) et devront faire largement appel aux technologies et aux équipements japonais.

**Secteurs et domaines**

- Ponts et tunnels
- Ports
- Aéroports
- Systèmes de transports en commun urbains
- Installation de stockage et de transport du pétrole et du gaz
- Projets de lutte contre les inondations en milieu urbain
- Systèmes de communications / diffusion / d'information publique
- Centrales électriques / lignes de distribution et de transmission électriques
- Axes routiers / barrages (limités aux projets qui utilisent largement les techniques antisismiques japonaises, les techniques de traitement des sols et les techniques de mise en œuvre rapide)
- Les projets environnementaux (limités aux projets qui utilisent largement les techniques japonaises de prévention de la pollution atmosphérique, de prévention de la pollution de l'eau, de recyclage et de traitement des déchets et les techniques d'utilisation et de recyclage de la chaleur résiduelle)

**Taux d'intérêt et période de remboursement**

Les taux d'intérêt et périodes de remboursement sont établis conformément aux règles de l'OCDE pour permettre l'apport d'une aide liée et sont révisés annuellement le 15 janvier.

**Conditions de passation des marchés**

Les principaux contrats sont liés à des entreprises japonaises tandis que les sous-contrats sont généralement non liés. Les co-entreprises avec les pays bénéficiaires sont acceptées pour les principaux contrats, à la condition que l'entreprise japonaise soit le partenaire principal.

**Taux de couverture**

Les prêts d'APD peuvent être utilisés pour financer jusqu'à 100 % du coût d'un projet.

**Règle du pays d'origine**

Les biens provenant du Japon et les services fournis par des entreprises japonaises, ou (b) les biens fournis par le Japon ne doivent pas représenter moins de 30 % du montant total du contrat principal financé par des prêts d'APD. Voir le tableau ci-dessous.

Catégorie	Exemples
Dans le cas de projets pour lesquels des technologies avancées et/ou des savoir-faire d'entreprises japonaises peuvent être identifiés dans les services (par exemple pour des méthodes de construction), les services, et non seulement les biens, doivent être inclus dans le ratio indiqué ci-dessus.	Tunnels, ports, ponts en béton, axes routiers, barrages, systèmes d'assainissement, tunnels d'amenée souterrains urbains, systèmes d'information publique, hydroélectricité et électricité géothermique, etc.
Dans le cas de projets qui consistent principalement à installer des biens ou des usines et leurs technologies principales qui peuvent être identifiés comme biens ou comme usines doivent être inclus dans le ratio indiqué ci-dessus.	Installations de communications/diffusion, électricité éolienne/solaire/thermique, installations de stockage et de transport du pétrole/gaz, sites de traitement des déchets, usines d'incinération des déchets, ponts en acier, système de transports en commun urbains, projets de lutte contre les inondations urbaines, lignes de transmission et de distribution électrique, etc.

**Audits des procédures de passation de marché**

Les conditions de passation des marchés font l'objet, après appel d'offres, d'un audit par une tierce partie afin d'assurer l'équité. Cet audit est financé par le prêt ou par le budget recherche et études de la JICA.

Note : Veuillez vous référer à la page 177 pour la classification par niveau de revenu des principaux pays.

12-2 Degré de libéralité (sur la base des engagements) (Unité : %)					
	Exercice 2006	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2010
Généralement non lié	91,5	93,2	87,4	87,3	75,1
Partiellement délié	1,3*	1,4*	0,0	0,0	13,4**
Bilatéral lié	0,0	0,1	0,0	0,0	0,6
Lié	7,1	5,3	12,6	12,7	10,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Généralement non lié : Les conditions de passation des marchés sont sans limitation temporelle pour les emprunteurs.

Partiellement délié : Les conditions de passation des marchés stipulent que le Japon et tous les pays figurant sur la liste des pays bénéficiaires d'aide établie par le CAD sont des pays sources éligibles.

Bilatéral lié : Les conditions de passation des marchés stipulent que seuls le Japon et les pays emprunteurs sont des pays sources éligibles.

Lié : Les conditions de passation des marchés stipulent que seul le Japon est un pays source éligible.

Note : Le financement de l'aide en appui au secteur privé de la Banque africaine de développement ne comprend pas l'attribution de marchés et est par conséquent exclu.

\* Appels d'offres internationaux par les pays participants et les pays membres comme stipulé dans l'accord d'établissement du Fonds africain de développement (FAD) et par les pays membres comme stipulé dans l'accord d'établissement de la Banque asiatique de développement (BAsD).

\*\* Comprend la partie partiellement déliée du projet pour laquelle le montant de l'accord de prêt a été augmenté (projet comportant plusieurs composantes).

12-3 Nationalité des contractants (notamment pour les marchés dans la monnaie locale) (Unité : %)						
	Exercice 2005	Exercice 2006	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2010
Japon	30,3	17,0	18,6	20,6	11,6	23,1
Pays développés	8,7	6,5	18,1	7,8	14,0	7,7
Pays en développement	32,9	37,6	23,6	31,5	31,3	29,0
Pays en développement (monnaie locale)	28,1	38,8	39,7	40,2	43,1	40,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Note : Données pour les pays développés à l'exclusion du Japon. Les données numériques ont été arrondies.

12-4 Nationalité des contractants (monnaie étrangère uniquement) (Unité : %)						
	Exercice 2005	Exercice 2006	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2010
Japon	42,1	27,8	30,8	34,4	20,5	38,7
Pays développés	12,1	10,7	30,0	13,0	24,5	12,8
Pays en développement	45,8	61,5	39,2	52,6	55,0	48,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Note : Données pour les pays développés à l'exclusion du Japon. Les données numériques ont été arrondies.

12-5 Nationalité des contractants (notamment pour les marchés dans la monnaie locale et les prêts de soutien à la balance des paiements) (Unité : %)						
	Exercice 2005	Exercice 2006	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2010
Japon	31,3	18,0	19,9	22,6	13,5	24,5
Pays développés	8,0	6,9	14,4	2,5	7,7	6,0
Pays en développement	31,3	34,2	23,2	30,8	27,2	26,9
Pays en développement (monnaie locale)	29,4	40,9	42,5	44,1	51,6	42,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Note : Données pour les pays développés à l'exclusion du Japon. Les données numériques ont été arrondies.

12-6 Nationalité des contractants (monnaie étrangère uniquement, à l'exclusion des prêts de soutien à la balance des paiements) (Unité : %)						
	Exercice 2005	Exercice 2006	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2010
Japon	44,3	30,4	34,6	40,4	27,9	42,8
Pays développés	11,4	11,7	25,0	4,5	15,9	10,4
Pays en développement (monnaie étrangère)	44,4	57,9	40,4	55,1	56,2	46,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Note : Données pour les pays développés à l'exclusion du Japon. Les données numériques ont été arrondies.

## 13-1 Projets de coopération technique (procès-verbaux des discussions signés durant l'exercice 2010)

Pays	Nom du projet	Date de signature du procès-verbal des discussions	Date de début du projet	Date de fin du projet
Cambodge	Projet d'intégration des politiques de genre (phase 2)	2010. 5.12	2010. 9.15	2015. 9.14
	Projet d'amélioration des statistiques officielles au Cambodge (phase 3)	2010. 6.10	2010.10. 1	2015. 3.31
	Projet de promotion de la productivité agricole à l'ouest de Tonlé Sap	2010. 8. 2	2010.10. 1	2015. 3.31
	Projet d'extension et d'amélioration de l'aquaculture en eau douce (phase 2) (FAIEX-II)	2011. 1. 7	2011. 3. 1	2015. 2.28
Indonésie	Projet de développement des capacités du secteur des eaux usées par la révision du schéma directeur de gestion des eaux usées à Jakarta DKI	2010. 6.18	2010. 7. 1	2012. 6.30
	Éducation pour l'automatisation industrielle informatisée	2010. 7. 1	2010. 4. 1	2012. 3.31
	Formation sur l'insémination artificielle des vaches laitières pour les pays en développement	2010. 8. 5	2010. 9.17	2012. 9.16
	Projet d'amélioration des capacités de gestion de la santé du district dans la province de Sulawesi du Sud (Phase 2)	2010.11.11	2010.11.11	2014. 3.31
	Formation pour les pays tiers (programme de formation internationale sur le documentaire TV, production de programmes pour les pays africains et asiatiques)	2011. 2.28	2011. 3. 1	2016. 2.28
	Projet de protection et d'utilisation durable des écosystèmes dans les mangroves de la région de l'ANASE	2011. 3.25	2011. 6.19	2014. 6.18
	Laos	Projet de développement des ressources humaines dans le secteur juridique	2010. 5.31	2010. 7.11
Projet de développement des capacités des entrepreneurs par l'institut de développement des ressources humaines Laos-Japon		2010. 6.24	2010. 9. 1	2014. 8.31
Projet d'amélioration de la gestion dans le secteur de l'électricité		2010. 7.16	2010. 8. 1	2013. 2.28
Développement des capacités pour la coordination sectorielle dans la santé (phase 2)		2010. 7.29	2010.12.17	2015.12.16
Projet de protection des berges (phase 2)		2010. 7.30	2010.10.20	2014.10.19
Projet de développement des capacités du secteur forestier		2010. 8.31	2010.10. 1	2014. 9.30
Projet d'amélioration des moyens de subsistance dans les zones montagneuses et les plateaux du Sud		2010. 9.14	2010.11.20	2015.11.19
Programme pilote du Laos (PPL) de réduction des écarts de développement et de l'intégration de l'ANASE		2010. 9.15	2010.10.29	2015.10.28
Projet de développement d'une agriculture participative irriguée dans les zones sud en bordure du Mékong		2010.11. 1	2010.11.29	2015.11.28
Malaisie	Développement et amélioration des ressources humaines dans l'administration fiscale	2010. 6.18	2010. 7.29	2013. 7.28
	Projet de renforcement des capacités de formation du EMAS sur la gestion environnementale	2010.12.17	2011. 1. 1	2013. 1. 1
Myanmar	Développement du système participatif de multiplication et de distribution pour des semences de riz de qualité	2010.11. 8	2011. 3.25	2016. 3.24
	Projet de soutien à l'administration des services sociaux - Promotion de la participation sociale de la communauté des sourds - phase 2	2011. 3.25	2011. 7. 1	2014. 6.30
Philippines	Projet d'amélioration des capacités de collecte et d'application des empreintes digitales	2010. 6.18	2010. 7.14	2013. 7.13
	Projet de réduction des pertes du système pour les coopératives électriques philippines	2010. 9.14	2010.11. 1	2013. 3.30
Thaïlande	Projet d'autosuffisance et de diffusion du système de réorganisation foncière	2010. 5.31	2010. 7. 5	2014. 3.21
	Développement des régimes de base pour le système de RRTP en Thaïlande	2010. 7. 8	2011. 3. 6	2015. 3. 5
Timor-Est	Projet d'irrigation et de culture du riz à Manatuto - phase 2	2010. 8.10	2010.11.23	2015.11.22
	Projet de gestion communautaire et durable des ressources naturelles	2010. 8.23	2010.12.20	2015.10.31
	Développement des capacités de la faculté d'ingénierie, des sciences et de la technologie de l'Université de Timor-Lorosa'e	2011. 1.31	2011. 2. 1	2015. 1.31
Vietnam	Renforcement des capacités de gestion de la production agricole vietnamienne pour l'amélioration de la productivité et de la qualité des cultures	2010. 5.21	2010. 7. 1	2013.12.31
	Projet de gestion durable des forêts dans la région nord-ouest du bassin versant	2010. 5.28	2010. 8.15	2015. 8.14
	Projet d'amélioration de la qualité des ressources humaines dans le système de services médicaux	2010. 5.30	2010. 7.25	2015. 7.24
	Projet de développement des capacités des entrepreneurs par le Centre de coopération des ressources humaines Vietnam-Japon	2010. 6.14	2010. 9. 1	2014. 8.31
	Projet de renforcement des capacités des inventaires nationaux de gaz à effet de serre	2010. 6.18	2010. 9.20	2013. 9.19
	Projet de développement rural de la région nord-ouest	2010. 6.24	2010. 8. 1	2015. 7.31
	Projet de renforcement des fonctions de la Banque centrale	2010. 8. 2	2010. 8.25	2011. 8.24
	Projet de renforcement des fonctions de contrôle bancaire	2010. 8.31	2010. 9.29	2012. 9.28
	Projet de développement des capacités du réseau de laboratoires du Vietnam pour la prévention des risques biotechnologiques et l'identification des maladies infectieuses extrêmement dangereuses	2010.11. 2	2011. 2.21	2016. 2.20
	Projet de développement des capacités pour la transition vers le nouveau système CNS/ATM au Cambodge, au Laos et au Vietnam	2010.11.26	2011. 1.17	2016. 1.16
	Projet de mise en œuvre d'un guide de santé maternelle et infantile à l'échelle nationale	2010.12.27	2011. 2.14	2014. 2.13
Assistance technique pour la réforme du système juridique et judiciaire (phase 2)	2011. 2.25	2011. 4. 1	2015. 3.31	
Chine	Projet de renforcement de l'éducation dans le domaine de la santé pour la prévention des maladies infectieuses par le biais de la santé familiale	2010. 9.29	2011. 1.17	2016. 1.16
	Projet de promotion du recyclage des déchets solides municipaux	2010.10.15	2010.10.15	2015. 1.14
	Projet de renforcement des capacités de la santé professionnelle	2011. 1.31	2011. 3.31	2016. 3.30
Mongolie	Développement des capacités pour la promotion des investissements directs à l'étranger	2010. 8. 5	2010.11. 1	2013. 5.30
Afghanistan	Projet de santé reproductive en Afghanistan (phase 2)	2010. 4.13	2010. 5.16	2015. 5.15
	Projet de formation pour le secteur de la distribution d'énergie en Afghanistan	2010. 7.22	2010. 7.22	2013. 3.31
	Projet de renforcement du programme de formation des enseignants (phase 3) (STEP 3)	2010.12.12	2011. 2. 1	2015. 1.31
	Renforcement du système de soutien au développement rural mené par la communauté	2011. 1. 9	2011. 3. 1	2015. 2.28
	Projet de promotion et d'amélioration de la capacité de l'Afghanistan à atteindre un développement efficace (PEACE)	2011. 2.14	2011. 2.14	2019. 4.30
Bangladesh	Renforcement des capacités de formation des enseignants en PTI pour améliorer l'enseignement en classe	2010. 8.25	2010.12. 1	2016.11.30
	Projet de développement des capacités sur les techniques résistantes aux catastrophes naturelles pour la construction et le réaménagement des bâtiments publics	2010.12.12	2011. 3. 4	2015. 3. 3
Bhoutan	Projet de gouvernance locale et de décentralisation (phase 3)	2010.12.16	2011. 2.21	2014. 8.23

Pays	Nom du projet	Date de signature du procès-verbal des discussions	Date de début du projet	Date de fin du projet
<b>Asie (suite)</b>				
Inde	Projet d'optimisation de la production de soja dans le Madhya Pradesh	2010.10.22	2011. 3.22	2016. 3.21
Népal	Projet pour la promotion de la consolidation de la paix et la démocratisation par le développement des capacités du secteur des médias au Népal	2010. 6.30	2010.11. 1	2013.10.30
Sri Lanka	Promotion des pratiques intégrées de nutrition des plantes entre agriculteurs pour le développement durable	2010. 9.21	2010. 9.21	2010. 9.21
	Programme de formation national sur l'élevage des animaux dans les provinces du Nord et de l'Est	2010.12.23	2011. 1. 1	2013. 3.31
Kazakhstan	Projet de développement des entreprises par le Centre de développement humain Kazakhstan-Japon	2010. 6.16	2010.10. 1	2012. 9.30
Ouzbékistan	Amélioration des formalités administratives pour le développement des activités du secteur privé	2010. 4. 1	2010. 4. 1	2012. 3.31
	Projet de soins préventifs pour les maladies non transmissibles	2010. 7.30	2010.10. 1	2013.10. 1
	Projet de développement des capacités des entrepreneurs par le Centre de développement humain Ouzbékistan-Japon	2010. 8.20	2010.12. 1	2015.11.30
<b>Océanie</b>				
Océanie	Projet de coopération technique japonais pour la promotion de l'initiative régionale sur la gestion des déchets solides	2010.12.15	2011. 2. 3	2016. 2. 2
Îles Fidji	Projet de renforcement de la formation pratique pour les infirmières de santé communautaire	2010. 5.13	2010.10. 1	2014. 5.31
	Projet de renforcement de la gestion communautaire des risques en cas de catastrophe dans la région Océanie	2010. 8.13	2010.10. 1	2013. 9.30
	Amélioration et développement du programme élargi de vaccination dans la région Océanie	2010.12. 2	2011. 2. 1	2014. 1.31
Îles Salomon	Projet de renforcement du système de lutte contre le paludisme (phase 2)	2010.11.24	2011. 2.17	2014. 1.31
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Développement des capacités en matière de surveillance des ressources forestières pour lutter contre les changements climatiques en Papouasie-Nouvelle-Guinée	2010.11.26	2011. 3.20	2014. 3.19
<b>Amérique du Nord et Amérique latine</b>				
Guatemala	Projet de gestion intégrée des eaux usées pour l'amélioration progressive de la qualité de l'eau dans la région métropolitaine	2010. 4. 2	2011. 7.18	2011. 8. 6
	Projet de développement des capacités d'urbanisation à Guatemala Ciudad	2010. 5.14	2010. 5.17	2011. 3.31
	Projet de santé maternelle et infantile à Quetzaltenango, Totonicapán, et Solola au Guatemala	2011. 1.19	2011. 3. 1	2015. 3.31
Haïti	Projet de formation technique dans les systèmes de production agricole des zones montagneuses pour les techniciens d'Haïti	2010. 8.19	2010.10.20	2013.10.19
Mexique	Projet de développement des ressources humaines dans la technologie de transformation du plastique	2010. 7.20	2010.10. 1	2014. 9.30
	Projet de développement des ressources humaines pour l'industrie électronique dans la zone des maquiladoras en Basse-Californie	2010.10. 1	2010.11.28	2012. 4.28
Argentine	Formation des rangers dans les zones naturelles protégées en Amérique latine	2010. 8.30	2010.10. 1	2013. 3.31
	Utilisation durable et développement des ressources en plantes naturelles en Amérique latine	2011. 3.28	2011. 9. 1	2014.10.31
Bolivie	Projet de renforcement du réseau de santé dans les régions rurales axé sur la santé maternelle et infantile	2010. 8.13	2010. 8.16	2014. 8.15
Brésil	Cours international de formation sur les systèmes de transport ferroviaire urbain	2010. 4. 1	2010. 4. 1	2011. 3.31
	Cours international sur les meilleures pratiques en matière de prévention et de contrôle de l'eau non comptabilisée	2010. 4. 1	2010. 4. 1	2015. 3.31
	Cours international sur les techniques de mesure de débit d'eau des grands fleuves	2010. 4. 1	2010. 4. 1	2015. 3.31
	Cours international sur la surveillance des forêts tropicales	2010. 7. 1	2010. 7. 1	2014. 3.31
	Cours de formation sur la gestion de la tuberculose pour les PALOPS	2010. 7.30	2010.10.13	2015. 3.31
	Cours de formation sur les soins humanisés pour les mères et les nouveau-nés	2010. 8. 2	2010. 8. 2	2015. 3.31
Chili	Projet de renforcement des capacités face aux événements sismiques et aux tsunamis	2010.10.22	2010.11.20	2011. 3.31
	Gestion intégrale des bassins versants privilégiant le développement durable des territoires ruraux et de l'environnement	2010.12.22	2010.12.22	2013. 3.31
<b>Moyen-Orient et Maghreb</b>				
Autorité palestinienne	Projet de renforcement institutionnel de PIEFZA pour le parc agro-industriel de Jéricho	2010. 6. 7	2010. 7. 1	2012. 3.31
Égypte	Production de poissons en eau chaude en Afrique (phase 3)	2010. 5. 2	2010. 9.14	2013. 3.31
	Gestion des eaux agricoles ; irrigation et drainage en Afrique (phase 3)	2010. 5. 2	2010. 9.19	2013. 3.31
	Santé des femmes tout au long de la vie pour les infirmiers en chef africains (phase 2)	2010. 5. 2	2010. 9.11	2013. 3.21
	Projet d'amélioration des capacités de gestion pour l'exploitation et la maintenance des installations d'approvisionnement en eau dans la zone du delta du Nil	2010. 8.19	2011. 4. 1	2014. 3.31
Yémen	Projet de renforcement des capacités des garde-côtes du Yémen pour la sûreté et la sécurité maritime	2010. 8. 3	2011. 3. 1	2014. 2.28
<b>Afrique</b>				
Angola	Renforcement des capacités pour le développement des ressources humaines de l'hôpital Josina Machel	2010. 6.18	2010.10. 1	2013.12.20
Botswana	Projet d'établissement d'un poste frontière à guichet unique entre le Botswana et la Namibie au poste de Mamuno/Kalahari	2010. 9. 3	2010.10.21	2013.10.20
Cameroun	Développement du riz de montagne dans la zone de forêt tropicale au Cameroun	2011. 2.28	2010. 6.13	2014. 5.14
Comores	Projet de développement des capacités de l'École nationale de la pêche	2010.12. 4	2011. 4.13	2014.10.12
Éthiopie	Projet de renforcement des capacités de planification multisectorielle et d'élaboration du budget dans la région d'Oromia	2010. 8. 6	2010.12. 1	2013.11.30
	Projet pilote national de renforcement de l'enseignement des mathématiques et des sciences	2011. 2.15	2011. 3. 4	2014. 3. 3
Ghana	Projet de renforcement des capacités institutionnelles du Centre de formation pour le service public	2010.10. 8	2011. 3. 1	2014. 2.28
	Développement des capacités des ingénieurs électriques dans les pays d'Afrique de l'Ouest.	2010.11. 1	2010.11. 1	2014. 3.31
	Amélioration des services de santé maternelle et néonatale utilisant le système CHPS dans la région nord-ouest	2010.12.13	2010. 8.16	2016. 8.31
Kenya	Projet pour la deuxième phase de formation commerciale pour les PME exportatrices	2010. 6. 4	2010. 8. 2	2012.11.29
	Projet d'amélioration de l'approvisionnement en eau et de l'hygiène dans les communautés d'accueil des camps de réfugiés de Dadaab	2010.11.15	2010.11.15	2012. 2.15
	Projet de renforcement de la stratégie de santé communautaire	2010.12. 9	2011.10. 1	2014. 9.30
	Développement des capacités pour une gestion efficace des inondations dans les zones sujettes aux inondations	2011. 2. 7	2011. 7. 1	2014. 6.30



Pays	Nom du projet	Date de signature du procès-verbal des discussions	Date de début du projet	Date de fin du projet
<b>Afrique (suite)</b>				
Madagascar	Projet de développement rural à travers la diffusion de l'aquaculture de tilapias dans la région de Boeny, Mahajanga	2010.12. 2	2011. 3. 7	2014. 9. 6
Malawi	Renforcement de l'exploitation et de la maintenance de l'approvisionnement en eau en milieu rural	2011. 2.18	2011. 7. 1	2015. 6.30
	Renforcement de la capacité du programme UVUP pour la fourniture de services aux groupes UVUP au Malawi	2011. 3.11	2011. 4. 7	2016. 4. 6
	Projet de développement de plans d'irrigation d'échelle moyenne	2011. 3.28	2011. 6. 1	2014. 5.31
Mozambique	Projet d'amélioration de la productivité du riz dans les installations d'irrigation de Chokwe	2010.10. 5	2011. 2.26	2014.10.14
	Projet d'amélioration des techniques pour améliorer la productivité du riz à Nante, district de Maganja da Costa, province du Zambèze	2010.11. 2	2011. 1.15	2015. 1.14
	Projet d'amélioration de la capacité de recherche pour le développement de l'agriculture du Corridor de Nacala	2011. 2.21	2011. 5. 7	2016. 5. 6
Nigeria	Projet de création de centres de développement pour les femmes (CDF) pour améliorer les moyens de subsistance des femmes au Nigeria (phase 2)	2010.10. 7	2011. 2. 7	2015. 2. 6
	Projet pilote post-récolte de commercialisation du riz dans les États de Nasarawa et Niger	2011. 3.16	2011. 8.30	2015. 8.30
République démocratique du Congo	Soutien au développement des ressources humaines dans le secteur de la santé de la RDC	2010.10.22	2010.11.15	2013.11.14
	Projet de développement des capacités des formateurs de l'INPP	2010.11.12	2011. 1. 1	2013.12.31
Rwanda	Projet d'augmentation de la production agricole avec des services de vulgarisation de qualité dans la province orientale	2010. 7. 2	2010.11. 1	2013.10.31
	Formation professionnelle et soutien à l'obtention d'emplois pour la participation sociale des ex-combattants et d'autres personnes handicapées	2010.12.23	2011. 3.11	2014. 3.10
Sénégal	Projet d'amélioration de l'environnement éducatif (phase 2)	2010. 6.18	2010. 9. 1	2014. 8.31
	Projet de promotion des activités artisanales à travers le programme « Un village un produit »	2010.11.29	2011. 3. 8	2014. 2.28
	Projet de renforcement des capacités pour la restauration et la promotion d'une utilisation efficace des sols dégradés	2010.12. 1	2011. 2. 1	2016. 1.31
	Renforcement de la gestion du système de santé à Tambacounda et Kédougou	2010.12.24	2011. 3. 1	2014. 2.28
Sierra Leone	Projet de développement durable du riz	2010. 7.19	2010.10. 1	2014. 9.30
	Projet de développement des capacités pour l'entretien des installations d'alimentation électrique	2010.11.18	2010. 3.10	2014. 3.30
Soudan	Projet de renforcement des capacités de gestion des entreprises d'eau urbaine du Sud-Soudan	2010. 7. 8	2010.11.14	2013.11.13
	Projet de renforcement de la formation professionnelle	2010. 7.28	2011. 1. 1	2013.12.31
	Projet d'amélioration de l'exploitation et des capacités de gestion des voies navigables au Sud-Soudan	2010.12. 1	2011. 3. 1	2014. 2.28
	Projet de développement des capacités pour la fourniture de services pour les besoins humains fondamentaux à Kassala	2011. 2.23	2011. 2.23	2014. 4.30
Tanzanie	Renforcement des systèmes de santé pour le projet de services pour le VIH et le SIDA	2010. 7.22	2010.10.28	2014.10.29
	Coopération technique pour le projet de renforcement des capacités pour l'amélioration des transports de Dar Es-Salaam	2010. 8. 1	2010.11.15	2012.11.15
	Renforcer le développement des ressources humaines pour la santé	2010. 8.12	2010.11.18	2014.11.17
	Coopération technique pour le développement des capacités pour la promotion des dispositifs d'irrigation dans le cadre des plans de développement agricole du district	2010.10.22	2010.11.20	2013.11.19

**Europe**

Bosnie-Herzégovine	Projet de modernisation des programmes d'études en informatique (phase 2)	2010. 7.20	2010. 8. 1	2013. 8.31
Macédoine (ARYM)	Projet de développement du système intégré de prévention et d'alerte précoce des incendies de forêt	2011. 1.27	2011. 5.12	2014. 5.11
Serbie	Projet de développement des capacités des mesures d'atténuation appropriées à l'échelle nationale (MAAN)	2010. 8.20	2010.11. 1	2013. 2.28
Turquie	Projet d'éducation sur les catastrophes basé sur l'école	2010.10.18	2011. 1. 4	2014. 1. 3

Total : 135 projets (53 pays et régions)

**13-2 Dons (projets de l'exercice 2010)**

(Unité : 1 million JPY)

Pays	Nom du projet	Date de signature de l'accord de don	Montant*
<b>Asie</b>			
Asie	Projet de conservation de la biodiversité transfrontière des zones forestières protégées du Mékong	2010.11. 2	174
Cambodge	Projet d'amélioration des ouvrages de tête à Roleang Chrey	2009. 6. 25	619
	Projet d'amélioration de la route nationale n° 1	2009. 7. 31	1 153
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	2010. 6. 23	148
	Projet de construction du pont Neak Loeung	2010. 6. 23	728
	Projet d'amélioration de l'équipement pour les activités de déminage (phase 4)	2011. 3. 16	1 298
	Projet de remplacement et d'expansion des systèmes de distribution d'eau dans les capitales provinciales	2011. 3. 16	2 760
	Projet de protection contre les inondations et d'amélioration du drainage de la capitale Phnom Penh (phase 3)	2011. 3. 16	3 700
Indonésie	Projet de construction de ponts dans la province de Nusa Tenggara Barat (phase 2)	2010. 1. 12	328
	Projet d'amélioration des ponts dans les îles Nias	2010. 1. 12	1 061
	Projet d'amélioration du système de sécurité dans l'aéroport	2010.11. 8	621
	Projet de reconstruction d'écoles sûres dans les zones dévastées par le séisme des côtes de Padang à Sumatra Ouest	2010. 6. 7	549
	Projet de sécurité alimentaire pour les agriculteurs défavorisés	2010. 6. 7	520

Pays	Nom du projet	Date de signature de l'accord de don	Montant*
<b>Asie (suite)</b>			
Laos	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	2009. 5. 25	97
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	2010. 5. 14	127
	Projet d'amélioration des milieux scolaires dans les provinces de Savannakhet et Champassak	2010. 6. 15	1 018
	Projet d'amélioration des programmes TV de la télévision nationale du Laos	2011. 3. 18	76
	Projet d'amélioration de la capacité de transport des bus publics dans la capitale Vientiane	2011. 3. 18	500
Myanmar	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	2009.10. 30	157
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	2010. 9. 3	33
	Aide alimentaire	2010. 4. 9	510
	Projet de fourniture d'équipements pour le programme national contre la tuberculose	2010. 6. 10	308
Philippines	Projet de construction de ponts pour le développement communautaire des réformes agraires	2009. 5. 27	369
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	2009. 5. 27	135
	Projet d'amélioration d'un système de radar météorologique	2009.11. 13	1 137
Timor-Est	Projet de réhabilitation d'urgence du port d'Oecusse	2010.12. 14	1 175
	Projet d'amélioration urgente du système d'approvisionnement en eau à Bemos-Dili (phase 2)	2011. 1. 31	272
	Projet d'introduction d'énergies propres par un système de production d'électricité solaire	2010. 7. 8	500
Vietnam	Projet de reboisement des zones côtières et sableuses au centre-sud du Vietnam (phase 2)	2009. 7. 6	179
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	2010. 7. 12	168
	Projet de réhabilitation des réservoirs à petite échelle dans la province de Quang Ngai	2010. 8. 11	698
Chine	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	2009. 7. 23	280
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	2010. 8. 25	42
Mongolie	Projet de construction d'une voie ferrée aérienne dans la ville d'Oulan-Bator	2009. 5. 27	1 143
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	2009. 5. 27	88
	Projet d'amélioration des installations d'approvisionnement en eau à Darkhan	2009. 7. 22	687
	Projet d'amélioration des installations d'enseignement primaire (phase 4)	2009. 8. 18	721
	Projet de protection des ressources en eau douce et de la nature	2010. 5. 4	756
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	2010. 5. 4	117
	Projet d'amélioration de l'équipement éducatif des écoles, des radios et des télévisions	2010. 9. 3	101
Afghanistan	Programme d'augmentation de la production agricole par l'amélioration de la productivité en Afghanistan	2010. 6. 5	1 033
	Projet de réhabilitation des chaussées aéroportuaires à l'aéroport international de Kaboul	2010.10. 12	134
	Projet de construction d'un hôpital pour les maladies contagieuses	2011. 2. 21	2 643
	Programme d'amélioration des systèmes d'irrigation et de construction de microcentrales hydroélectriques dans les provinces de Bamiyan et Kaboul	2010.11. 10	1 356
	Projet d'éradication de la poliomyélite	2011. 1. 29	452
Bangladesh	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	2010. 6. 13	115
Bhoutan	Projet de reconstruction des ponts (phase 3)	2009. 6. 19	811
	Projet de remplacement des ambulances	2011. 1. 25	161
	Projet de sécurité alimentaire pour les agriculteurs défavorisés	2011. 3. 21	130
Inde	Projet de renforcement du Centre de production des médias électroniques de l'Université Indira Gandhi	2010. 7. 26	787
	Projet d'éradication de la poliomyélite	2011. 1. 21	192
Népal	Projet de construction de la route de Sindhuli (section III)	2009. 6. 23	1 922
	Projet de sécurité alimentaire pour les agriculteurs défavorisés	2010. 4. 8	490
Pakistan	Projet d'amélioration des systèmes d'approvisionnement en eau à Abbottabad	2010. 9. 14	436
	Projet de réhabilitation d'urgence du système d'assainissement et de drainage à Lahore	2010. 9. 27	1 223
	Projet d'expansion du système d'approvisionnement en eau à Faisalabad	2010. 9. 27	799
	Projet d'éradication de la poliomyélite	2010.12. 14	395
Sri Lanka	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	2010. 5. 25	114
	Projet de reconstruction de 5 ponts dans la province Orientale	2010.11. 25	142
	Projet d'amélioration des équipements de production TV de la Sri Lanka Rupavahini Corporation	2011. 2. 10	42
	Projet de sécurité alimentaire pour les agriculteurs défavorisés	2011. 3. 31	360
Géorgie	Projet d'introduction d'énergies propres par un système de production d'électricité solaire	2010. 6. 16	480
Kirghizstan	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	2009. 6. 18	111
	Projet d'amélioration de l'équipement pour l'entretien des routes à Issyk-Kul et Chui Oblasts	2010. 8. 12	974
Ouzbékistan	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	2009. 7. 29	79
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	2010. 7. 15	110
Tadjikistan	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	2009. 6. 5	41
	Projet de sécurité alimentaire pour les agriculteurs défavorisés	2010. 4. 15	190
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	2010. 5. 17	66

Pays	Nom du projet	Date de signature de l'accord de don	Montant*
<b>Océanie</b>			
Îles Salomon	Projet d'amélioration du système d'approvisionnement en eau d'Honiara et Auki	2009. 6. 17	659
	Projet de construction de l'hôpital de Gizo	2009. 6. 17	1 172
	Projet d'amélioration du réseau de radiodiffusion pour l'administration de la prévention des catastrophes	2011. 3. 24	504
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Projet de reconstruction des ponts sur la route côtière de Bougainville	2009. 6. 25	1 330
Tonga	Projet de modernisation et de rénovation de l'hôpital de Vaiola (phase 2)	2010. 5. 11	380
Tuvalu	Projet d'amélioration du réseau de radiodiffusion moyennes ondes et de prévention des catastrophes	2010. 6. 16	801

**Amérique du Nord et Amérique latine**

Costa Rica	Projet d'amélioration de l'équipement d'apprentissage de la langue japonaise de l'Université du Costa Rica	2011. 3. 28	46
Haïti	Projet de réhabilitation des routes urbaines (routes et drainage) à Léogane	2010.11. 24	1 048
Jamaïca	Projet d'amélioration de l'équipement d'apprentissage de la langue japonaise de l'Université des West Indies	2011. 3. 14	27
Nicaragua	Projet de construction du pont de Santa Fe au Nicaragua	2010. 5. 26	479
Argentine	Projet d'amélioration des programmes de télévision et des équipements de production du système national de diffusion publique	2010. 9. 16	167
Bolivie	Projet d'amélioration du système d'approvisionnement en eau de la zone sud-est de Cochabamba	2009. 5. 28	868
	Projet de développement du système d'approvisionnement en eau de la rivière San Juan à Potosi	2009.10. 21	1 097
	Projet de sécurité alimentaire pour les agriculteurs défavorisés	2010.12. 3	320
	Projet d'introduction des énergies propres par un système de production d'électricité solaire	2010. 8. 31	440
Équateur	Projet de construction du nouveau pont international de Macara	2010. 3. 17	129
	Projet d'amélioration des équipements de son et d'éclairage du théâtre national de la chambre de la culture équatorienne « Benjamin Carrion »	2010. 4. 5	96
Guyana	Projet de réhabilitation du système de conservation de l'eau à Demerara Est	2011. 3. 25	289
Pérou	Projet de construction du nouveau pont international de Macara	2010. 4. 19	10
	Projet de construction du nouvel Institut national de la réhabilitation « Dr Rebaza Adriana Flores »	2010. 2. 5	1 682
	Projet d'amélioration de l'équipement de recherche de l'Université nationale agraire - La Molina	2010. 4. 30	70

**Moyen-Orient et Maghreb**

Autorité palestinienne	Projet de système de collecte et de traitement des eaux usées et de réutilisation à Jéricho	2011. 2. 28	2 650
Maroc	Projet de prévision des crues et de système d'alerte dans la zone du Haut-Atlas	2011. 3. 23	586
Yémen	Projet de modernisation et de revitalisation d'un atelier de machines pour la construction routière à Nukum	2010. 4. 28	707
	Projet d'approvisionnement en eau des zones rurales	2010. 5. 17	253

**Afrique du Sud**

Afrique du Sud	Projet d'amélioration de l'équipement pour la pratique du judo de Judo South Africa	2011. 3. 18	67
Angola	Projet de rénovation du Centre de formation de Viana	2010. 8. 30	844
	Projet d'éradication de la poliomyélite	2011. 2. 22	383
Bénin	Projet de fourniture d'eau potable dans les zones rurales (phase 4)	2009. 7. 7	674
	Programme de soutien à l'environnement des villages par la participation communautaire	2011. 1. 21	406
	Projet d'amélioration des programmes télévisés diffusés par l'Office de la radio et de la télévision du Bénin	2011. 3. 29	29
Burkina Faso	Projet de fourniture d'eau potable dans les régions du plateau central et du centre-sud	2009. 6. 26	616
	Projet de renforcement des capacités d'enseignement et de formation de l'École nationale des eaux et forêts	2010.12. 2	655
Burundi	Projet de réhabilitation des routes et des infrastructures de Bujumbura	2010. 6. 7	112
Congo	Aide alimentaire	2010. 6. 25	270
Djibouti	Projet d'approvisionnement en eau des zones rurales dans le sud de Djibouti	2011. 3. 28	489
Éthiopie	Projet d'approvisionnement en eau des zones rurales de la région d'Oromia	2009. 7. 16	563
	Projet d'approvisionnement en eau des zones rurales de la région du Tigré	2010. 5. 14	202
	Projet d'exploitation et de maintenance de l'axe routier : Goha Tshion - Dejen par la gorge d'Abay (fourniture d'équipement)	2010. 6. 25	960
Ghana	Projet de réhabilitation de la route nationale N° 8	2009. 7. 7	1 779
	Réduction de la pauvreté	2011. 2. 4	340
	Réduction de la pauvreté	2011. 3. 2	200
Guinée-Bissao	Fonds des Nations unies pour l'enfance	2010. 4. 28	865
	Projet de construction d'usines pour les petites pêcheries dans la région de Tombali	2010. 6. 9	856
	Projet de sécurité alimentaire pour les agriculteurs défavorisés	2011. 3. 12	175
Kenya	Projet d'augmentation du système d'approvisionnement en eau de Kapsabet	2009. 7. 6	1 289
	Aide alimentaire	2010.11. 16	940
	Projet d'amélioration du système d'approvisionnement en eau d'Embu et ses environs	2010. 7. 26	550
	Projet de construction de la route périphérique de Nairobi Ouest	2010.11. 16	30

Pays	Nom du projet	Date de signature de l'accord de don	Montant*
<b>Afrique du Sud (suite)</b>			
Liberia	Projet de soutien au développement d'écoles favorables au développement des enfants	2010. 7. 2	772
	Projet de prévention des maladies infectieuses pour les enfants	2011. 3. 8	304
Malawi	Projet d'amélioration des routes de la ville de Blantyre (phase 2)	2010. 6. 2	899
	Projet d'amélioration des instruments de musique des services de police du Malawi	2010. 6. 25	35
	Projet de reconstruction et d'agrandissement d'écoles secondaires communautaires sélectionnées	2010. 8. 31	1 198
	Projet de remplacement de systèmes de navigation aérienne à l'aéroport international de Kamuzu	2011. 1. 26	778
	Projet de développement de la nappe phréatique à Mwanza et Neno	2011. 1. 26	426
Mali	Projet de construction de ponts sur le corridor sud reliant le Mali et le Sénégal (phase 2)	2009. 5. 22	292
	Projet de construction de ponts sur le corridor sud reliant le Mali et le Sénégal (phase 3)	2009. 7. 7	729
	Projet de construction d'un marché central aux poissons à Bamako	2010. 6. 23	1 027
Niger	Projet de fourniture d'eau potable en vue de l'éradication du ver de Guinée dans la région de Tillabéri	2009. 6. 11	381
Nigeria	Projet de construction de salles de classe supplémentaires pour les écoles primaires (phase 2)	2010. 6. 28	1 132
	Projet de prévention des maladies infectieuses pour les enfants	2010.12. 10	881
Ouganda	Projet d'amélioration du programme national élargi de vaccination en Ouganda	2010. 4. 12	451
	Projet de réhabilitation des hôpitaux et de fourniture d'équipements médicaux dans la région centrale de l'Ouganda	2010. 6. 17	139
République centrafricaine	Projet de construction d'écoles primaires	2009. 7. 10	543
République démocratique du Congo	Projet d'appui à un environnement favorable aux enfants grâce à la participation communautaire dans les provinces de l'Équateur, du Kasai Oriental et du Kasai Occidental	2010. 4. 29	601
	Projet de fourniture d'équipements aux cliniques universitaires de Kinshasa	2010. 6. 14	728
	Projet de réhabilitation et de modernisation de l'avenue des Poids Lourds à Kinshasa, République démocratique du Congo (phase 2)	2010. 6. 4	409
	Projet d'expansion de l'usine de traitement de l'eau de Ngaliema à Kinshasa	2010. 6. 4	354
Rwanda	Projet d'amélioration des sous-stations et du réseau de distribution	2011. 3. 22	2 454
	Projet de sécurité alimentaire pour les agriculteurs défavorisés	2011. 3. 22	190
Sénégal	Projet de fourniture d'infrastructures d'assainissement dans les régions de Tambacounda et de Kédougou	2009. 5. 29	642
	Projet de construction de ponts sur le corridor sud reliant le Mali et le Sénégal (phase 2)	2009. 5. 29	292
	Projet de renforcement du Centre de formation professionnelle et technique Sénégal-Japon	2011. 3. 8	1 074
	Projet de construction de salles de classe pour l'enseignement élémentaire et secondaire dans les régions de Dakar et de Thies	2011. 3. 8	1 213
Sierra Leone	Projet d'établissement d'un système d'approvisionnement en eau en zone rurale à Kambia	2011. 1. 20	805
Soudan	Projet de prévention des maladies infectieuses pour les enfants	2010.11. 10	870
Swaziland	Projet d'amélioration de l'enseignement secondaire	2011. 3. 24	1 143
Tanzanie	Projet d'approvisionnement en eau en milieu rural dans les régions de Mwanza et Mara	2009. 5. 27	452
	Aide alimentaire	2010. 5. 20	970
	Projet d'élargissement de la route de New Bagamoyo	2010. 5. 31	256
	Projet d'amélioration de l'équipement d'affichage et audiovisuel pour le Centre d'accueil des visiteurs de la zone protégée de Ngorongoro	2010.10. 18	48
	Réduction de la pauvreté	2010.11. 18	470
	Projet de sécurité alimentaire pour les agriculteurs défavorisés	2011. 2. 24	400
	Projet de réhabilitation des sous-stations et lignes de transmission dans la région du Kilimandjaro	2011. 3. 24	2 500
	Projet de renforcement de la distribution électrique dans l'île de Zanzibar	2011. 3. 29	3 000
Zambie	Projet d'amélioration des routes de Ndola et Kitwe	2009. 8. 28	1 252
Zimbabwe	Projet de prévention des maladies infectieuses pour les enfants	2011. 3. 29	464
<b>Europe</b>			
Bosnie-Herzégovine	Projet d'amélioration des instruments de musique de l'orchestre philharmonique de Sarajevo	2010.10. 26	44
Bulgarie	Projet d'amélioration du matériel de sonorisation du théâtre et de la salle de concert « Konstantin Kisimov » à Veliko Tarnovo	2011. 1. 25	51
Kosovo	Projet d'amélioration de la gestion des déchets solides	2011. 3. 30	543
Monténégro	Projet de réhabilitation d'urgence du système d'approvisionnement en eau dans la capitale Podgorica	2010. 5. 13	596
Serbie	Projet de dépistage du cancer du sein et d'amélioration des capacités de prévention	2010. 6. 30	632
Ukraine	"Projet d'amélioration des instruments de musique de l'Institut de musique d'État Reyngold Glier	2011. 3. 11	32
<b>Total : 163 projets (70 pays et régions **)</b>			<b>102 415</b>

Note : Projets mis en œuvre et gérés par la JICA.

\* Plafonds des dons pour les projets qui ont fait l'objet d'un accord de dons. Pour les projets qui s'étendent sur plusieurs exercices, l'année de la signature de l'accord de don est considérée comme la première année, et les plafonds des exercices suivants sont indiqués par exercice.

\*\* Le projet de conservation de la biodiversité transfrontière des zones forestières protégées du Mékong est mis en œuvre en Thaïlande et au Cambodge. Seule la Thaïlande est indiquée pour éviter un double comptage.

## 13-3 Liste des principaux engagements de prêts d'APD (accords de prêts nouveaux et approuvés durant l'exercice 2010) (Unité : 1 million JPY)

Pays	Nom du projet	Date de la signature/ modification du prêt	Prêt/montant supplémentaire
<b>Asie</b>			
Indonésie	PROJET DE RACCORDEMENT DES LIGNES DE TRANSMISSION ENTRE JAVA ET SUMATRA	2010. 4. 30	36 994
	PRÊT AU PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (III)	2010. 6. 23	27 195
	PRÊT AUX POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT (VII)	2010.12. 10	8 391
	PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES RÉFORMES DANS LE SECTEUR DES INFRASTRUCTURES (III)	2011. 3. 11	8 291
	PROJET DE CENTRALE GÉOTHERMIQUE À LUMUT BALAI	2011. 3. 29	26 966
Philippines	PROJET DE RÉHABILITATION DES INFRASTRUCTURES À COURT TERME APRÈS ONDOY ET PEPENG	2010. 5. 26	9 912
	PROJET DE CONSERVATION ET DE MODERNISATION DE LA ROUTE	2011. 3. 31	40 847
Thaïlande	PROJET DE CONSTRUCTION DU PONT POUR TRAVERSER LE FLEUVE CHAO PHRAYA SUR LA ROUTE NONTHABURI N°1	2010. 9. 28	7 307
	PROJET POUR UN SYSTÈME DE TRANSPORTS EN COMMUN À BANGKOK (LIGNE VIOLETTE) (II)	2010. 9. 28	16 639
Vietnam	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE EST-OUEST DE SAIGON (V)	2010. 5. 27	14 061
	PROJET D'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT DE L'EAU À HO CHI MINH VILLE (III)	2010. 5. 27	4 327
	PROGRAMME DE SOUTIEN EN RÉPONSE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE (I)	2010. 6. 18	10 000
	NEUVIÈME CRÉDIT DE SOUTIEN À LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ	2011. 1. 24	3 500
	PROJET DE CONSTRUCTION DU PONT DE NHAT TAN (PONT DE L'AMITIÉ VIETNAM-JAPON) (II)	2011. 1. 24	24 828
	PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE THERMIQUE À NGHI SON (II)	2011. 1. 24	29 852
Mongolie	PROJET DE PRÊT AUX INTERMÉDIAIRES FINANCIERS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES PME ET LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (PHASE 2)	2010.11. 19	5 000
Inde	PROJET DE CORRIDOR DÉDIÉ AU FRET (PHASE 2)	2010. 7. 26	1 616
	PROJET DE PROMOTION DE LA DIVERSIFICATION DES CULTURES À HIMACHAL PRADESH	2011. 2. 17	5 001
	PROJET DE VERDISSEMENT ET DE CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ DE TAMIL NADU	2011. 2. 17	8 829
	PROJET DE PLAN D'ACTION DE YAMUNA (III)	2011. 2. 17	32 571
Pakistan	PRÊT DE SOUTIEN AUX IMPORTATIONS D'URGENCE	2011. 1. 21	5 000
	PROJET DE RÉFECTION URGENTE DES ROUTES RURALES DE KHYBER PAKHTUNKHWA	2011. 2. 22	14 700
Sri Lanka	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES TRANSPORTS URBAINS DU GRAND COLOMBO (PHASE 2) (II)	2011. 3. 22	31 688
	PROJET DE LIGNES DE TRANSMISSION DE VAVUNIYA-KILINOCHCHI (II)	2011. 3. 22	1 422
Kazakhstan	PROJET D'AMÉLIORATION DU CORRIDOR DE TRANSPORT CAREC (SECTION ZHAMBYL OBLAST)	2010. 8. 23	6 361
Ouzbékistan	PROJET D'EXPANSION DE LA CENTRALE THERMIQUE DE TALIMARJAN	2010. 5. 1	27 423
<b>Amérique du Nord et Amérique latine</b>			
Brésil	PROJET D'AMÉLIORATION ENVIRONNEMENTALE DANS LE BASSIN DU LAC BILLINGS	2010.10. 14	6 208
	PROJET D'AMÉLIORATION DE L'ASSAINISSEMENT DE LA RÉGION MÉTROPOLITAINE DE BAIXADA SANTISTA (II)	2011. 2. 15	19 169
Paraguay	PROJET D'AMÉLIORATION DES ROUTES RURALES	2010. 9. 9	4 822
<b>Afrique</b>			
Cameroun	PROJET DE RENFORCEMENT ET D'EXTENSION DES RÉSEAUX DE TRANSMISSION ET DE DISTRIBUTION ÉLECTRIQUE	2011. 3. 4	2 939
Kenya	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION À MWEA	2010. 8. 16	13 178
	PROJET DE CONSTRUCTION DES LIGNES DE TRANSMISSION OLKARIA-LESSOS-KISUMU	2010.12. 10	12 410
Maurice	PROJET DE SYSTÈME D'ÉGOUTS À GRAND BAIE	2010. 7. 8	7 012
Ouganda	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU PONT SUR LE NIL À JINJA	2010.11. 1	9 198
Tanzanie	PROJET DE SOUTIEN AU SECTEUR ROUTIER	2010. 5. 31	7 119
	PROJET D'INVESTISSEMENT POUR LA LIGNE PRINCIPALE DE TRANSPORT IRINGA-SHINYANGA	2010.12. 13	6 048
<b>Europe</b>			
Turquie	PROJET POUR LA TRAVERSÉE DU BOSPHORE PAR UN TUNNEL FERROVIAIRE (II) (Prêt d'APD supplémentaire) *	2010.11. 22	42 078
<b>Total : 36 projets (17 pays)</b>			<b>538 902</b>

\* Le nombre total de projets ne comprend pas l'engagement de prêt supplémentaire pour la Turquie, mais le montant total comprend cet engagement.

## 13-4 Principaux projets d'investissement en actions (au 31 mars 2011)

Nom du projet	Société d'investissement	Résumé du projet	Date de l'investissement initial	Capital social (unité monétaire)	Parts détenues par la JICA (%)	Pays
Projet d'hydroélectricité et de production d'aluminium sur le fleuve Asahan	Nippon Asahan Aluminum Co., Ltd.	Production électrique utilisant les ressources hydriques du fleuve Asahan au nord de Sumatra et fusion d'aluminium (environ 225 000 tonnes par an)	1975.12	99 985 (en millions JPY)	50,0	Indonésie
Projet de production pétrochimique à Singapour	Japan-Singapore Petrochemicals Co., Ltd.	Production d'éthylène et d'autres produits pétrochimiques (environ 1 million de tonnes d'éthylène par an) sur l'île de Merbaw	1977.08	23 877 (en millions JPY)	20,0	Singapour
Projet de production d'aluminium en Amazonie	Nippon Amazon Aluminum Co., Ltd.	Production d'alumine (environ 4,4 millions de tonnes par an) et fusion d'aluminium (environ 450 000 tonnes par an) dans la région amazonienne	1978.08	57 350 (en millions JPY)	44,9	Brésil
Projet de production de méthanol en Arabie saoudite	Japan Saudi Arabia Methanol Co., Inc.	Production de méthanol (environ 4,7 millions de tonnes par an) dans la zone industrielle d'Al Jubail	1979.12	2 310 (en millions JPY)	30,0	Arabie saoudite
Projet de production pétrochimique en Arabie saoudite	SPDC Ltd.	Production d'éthylène glycol (environ 1,35 million de tonnes par an) et de polyéthylène (environ 750 000 tonnes par an) dans la zone industrielle d'Al Jubail	1981.06	56 800 (en millions JPY)	37,1	Arabie saoudite
Projet d'engrais KAFCO au Bangladesh	KAFCO Japan Investment Co., Ltd.	Production d'urée (environ 700 000 tonnes par an) et d'ammoniaque (environ 500 000 tonnes par an) à Chittagong	1990.07	5 024 (en millions JPY)	46,4	Bangladesh
Fonds pour l'environnement d'Amérique du Nord	North American Environmental Fund, L.P.	Investissements dans des projets environnementaux à petite échelle initiés par le secteur privé (société de gestion) par le biais du Fonds	1993.09	24 865 (en milliers USD)	28,6	Mexique
Projet de production de pâte à papier Musi	Sumatra Pulp Co., Ltd.	Production de pâte à papier (environ 450 000 millions de tonnes par an) dans la région de Bilimbing au sud de Sumatra	1995.04	13 351 (en millions JPY)	42,7	Indonésie
Projet de fonds régional Apex en Asie du Sud	SARA Fund Trustee Co., Ltd.	Création d'un fonds pour fournir des capitaux d'investissement aux petites et moyennes entreprises au niveau de l'État (co-investi par la BAD et la SFI)	1996.04	192 500 (en milliers INR)	22,7	Inde
Projet Thai Recovery Fund	Thai Recovery Fund LLC	Fonds de placement pour la restructuration et la promotion des petites et moyennes entreprises en Thaïlande	2001.07	50 (en milliers USD)	25,0	Thaïlande
Programme de soutien financier de l'ONU pour aider les étudiants des pays en développement à étudier au Japon	Fonds d'affectation spéciale de l'Université des Nations unies (UNU)	Projet de soutien aux ressortissants des pays en développement dont les études au Japon sont financées par des fonds privés, par une contribution à un fonds d'affectation spéciale créé par l'ONU	2003.08	151 (en millions JPY)	100,0	Japon

Note : Les principaux projets de participation au capital ont un ratio d'investissement de 20 % ou plus.

# Antennes au Japon et bureaux à l'étranger

## Antennes au Japon

### JICA Sapporo

Tél. : +81-11-866-8333  
4-25, Minami, Hondori 16-chome, Shiroishi-ku, Sapporo City,  
Hokkaido 003-0026

### JICA Obihiro

Tél. : +81-155-35-1210  
1-2, Nishi 20-jo Minami 6-chome, Obihiro City,  
Hokkaido 080-2470

### JICA Tohoku

Tél. : +81-22-223-5151  
15th Floor, Sendai Daiichi Seimei Tower Bldg., 6-1,  
Ichiban-cho 4-chome, Aoba-ku, Sendai City,  
Miyagi 980-0811

### JICA Nihonmatsu

Tél. : +81-243-24-3200  
4-2, Aza Nagasaka, Nagata, Nihonmatsu City,  
Fukushima 964-8558

### JICA Tsukuba

Tél. : +81-29-838-1111  
3-6, Koyadai, Tsukuba City, Ibaraki 305-0074

### JICA Tokyo

Tél. : +81-3-3485-7051  
49-5, Nishihara 2-chome, Shibuya-ku, Tokyo 151-0066

### JICA Hiroo/JICA Global Plaza

Tél. : +81-3-3400-7717  
2-24, Hiroo 4-chome, Shibuya-ku, Tokyo 150-0012  
<http://www.jica.go.jp/hiroba/english>

### JICA Yokohama

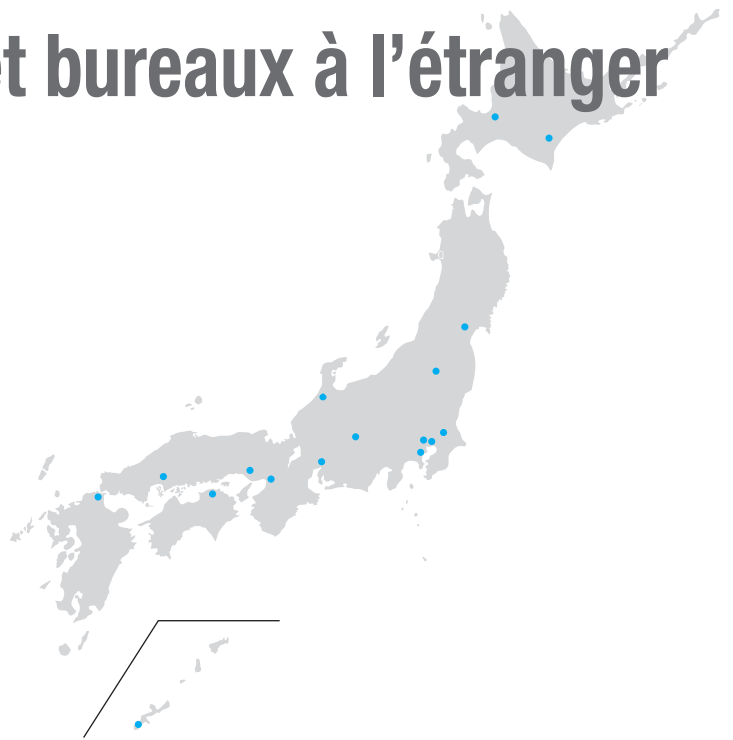
Tél. : +81-45-663-3251  
3-1, Shinko 2-chome, Naka-ku, Yokohama City,  
Kanagawa 231-0001

### JICA Komagane

Tél. : +81-265-82-6151  
15, Akaho, Komagane City, Nagano 399-4117

### JICA Hokuriku

Tél. : +81-76-233-5931  
4th Floor, Rifare (Office Tower), 5-2, Honmachi 1-chome,  
Kanazawa City, Ishikawa 920-0853



### JICA Chubu/Nagoya Global Plaza

Tél. : +81-52-533-0220  
60-7, Hiraike-cho 4-chome, Nakamura-ku, Nagoya City,  
Aichi 453-0872

### JICA Osaka

Tél. : +81-72-641-6900  
25-1, Nishitoyokawa-cho, Ibaraki City, Osaka 567-0058

### JICA Hyogo

Tél. : +81-78-261-0341  
5-2, Wakinohama Kaigandori 1-chome, Chuo-ku, Kobe City,  
Hyogo 651-0073

### JICA Chugoku

Tél. : +81-82-421-6300  
3-1, Kagamiyama 3-chome, Higashi Hiroshima City,  
Hiroshima 739-0046

### JICA Shikoku

Tél. : +81-87-821-8824  
7th Floor, Nissei Takamatsu Bldg., 1-5, Ban-cho 1-chome,  
Takamatsu City, Kagawa 760-0017

### JICA Kyushu

Tél. : +81-93-671-6311  
2-1, Hirano 2-chome, Yahata Higashi-ku, Kitakyushu City,  
Fukuoka 805-8505

### JICA Okinawa

Tél. : +81-98-876-6000  
1143-1, Aza Maeda, Urasoe City, Okinawa 901-2552

**Bureaux à l'étranger (par ordre alphabétique)****Asie**

Afghanistan Office  
 Bangladesh Office  
 Bhutan Office  
 Cambodia Office  
 China Office  
 India Office  
 Indonesia Office  
 Kyrgyz Office  
 Laos Office  
 Malaysia Office  
 Maldives Office  
 Mongolia Office  
 Myanmar Office  
 Nepal Office  
 Pakistan Office  
 Philippines Office  
 Sri Lanka Office  
 Tajikistan Office  
 Thailand Office  
 Timor-Leste Office  
 Uzbekistan Office  
 Viet Nam Office

**Océanie**

Fiji Office  
 Marshall Islands Office  
 Micronesia Office  
 Palau Office  
 Papua New Guinea Office  
 Samoa Office  
 Solomon Islands Office  
 Tonga Office  
 Vanuatu Office

**Amérique du Nord et Amérique latine**

Argentine Office  
 Belize Office  
 Bolivia Office  
 Brazil Office  
 Chile Office  
 Colombia Office  
 Costa Rica Office  
 Dominican Republic Office  
 Ecuador Office  
 El Salvador Office  
 Guatemala Office  
 Honduras Office  
 Jamaica Office  
 Mexico Office  
 Nicaragua Office  
 Panama Office  
 Paraguay Office  
 Peru Office  
 Saint Lucia Office  
 Uruguay Office  
 U.S.A. Office  
 Venezuela Office

**Afrique**

Bureau au Bénin  
 Botswana Office  
 Bureau au Burkina Faso  
 Bureau au Cameroun  
 Bureau en Côte d'Ivoire  
 Bureau en République démocratique du Congo  
 Bureau à Djibouti  
 Ethiopia Office  
 Bureau au Gabon

Ghana Office  
 Kenya Office  
 Bureau à Madagascar  
 Malawi Office  
 Mozambique Office  
 Namibia Office  
 Bureau au Niger  
 Nigeria Office  
 Bureau au Rwanda  
 Bureau au Sénégal  
 South Africa Office  
 South Sudan Office  
 Sudan Office  
 Tanzania Office  
 Uganda Office  
 Zambia Office  
 Zimbabwe Office

**Moyen-Orient et Maghreb**

Egypt Office  
 Iran Office  
 Iraq Office  
 Jordan Office  
 Bureau au Maroc  
 Syria Office  
 Bureau en Tunisie  
 Office in Gaza  
 Yemen Office

**Europe**

Balkan Office  
 Bureau en France  
 Turkey Office  
 U.K. Office

Vous pouvez consulter les coordonnées des bureaux à l'étranger sur le site internet de la JICA.

[Page d'accueil \(en anglais\)](#) >>

[Contact](#) >>

[Overseas Offices](#)

<http://www.jica.go.jp/english/contact/overseas>



# Glossaire

## **B Banque asiatique de développement (BASD)**

L'objectif de cette institution financière internationale est de promouvoir le développement socioéconomique des pays d'Asie. La BASD propose des prêts sur une base semi-commerciale.

### **Banque mondiale**

Plus grande agence d'aide au développement dans le monde, la Banque mondiale accorde des prêts aux gouvernements centraux et agences des pays membres. Ces prêts sont couverts par les garanties d'emprunt des gouvernements.

### **Base de la pyramide (BoP)**

Populations pauvres dont les revenus annuels sont inférieurs à 3 000 USD. Environ 4 milliards de personnes dans le monde représentent la base de la pyramide. Les « activités BoP » font référence aux activités ayant le potentiel de répondre à divers problèmes auxquels sont confrontées les populations pauvres et les exclus de la société et du processus de développement.

## **C Comité d'aide au développement (CAD)**

Enceinte internationale au sein de laquelle les pays donateurs examinent les questions liées à l'aide, au développement et à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. Le CAD est l'un des trois principaux comités de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Le Japon est devenu membre du CAD en 1964 lorsqu'il a adhéré à l'OCDE.

### **Conditions spéciales de partenariat économique (STEP)**

Dispositif mis en place en 2002 afin d'augmenter la visibilité des prêts d'APD du Japon par des transferts techniques aux pays en développement, en utilisant la technologie avancée et le savoir-faire du Japon. Ces prêts ont un niveau de concessionnalité plus élevé que l'aide liée et d'autres prêts.

### **Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD)**

Forum international sur le développement de l'Afrique, la TICAD est organisée depuis 1993 — et tous les cinq ans — par le gouvernement japonais, en partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale et d'autres agences. La TICAD IV a eu lieu à Yokohama en 2008.

### **Coopération Sud-Sud**

Mise en œuvre de programmes de coopération en faveur des pays les moins avancés accusant un retard de développement, par des pays à revenu intermédiaire et relativement plus développés qui utilisent leur expérience en matière de développement et leurs ressources humaines.

## **Coopération triangulaire**

Mise en œuvre de programmes de coopération par le Japon conjointement avec d'autres donateurs et organisations internationales, pour promouvoir le développement des pays bénéficiaires.

## **E Éducation pour tous (EPT)**

Initiative internationale initiée en 1990 visant à fournir des opportunités d'éducation aux populations du monde entier. Concrètement, l'EPT a fixé six objectifs à atteindre par tous les pays et régions d'ici 2015, notamment garantir l'accès à un enseignement primaire obligatoire et gratuit et la possibilité d'achever un cycle complet d'études primaires, éliminer les disparités entre les sexes dans l'éducation, et améliorer de 50 % le niveau d'alphabétisation des adultes (Cadre d'action de Dakar). Pour atteindre ces objectifs, la communauté internationale travaille en coopération sur diverses initiatives. Ces objectifs sont également identifiés comme OMD 2 et 3.

## **F Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF)**

Agence des Nations unies qui a pour vocation d'apporter une aide aux enfants, particulièrement en matière de santé dans les pays en développement, par des actions destinées à améliorer la nutrition, la fourniture d'eau potable, la protection sociale de la mère et de l'enfant, et l'éducation, entre autres approches.

### **Fonds monétaire international (FMI)**

Agence spécialisée des Nations unies dont la mission est de fournir à relativement court terme à ses pays membres les moyens de financement nécessaires pour assurer les échanges et les paiements et garantir les autres flux financiers courants.

## **G Gouvernance**

La gouvernance fait référence à l'établissement et à la gestion du cadre institutionnel destiné à faciliter la stabilité et le développement d'un pays. Une bonne gouvernance doit permettre de mobiliser, d'affecter et de gérer efficacement les ressources du pays tout en prenant en compte la volonté de ses citoyens. La gouvernance fait également référence aux systèmes gouvernementaux de coopération entre agences gouvernementales, société civile et secteur privé, ainsi qu'aux mécanismes de prise de décisions. La gouvernance englobe trois grandes dimensions — le système politique national, la capacité du gouvernement à élaborer et mettre en œuvre des politiques, et enfin, les systèmes relatifs aux interactions entre gouvernement, société civile et secteur privé.

## **H Homologues**

Représentants officiels de gouvernements et techniciens de pays partenaires bénéficiant de conseils stratégiques et de transferts de technologie dans le cadre de projets de coopération internationale.

## **I Institut international de recherche sur le riz (IIRR)**

Créé en 1960, cet organisme de formation et de recherche est spécialisé dans l'étude de la riziculture.

## **M Mécanisme de développement propre (MDP)**

C'est l'un des mécanismes de Kyoto — spécifiés dans le protocole de Kyoto — visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ce mécanisme permet à un pays industrialisé de fournir des fonds ou de la technologie pour un projet réduisant les gaz à effet de serre dans un pays en développement. En contrepartie, ce pays peut utiliser tout ou partie des crédits de réduction certifiée des émissions obtenus grâce au projet pour atteindre ses propres objectifs d'émission.

## **N NERICA (nouveau riz pour l'Afrique)**

Acronyme de *New Rice for Africa*. Ce projet concerne essentiellement les nouveaux cultivars des hautes terres (arides), mais des activités de recherche et développement sont également conduites concernant les variétés de riz d'irrigation. Le projet NERICA a permis de mettre au point des variétés hybrides en croisant des variétés asiatiques à haut rendement et des variétés africaines, résistantes à la sécheresse, aux maladies et aux pesticides. Ces variétés devraient contribuer à faire du riz un aliment de base important en Afrique.

### **Nouvelle Stratégie de croissance**

Politique de promotion de la croissance de l'économie japonaise dont les grandes lignes ont été annoncées en décembre 2009 par le gouvernement japonais. Elle s'articule autour de six stratégies : la stratégie pour devenir une puissance économique et environnementale grâce aux innovations écologiques ; la stratégie pour une société sûre, en bonne santé et à forte longévité ; la stratégie de renforcement de la croissance asiatique ; la stratégie de promotion d'un tourisme orienté vers la revitalisation au niveau national et local ; la stratégie nationale pour la science et la technologie ; et la stratégie pour l'emploi et les ressources humaines.

### O Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

Servant d'objectifs à la communauté internationale pour le 21<sup>e</sup> siècle, les OMD s'inspirent de la déclaration du Millénaire des Nations unies et de précédents objectifs de développement international définis lors de sommets internationaux dans les années 1990 et formant un cadre commun. Les OMD, que la communauté internationale s'est engagée à réaliser d'ici 2015, sont au nombre de huit.

### Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Agence spécialisée des Nations unies, dont le mandat est libellé en ces termes : « Atteindre la sécurité alimentaire pour tous est au cœur des efforts de la FAO – veiller à ce que les êtres humains aient un accès régulier à une nourriture de bonne qualité qui leur permette de mener une vie saine et active ».

### Organisation mondiale de la santé (OMS)

Agence spécialisée des Nations unies dont le mandat est de lutter contre la maladie à l'échelle mondiale et d'améliorer la situation en matière de santé et de malnutrition grâce à la coopération internationale.

### Organisation mondiale du commerce (OMC)

Organisation internationale créée en 1995 visant à promouvoir la libéralisation des échanges internationaux sur une base non-discriminatoire. Au mois de septembre 2009, l'OMC comptait 153 pays et régions membres.

### P Partenariat « Cool Earth »

Au cours de la réunion annuelle du Forum économique mondial de Davos, en Suisse, en janvier 2008, le premier ministre japonais de l'époque, Yasuo Fukuda, a présenté le partenariat « Cool Earth », un fonds d'environ 10 milliards USD mis en œuvre sur une période de cinq ans pour soutenir les efforts de lutte contre le changement climatique.

### Partenariat public-privé (PPP)

Utilisation du secteur privé pour la fourniture de services publics, le PPP est une méthode de mise en œuvre des programmes par la coordination du secteur public et du secteur privé. Cela comprend une grande variété de dispositifs adaptés au niveau de participation des entreprises privées, allant du simple projet aux services CET (construction-exploitation-transfert) ou à la privatisation complète. Les « projets d'infrastructure en PPP » font référence aux projets d'infrastructure mis en œuvre par une coordination du secteur public et du secteur et privé en utilisant le secteur privé pour la fourniture de services publics.

### Pays affranchis de l'APD

La liste des pays bénéficiaires de l'aide établie par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE se composait de deux parties. La partie I comprenait les pays en développement bénéficiaires de l'APD qui devait représenter 0,7 % du produit national brut (PNB) des donateurs, selon l'objectif fixé par les Nations unies. La partie II regroupait les pays plus avancés bénéficiaires d'une « aide publique » non comptabilisée en tant qu'APD. Les pays devenus plus prospères qui passaient de la partie I à la partie II de la liste s'étaient « affranchis » de l'APD.

En 2005, le CAD a décidé de revenir à une liste unique des bénéficiaires de l'APD et de supprimer la partie II.

### Pays émergents

Pays en développement ayant atteint une croissance économique rapide ces dernières années, notamment en Amérique du Sud, en Amérique Centrale, en Asie du Sud-Est et en Europe de l'Est.

### Pays en développement

Pays dont le niveau de développement économique est faible comparé à celui des pays industrialisés. Alors que ce terme désigne couramment l'ensemble des pays répondant à ce critère, la JICA l'utilise en règle générale pour désigner les pays et régions de la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD.

### Pays moyennement développés

Pays dont le PNB par habitant dépasse 3 035 USD (estimation de 1995 de la Banque mondiale).

### Programme alimentaire mondial (PAM)

Agence d'aide alimentaire des Nations unies dont la mission est d'éradiquer la faim et la malnutrition.

### R Rapport final de l'examen de l'APD

Série de recommandations émises par le ministère des Affaires étrangères japonais en juin 2010 sur la voie à suivre pour l'APD dans un contexte d'évolution de la situation nationale et internationale. Le rapport aborde, parmi d'autres thèmes, la philosophie de l'APD, ses priorités, la coopération renforcée avec le secteur privé et les ONG, l'exécution d'une aide stratégique et efficace, la diffusion de l'information et une plus large participation du public aux activités d'APD.

### Renforcement des capacités ou « capacity development »

Processus par lequel un pays en développement renforce ses propres capacités à résoudre ses problèmes de développement. Contrairement au processus de « création de capacités » ou « capacity building », impulsé de l'extérieur et supposant l'absence de capacités préexistantes, le « renforcement des capacités » fait référence au processus endogène de renforcement des capacités — des individus, des institutions, des systèmes et de la société dans son ensemble — par le pays lui-même. Le rôle de la coopération de la JICA est de soutenir le renforcement des capacités des pays en développement en facilitant leurs efforts dans ce sens.

### Revenu national brut (RNB)

Le RNB représente la valeur globale des biens et services produits intérieurement et à l'étranger par les citoyens d'un pays durant une période donnée.

### S Schéma directeur

Un schéma directeur est élaboré comme plan de base pour mettre en œuvre de nombreux types de projets de développement à long terme.

### Société fondée sur un cycle rationnel des matériaux

Société qui réduit sa consommation de ressources naturelles et le fardeau sur l'environnement. Le gouvernement japonais a établi l'Acte de base pour une société fondée sur un cycle rationnel des matériaux, en 2000, pour contribuer au changement d'une société axée sur les concepts traditionnels de production, de consommation et de destruction de masse. Les lignes directrices pour parvenir à cette société appellent à la pratique des 3R (réduction, réutilisation, recyclage).

### U Union africaine (UA)

La plus grande organisation régionale du monde, constituée de 53 pays membres. Son siège est situé à Addis-Abeba, la capitale de l'Éthiopie. Elle a remplacé l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en la renforçant et en la réorganisant en juillet 2002. En janvier 2010, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) a été intégré à l'UA. L'organisation a depuis renforcé son rôle dans le développement. La CUA est la commission de l'UA.

# Index des études de cas

## Afghanistan

Amélioration de l'agriculture basée sur le riz dans la province de Nangarhar [Système d'exécution] 127

## Afrique

Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD) [Initiatives concrètes] 112

## Amérique Centrale et Caraïbes

Projet de renforcement de l'enseignement des soins infirmiers et de formation sur le terrain au Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua et en République dominicaine [Initiatives concrètes] 64

## Amérique latine et Caraïbes

Vers l'établissement d'un cadre de cofinancement entre la BID et la JICA [Dossier spécial] 20

## ANASE

Réseau des universités des pays de l'ANASE/Réseau pour le développement de l'enseignement des sciences de l'ingénieur en Asie du Sud-Est [Initiatives concrètes] 100

## Arménie

Projet de centrale de cogénération électrique à cycle combiné à Erevan [Initiatives concrètes] 46

## Asie-Pacifique

Centre de développement Asie-Pacifique pour les handicapés (APCD) (phase 2) [Initiatives concrètes] 103

## Bangladesh

Action du Bangladesh en matière de mise en pratique de la sécurité humaine [Initiatives concrètes] 51

## Burkina Faso

Programme d'amélioration de l'eau et de l'environnement sanitaire [Initiatives concrètes] 107

## Cambodge

Programme de renforcement des systèmes de santé [Initiatives concrètes] 101

Promouvoir l'investissement au Cambodge (projet de renforcement des services liés aux investissements du Conseil pour le développement du Cambodge) [Initiatives concrètes] 117

## Cambodge, Laos, Vietnam

Projet de développement des capacités pour la transition vers le nouveau système CNS/ATM au Cambodge, au Laos et au Vietnam [Dossier spécial] 10

## Caraïbes

Élaboration d'un schéma directeur d'utilisation durable des ressources halieutiques pour le développement des communautés côtières dans les Caraïbes [Initiatives concrètes] 115

## Chili

Projet de renforcement des capacités face aux séismes et aux tsunamis [Initiatives concrètes] 68

## Chine

Projet de promotion du recyclage des déchets municipaux [Initiatives concrètes] 42

## Éthiopie

Dialogue sur la politique industrielle [Initiatives concrètes] 119

## Ghana

Projet de renforcement des capacités institutionnelles du Centre de formation pour le service public [Initiatives concrètes] 59

## Haïti

Aide à la reconstruction et à la prévention des catastrophes suite au séisme en Haïti [Initiatives concrètes] 65

## Honduras

Promotion d'entreprises autogérées par des femmes dans les zones rurales du Honduras [Initiatives concrètes] 93

## Inde

Le programme des entrepreneurs visionnaires pour le secteur manufacturier (VLFM) [Dossier spécial] 22

## Indonésie

Projet de développement des capacités pour les stratégies de lutte contre le changement climatique en Indonésie [Dossier spécial] 14

Réforme de la planification et du budget pour la mise en œuvre d'un système budgétaire axé sur les performances (PBB) [Initiatives concrètes] 91

Reconstruction d'écoles dotées de structures antisismiques et réduction des risques liés aux catastrophes basée sur la communauté / projet de reconstruction d'écoles sûres dans les zones dévastées par le séisme des côtes de Padang, à Sumatra Ouest [Initiatives concrètes] 109

Schéma directeur pour l'établissement d'une zone urbaine prioritaire pour l'investissement et l'industrie dans la région de Jabodetabek [Dossier spécial] 11

## Irak

Soutien au secteur de l'électricité [Initiatives concrètes] 94

## Kenya

Projet de développement de l'irrigation à Mwea [Initiatives concrètes] 61

## Kosovo

Projet de renforcement des capacités pour la gestion des déchets vers une société fondée sur un cycle rationnel des matériaux [Initiatives concrètes] 76

## Laos

Programme pilote du Laos (PPL) en faveur de la réduction des écarts de développement et de l'intégration de l'ANASE [Initiatives concrètes] 38

## Mongolie

Projet de prêt aux intermédiaires financiers pour le développement des petites et moyennes entreprises et la protection de l'environnement (I) (II) [Initiatives concrètes] 43

## Moyen-Orient et Maghreb

Soutien à l'éducation de la petite enfance au Moyen-Orient [Initiatives concrètes] 54

## Népal

Programme de soutien au processus de démocratisation [Initiatives concrètes] 95

## Nouvelle-Zélande

Séisme sur l'île du Sud en Nouvelle-Zélande (Secours en cas de catastrophe) [Système d'exécution] 141

## Océanie

Programme d'enseignement à distance et TIC dans le Pacifique [Initiatives concrètes] 72

Programme de gestion des catastrophes et de protection des côtes dans le Pacifique [Initiatives concrètes] 73

Projet de promotion d'une initiative régionale sur la gestion des déchets solides [Initiatives concrètes] 106

## Ouzbékistan

Projet d'installation d'appareils à rayons X aux points de contrôle sur les frontières de l'Ouzbékistan [Initiatives concrètes] 47

## Pakistan

Prêts d'aide aux importations d'urgence / projet urgent de réfection de la route dans la région rurale de Khyber Pakhtunkhwa [Initiatives concrètes] 50

## Palestine

Amélioration du système de gouvernance locale [Initiatives concrètes] 89

## Pérou

Projet d'expansion de la frontière électrique (I) (II) (III) [Initiatives concrètes] 69

## Philippines

Projet de construction d'un terminal à conteneurs à Mindanao / projet d'amélioration des capacités de la grappe industrielle de Davao [Initiatives concrètes] 35

Projet de désintoxication pour les toxicomanes appartenant aux couches pauvres de la société, à Manille, aux Philippines [Système d'exécution] 137

## Sierra Leone

Projet d'établissement d'un système de gestion de l'approvisionnement en eau dans le district de Kambia / projet d'établissement d'un système d'approvisionnement en eau en zone rurale dans la ville de Kambia [Initiatives concrètes] 60

## Soudan

Programme de santé et de soins médicaux au Soudan (projet de première ligne d'autonomisation pour la santé maternelle et infantile) [Dossier spécial] 17

## Sud-Soudan

Projet de rénovation du port de Juba sur le Nil / projet de renforcement des capacités d'exploitation et de gestion des voies navigables au Sud-Soudan [Initiatives concrètes] 85

## Thaïlande

Projet de développement communautaire de modèles de services intégrés de soins de santé et de protection sociale de proximité pour les personnes âgées [Initiatives concrètes] 37

## Timor-Est

Projet de coordination pour le développement des routes basé sur les communautés [Initiatives concrètes] 97

## Turquie

Programme d'amélioration de la préparation aux catastrophes [Initiatives concrètes] 77

## Vietnam

Programme de réseau ferroviaire urbain [Initiatives concrètes] 83

Renforcement des capacités du Bureau de l'Assemblée nationale [Initiatives concrètes] 87

Projet d'amélioration des techniques de production dans les petites et moyennes exploitations laitières du Vietnam [Initiatives concrètes] 113

Projet de construction du pont de Cuu Long (Can Tho) [Système d'exécution] 129

## Yémen

Programme d'amélioration des taux de scolarisation et de la qualité de l'enseignement de base (projet d'élargissement de l'initiative régionale de développement de l'éducation des filles (BRIDGE)) [Initiatives concrètes] 55

## Zambie

Projet pour une grossesse et un accouchement sûrs par la communauté locale du district de Chibombo, en Zambie [Système d'exécution] 137

## Autres

Réduction des émissions provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts (REDD-plus) [Dossier spécial] 13

Forum JICA-Banque mondiale [Initiatives concrètes] 123

Dixième réunion de la Conférence des parties de la convention sur la diversité biologique (COP 10) [Dossier spécial] 21